|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Logo  Description automatically generated** | **Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT)****29ème réunion, virtuelle, 8-12 novembre 2021** | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  |
|  | **Document TDAG-21/2/2-F** |
|  | **8 octobre 2021** |
|  | **Original:** **anglais** |
| Directrice du Bureau de développement des télécommunications |
| Rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires (y compris les initiatives régionales) adopté par la CMDT-17 et contribution àla mise en œuvre du Plan d'action du SMSI et des Objectifsde développement durable (ODD) |
|  |
| **Résumé:**La Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017 (CMDT-17) de l'UIT a eu lieu à Buenos Aires (Argentine) du 9 au 20 octobre 2017 et a adopté le [Plan d'action de Buenos Aires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/Documents/WTDC17_final_report_fr.pdf). Ce Plan, qui comprend les programmes de l'UIT-D, un ensemble d'initiatives régionales et les résolutions, recommandations et Questions confiées aux commissions d'études, nouvelles ou révisées, définit le mandat, les objectifs et les priorités du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) pour la période 2018-2021. Il aligne en outre les travaux du Secteur du développement des télécommunications sur les objectifs stratégiques de l'UIT, afin de permettre aux pays de tirer pleinement parti des TIC. Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires entre 2018 et septembre 2021 et de sa contribution à la mise en œuvre du Plan d'action du SMSI ainsi qu'à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il met également en avant les changements qui ont été apportés au Bureau de développement des télécommunications (BDT), qui est l'agent d'exécution de l'UIT-D, afin de veiller à ce que celui-ci soit capable d'évoluer aussi vite que l'environnement dans lequel il fonctionne.**Suite à donner:**Le GCDT est invité à examiner le présent rapport et à fournir les indications qu'il jugera utiles.**Références:**Plan d'action de Buenos Aires (CMDT-17) |

Introduction

La Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017 (CMDT-17) de l'UIT a eu lieu à Buenos Aires (Argentine) du 9 au 20 octobre 2017 et a adopté le [Plan d'action de Buenos Aires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/Documents/WTDC17_final_report_en.pdf). Ce Plan, qui comprend les programmes de l'UIT-D, un ensemble d'initiatives régionales et les résolutions, recommandations et Questions confiées aux commissions d'études, nouvelles ou révisées, définit le mandat, les objectifs et les priorités du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) pour la période 2018-2021. Il aligne en outre les travaux du Secteur du développement des télécommunications sur les objectifs stratégiques de l'UIT, afin de permettre aux pays de tirer pleinement parti des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires et de sa contribution à la mise en œuvre du Plan d'action du SMSI ainsi qu'à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il met également en avant les changements qui ont été apportés au Bureau de développement des télécommunications (BDT), qui est l'agent d'exécution de l'UIT‑D, afin de veiller à ce que celui-ci soit capable d'évoluer aussi vite que l'environnement dans lequel il fonctionne. L'importance vitale des TIC et leur rôle en tant que moteur du développement socio-économique et facilitateur de la reprise économique ont une fois encore été mis en lumière par la pandémie de COVID-19, qui continue de sévir dans tous les pays du monde. Ce constat a également montré qu'il était nécessaire de disposer d'un BDT plus souple et plus réactif, qui soit capable de conduire l'action menée pour faire en sorte que tous les habitants de tous les pays soient connectés.

En 2019, le BDT s'est engagé sur la voie du changement afin de créer un Bureau qui puisse répondre efficacement aux besoins des États Membres et des Membres de Secteur, mais aussi qui soit plus adapté et atteste des résultats obtenus par des éléments concrets: un BDT qui soit "en adéquation avec sa mission". À l'issue de nombreuses consultations menées au niveau interne et auprès des membres, le BDT a adopté des méthodes de travail nouvelles et innovantes, qui jettent les bases de la mise en œuvre efficace et dans les délais du Plan d'action de Buenos Aires et des plans qui seront adoptés à terme. La transformation du BDT est un processus consultatif participatif et ouvert, qui repose pour beaucoup sur les retours d'information et les échanges avec les États Membres et les Membres de Secteur. Ce processus de consultation a contribué à organiser les priorités et les objectifs et à rendre le BDT plus réactif, tout en renforçant son efficacité

Un élément constitutif important de la transformation du BDT est l'adoption d'une approche par regroupement. Les programmes du Plan d'action de Buenos Aires ont été regroupés en priorités thématiques qui facilitent la coordination et des synergies entre tous les programmes, projets, initiatives et Questions confiées aux commissions d'études. Cette structure en priorités thématiques, associée à la méthode de gestion axée sur les résultats (GAR) adoptée, contribue en outre à renforcer les retombées de l'action du BDT sur le développement des TIC, en ce qu'elle permet d'identifier les liens avec la mise en œuvre des buts et objectifs fixés par la CMDT-17, du programme Connect 2030 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (voir l'Annexe 1, Mise en correspondance des liens entre les priorités thématiques, les Questions confiées aux commissions d'études, les initiatives régionales, les ODD et les grandes orientations du SMSI) et d'améliorer cette mise en œuvre. Dans ce contexte, le BDT a en outre lancé plusieurs initiatives stratégiques, qui, toutes, rejoignent les priorités thématiques, concernent le monde entier et peuvent être reproduites à plus grande échelle dans de multiples régions. Ces projets sont décrits dans la Section 11 du présent rapport.

Afin de garantir une mise en œuvre efficace et rationnelle de son programme de travail, le Bureau a élargi son approche en matière de gestion axée sur les résultats, au-delà des mesures initiales prises depuis 2006, et continue d'affiner les modalités de mise en œuvre grâce à des pratiques de planification, de suivi et d'évaluation plus efficaces. Des théories du changement ont été élaborées pour chaque priorité thématique de l'UIT-D, ainsi que pour le BDT dans son ensemble. Elles permettront de guider les phases de planification et de mise en œuvre du programme de travail et serviront d'outils pour suivre les progrès accomplis en vue de parvenir à une connectivité efficace.

Le présent document contient les principaux résultats obtenus pendant la période 2018-2021 pour chaque priorité thématique, à mesure que des progrès sont accomplis en vue de mettre en œuvre le Plan d'action de Buenos Aires. Il rend compte du travail accompli en vue de mener à bien les initiatives régionales, avec une présentation plus détaillée des progrès accomplis concernant les initiatives régionales pour [l'Afrique](https://www.itu.int/md/D18-RPMAFR-210329/sum/en), la région [Amériques](https://www.itu.int/md/D18-RPMAMS-C-0004/en), les [États arabes](https://www.itu.int/md/D18-RPMARB-C-0004/en), [l'Asie-Pacifique](https://www.itu.int/md/D18-RPMASP-C-0004/en), la [Communauté des États indépendants](https://www.itu.int/md/D18-RPMCIS-C-0004/en) et [l'Europe](https://www.itu.int/md/D18-RPMEUR-C-0004/en) (voir les informations détaillées sur le travail accompli en vue de mener à bien les initiatives régionales pour chaque région).

Dans ce contexte, le BDT continuera, d'ici à la fin de 2021 et en 2022, de concentrer ses efforts sur les priorités thématiques énoncées dans le Plan d'Action de Buenos Aires, afin de produire des effets durables et de favoriser la connectivité numérique et la transformation numérique pour tous. De plus, cela offrira l'occasion de mettre à profit l'adoption des nouvelles technologies, ainsi que d'améliorer et d'élargir les méthodologies existantes et d'en inspirer d'autres grâce à l'échange de bonnes pratiques.

**RAPPORT D'ACTIVITÉ POUR LA PÉRIODE 2018-2021**

# 1 Renforcement des capacités – Édifier une société maîtrisant le numérique

Nouvelle version du portail de l'Académie de l'UIT

Une nouvelle version du [portail de l'Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/) a été conçue afin d'offrir aux utilisateurs un accès plus sûr et plus convivial aux activités, aux cours et aux ateliers de renforcement des capacités organisés par l'UIT dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, ainsi que du développement numérique. Le catalogue des programmes de formation comprend des programmes généraux destinés aux décideurs et régulateurs du secteur public, des programmes de formation professionnelle en gestion à l'intention des hauts responsables et des cadres supérieurs du secteur des TIC, des programmes spécialisés pour le personnel technique et d'exploitation ainsi que des programmes universitaires reconnus. Le portail de l'Académie de l'UIT est également devenu un outil au service de l'inclusion numérique, grâce à l'élargissement de l'offre en matière de formation, qui comprend aujourd'hui l'accessibilité des TIC ainsi que des cours de formation destinés aux communautés autochtones et marginalisées.

Le portail de l'Académie de l'UIT a enregistré 2 000 nouveaux utilisateurs en 2019, pour un total de plus de 10 200 utilisateurs. En 2020, le portail de l'Académie de l'UIT a connu une forte hausse du nombre d'utilisateurs et une augmentation du nombre de cours de formation en ligne. À la fin du troisième trimestre de 2021, plus de 23 000 personnes de 188 pays s'étaient inscrites sur la plate‑forme. Depuis 2018, 450 cours ont été dispensés via le portail de l'Académie de l'UIT et 22 197 personnes ont suivi une formation, dont 8 057 ont obtenu une certification.

Réseau de Centres d'excellence

En janvier 2019, un [nouveau cycle du programme concernant le réseau de Centres d'excellence](https://academy.itu.int/index.php/centres-excellence/coe-cycles/coe-cycle-2019-2022) de l'UIT a débuté. Au total, 28 établissements dans le monde ont été sélectionnés en tant que Centres d'excellence de l'UIT durant cette nouvelle période, qui s'achèvera en décembre 2022. À l'issue de la première série de réunions des commissions de direction, les Centres d'excellence ont dispensé des formations dans 15 domaines prioritaires, portant sur des thèmes tels que le large bande hertzien et fixe, la cybersécurité, l'économie numérique, l'Internet des objets (IoT), la gestion du spectre, l'innovation et l'entrepreneuriat, et les politiques et la réglementation. En 2019, durant la première année d'exercice, plus de 90 cours de formation aboutissant à une certification ont été dispensés à plus de 2 100 participants dans le monde. En décembre 2020, le nombre de formations aboutissant à une certification proposées dans les Centres d'excellence s'élevait à 66, mais le nombre de personnes ayant participé aux formations a plus que doublé par rapport à 2019, pour atteindre 5 466 personnes. En septembre 2021, 40 cours avaient été organisés dans les Centres d'excellence et, au total, 2 546 personnes avaient participé à ces activités de formation. On trouvera dans l'Annexe 2 des renseignements actualisés sur le programme de Centres d'excellence.

Partenaires universitaires de l'UIT

La deuxième [réunion](https://www.itu.int/en/ITU-D/Capacity-Building/Pages/events/2019/academia2019.aspx) des partenaires universitaires de l'UIT s'est tenue en décembre 2019 à Atlanta, en Géorgie (États-Unis d'Amérique), sur le thème "*Acquérir des compétences pour l'ère numérique*". Elle a rassemblé des représentants d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur du monde entier qui s'intéressent aux technologies numériques.

Les participants ont souligné la nécessité pour les universités d'offrir davantage de nouveaux cours de formation, en accélérant les processus de prise de décision et en allégeant la bureaucratie, en particulier dans les établissements universitaires publics qui sont financés par l'État. Cette réunion de deux jours a offert des pistes de réflexion sur le rôle des universités dans l'économie numérique et sur la manière dont les partenariats avec des organisations telles que l'UIT peuvent renforcer davantage le rôle joué par les universités. Les participants ont encouragé l'UIT à envisager de créer des groupes de réflexion au niveau régional ou mondial, sous la houlette d'établissements universitaires, et d'offrir plus de possibilités aux universités d'assumer un rôle consultatif dans le cadre de certaines activités de l'UIT.

Initiative sur les centres de transformation numérique

La première phase de [l'initiative sur les centres de transformation numérique](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/digital-transformation-centres-initiative) (*Autonomiser les communautés, réduire l'écart en matière de compétences numériques*) a été lancée en partenariat avec Cisco. Ce nouveau réseau mondial de centres permettra d'accélérer l'adoption des technologies numériques et de donner les moyens aux jeunes entrepreneurs et aux PME de s'engager sur la voie du succès. Ce projet axé sur l'humain contribuera à réduire les disparités en matière de compétences numériques et donnera un coup d'accélérateur à la transformation numérique, en pénétrant au cœur même des communautés, afin de doter les habitants des compétences numériques dont elles ont besoin pour réussir.

Dans le cadre de la première phase, qui s'est étendue de mars 2020 à septembre 2021, neuf centres de transformation numérique dans les régions Afrique, Amériques et Asie-Pacifique (Côte d'Ivoire, Ghana, Rwanda, Zambie, Brésil, République dominicaine, Indonésie, Papouasie‑Nouvelle-Guinée, Philippines) ont dispensé des formations aux niveaux élémentaire et intermédiaire aux habitants des zones isolées et des communautés marginalisées. Lors de cette première phase, plus de 100 000 personnes ont reçu une formation dans le cadre de l'initiative sur les centres pour la transformation numérique. En novembre 2020, l'UIT a conclu un accord de partenariat avec le Gouvernement de la Norvège pour soutenir l'initiative des Centres de transformation numérique. L'appui de la Norvège permettra de développer les compétences numériques des pays accueillant un centre de transformation numérique, notamment au Ghana où 14 000 habitants suivront une formation dans le cadre de ce nouveau projet.

La préparation en vue de la deuxième phase a débuté en juillet 2021 avec l'ouverture des candidatures pour les nouveaux organismes souhaitant rejoindre le réseau. La date limite de présentation des candidatures était fixée à septembre et le processus de sélection a lieu en octobre et en novembre 2021. La deuxième phase de l'initiative sur les centres de transformation numérique débutera en janvier 2022.

Publication "Digital Skills Insights" (*Points de vue sur les compétences numériques*)

Le troisième numéro de cette [publication](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/research-publications/digital-skills-insights) (anciennement connue sous le titre "Capacity Building in a Changing ICT Environment" – *Renforcement des capacités dans un environnement des TIC en pleine évolution*) a été publié en août 2019. Ce numéro contenait huit articles rédigés par des experts internationaux, qui portent un regard critique et analytique sur la question du développement des capacités et des compétences numériques. Les cadres de maîtrise des outils numériques, les nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage en vue des développements numériques, ainsi que les nouveaux concepts et les nouvelles initiatives en matière de renforcement des capacités à l'ère du numérique étaient au nombre des sujets traités. La publication donnait en outre des exemples concrets concernant les incidences des nouvelles technologies sur les disparités en matière de compétences et le renforcement des compétences dans certains pays en développement. Le [quatrième numéro](https://academy.itu.int/digital-skills-insights-2020) de cette publication est paru en septembre 2020 et portait sur différents aspects du développement des capacités et des compétences requises à l'ère du numérique. Ce numéro traitait notamment des types de compétences nécessaires dans l'économique numérique et sur le marché du travail de demain, des nouveaux emplois et des besoins de compétences associés, de technologies numériques particulières et de leurs incidences sur le développement des compétences et des nouvelles compétences nécessaires pour gérer les données et les informations générées en ligne; il comprenait en outre une série d'articles consacrés à la question de l'égalité hommes-femmes et des compétences numériques. Le cinquième numéro de la publication est en cours d'élaboration et sera publié fin octobre 2021.

Évaluation des compétences numériques

Publié en juin 2020 et disponible en six langues, le [Guide UIT pour l'évaluation des compétences numériques](https://academy.itu.int/main-activities/research-publications/digital-skills-insights/digital-skills-assessment-guidebook) est un outil pratique détaillé donnant des instructions pas à pas pour les évaluations des compétences numériques au niveau national. Il peut être utilisé pour déterminer l'offre existante concernant les compétences numériques au niveau national et évaluer la demande en la matière au sein du secteur privé et d'autres secteurs, afin d'identifier les lacunes et d'élaborer des politiques visant à répondre aux besoins futurs en matière de compétences numériques. Le Guide s'adresse aux décideurs et à d'autres parties prenantes, par exemple des partenaires du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des établissements universitaires. Il a été présenté aux États Membres des régions Europe et Afrique. Plusieurs pays ont commencé à l'utiliser aux fins des évaluations nationales concernant les compétences numériques.

Campagne UIT-OIT sur les compétences numériques et activités menées au titre des programmes

L'UIT a continué de mener la [campagne sur les compétences numériques](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/ilo-itu-digital-skills-campaign), qui avait été amorcée en 2016 comme l'une des huit priorités thématiques s'inscrivant dans le cadre de l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes, lancée par l'OIT. Cette campagne vise à doter les jeunes femmes et les jeunes hommes de compétences recherchées pour les emplois numériques actuels et futurs. En 2020, la campagne avait bénéficié d'engagements en vue de former plus de 16 millions de jeunes, afin qu'ils puissent acquérir des compétences numériques adaptées et utilisables en milieu professionnel d'ici à 2030 – soit plus de trois fois l'objectif de départ fixé à 5 millions de personnes. Au début de 2020, dans le cadre d'un programme géré de façon autonome lié à la campagne pour les compétences numériques, l'UIT et l'OIT ont lancé un [programme à l'échelle du continent](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/projects/2020/jobs-skills.aspx), avec l'appui de l'Union africaine, pour promouvoir des emplois décents et renforcer les compétences numériques des jeunes dans l'économie numérique de l'Afrique. Depuis lors, six pays africains (Côte d'Ivoire, Kenya, Nigéria, Rwanda, Sénégal et République sudafricaine) ont rejoint l'initiative, tandis que d'autres, comme l'Éthiopie, étudient la possibilité de mettre en œuvre le programme. En 2021, dans le cadre de la mise en œuvre du programme, les pays ont notamment mené des activités visant à jeter les bases qui leur permettront de réaliser des interventions à plus grande échelle et de concevoir et de déployer des outils analytiques pour recueillir des informations sur les possibilités d'emploi pour les jeunes dans l'économie numérique. Le nouveau cadre créé conjointement en 2021 par l'UIT et l'OIT pour l'évaluation des compétences numériques fait partie intégrante de ces travaux.

Collaboration entre l'UIT et le PNUD aux fins du renforcement des capacités numériques

En 2020, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un [*Plan d'action pour la coopération numérique*](https://www.un.org/en/content/digital-cooperation-roadmap/), comprenant des mesures phares pour la mise en œuvre. L'UIT et le PNUD ont été sélectionnés en tant que "champions" d'une table ronde multi-parties prenantes sur le renforcement des capacités numérique et ont, depuis lors, travaillé en étroite collaboration afin de mettre en place un réseau multi-parties prenantes, de créer une base de données mondiale des efforts existants en matière de renforcement des capacités dans la sphère numérique et d'approfondir la collaboration entre les deux organisations, dans le but de lancer un nouveau [mécanisme conjoint pour le renforcement des capacités numériques](https://digital-capacity.org/joint-facility/). On trouvera de plus amples informations sur les plans d'action dans la section 15 du présent rapport.

Renforcement des capacités au niveau national

En 2019, une formation aboutissant à une certification a été dispensée au Gouvernement de l'Érythrée sur les technologies évoluées, l'itinérance et l'argent mobile. Une assistance ciblée a été fournie au Burundi, dont deux ressortissants ont été formés au Centre d'excellence de l'UIT à Yaoundé (Cameroun) sur le large bande et à Kampala (Ouganda) sur les cyberexercices. Une assistance a aussi été fournie au Kirghizistan.

En 2021, deux formations aboutissant à une certification ont été organisées à l'intention de l'Autorité des communications de Somalie sur la modélisation des coûts, le cadre réglementaire en matière de télécommunications/TIC et la gestion et le respect de la réglementation.

Renforcement des capacités au niveau régional

Des pays de la région des États arabes ont bénéficié d'une formation sur les communications par satellite (organisée conjointement avec l'ITSO), sur la 5G (organisée conjointement avec la GSMA) et sur la gouvernance de l'Internet (organisée conjointement avec l'ICANN, l'ISOC, le RIPE NCC et la Fondation Diplo). Des pays de la région de la CEI ont bénéficié d'une formation sur les communications par satellite (organisée conjointement avec l'ITSO) et, dans la région Afrique, une formation a été dispensée sur la gestion du spectre (dans le cadre d'un partenariat avec l'AFRALTI, qui est le Centre d'excellence de l'UIT au Kenya). Une formation a été organisée dans la région Asie-Pacifique sur [l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques radioélectriques](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/human-exposure-radio-frequency-electromagnetic-fields-malaysia). Ce cours de formation en ligne était proposé dans le cadre du partenariat entre les Centres d'excellence et UTM (Malaisie) et a eu lieu en novembre/décembre 2020.

Dans le cadre du partenariat entre les nœuds des Centres d'excellence de la région Asie-Pacifique et le Centre national de contrôle des émissions (SRMC) du Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) de la Chine, 372 participants de plus de 60 pays ont pris part au cours de formation en présentiel et en ligne. Entre 2018 et 2021, des formations ont été dispensées sur l'application des technologies telles que l'Internet des objets (IoT), l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques produits par les technologies de 5ème génération, la [gestion du spectre et le contrôle des émissions](https://academy.itu.int/index.php/training-courses/full-catalogue/spectrum-management-and-radio-frequency-rf-monitoring-0). Dans la région des Caraïbes, le programme sur les politiques numériques en vue de sensibiliser de nouveau les responsables gouvernementaux à l'utilisation des TIC dans cette région a fourni aux fonctionnaires des orientations en vue de prendre des décisions sur les aspects politiques, législatifs et réglementaires.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESRégion Afrique– Afin de contribuer à réduire l'écart numérique entre les hommes et les femmes en suscitant l'intérêt d'un nombre grandissant de jeunes filles pour les TIC et le codage, plus de 530 jeunes filles ont appris à coder et acquis des compétences générales lors d'une série d'ateliers organisés dans le cadre de l'initiative "Les jeunes Africaines savent coder" en 2018 et 2019.– Dans le cadre de cette même initiative et pour célébrer conjointement le 75ème anniversaire de l'ONU tout en œuvrant en faveur des femmes et des jeunes filles dans le secteur des TIC, un stage intensif hybride présentiel et virtuel a été organisé par l'UIT et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies à Addis-Abeba (Éthiopie) en décembre 2020 à l'intention des jeunes filles du continent âgées de 17 à 20 ans. Plus de 125 jeunes filles ont participé à ce stage sur place, tandis que plus de 2 000 jeunes filles ont pris part aux séances virtuelles organisées pendant deux semaines. À cette occasion, un site spécial sur l'apprentissage en ligne hébergé sur la plate-forme en ligne de l'initiative AGCCI a été lancé.– Le programme UIT-OIT, qui bénéficie de l'appui de l'Union africaine, visant à [stimuler la création d'emplois décents et à renforcer les compétences numériques en faveur des jeunes dans l'économie numérique africaine](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/projects/2020/jobs-skills.aspx), a été élaboré par et pour les jeunes en Afrique. Lancé en 2020, ce programme à l'échelle du continental a pour objectif d'autonomiser les jeunes en Afrique et de faire en sorte qu'ils profitent des nouveaux débouchés dans l'économie numérique, et que leur énergie et leur créativité soient mises à profit pour développer les secteurs d'activité reposant sur le numérique. Les six premiers pays bénéficiaires sont la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal et la République sudafricaine. En 2020, des descriptifs des projets nationaux ont été élaborés et des ateliers de validation ont été organisés dans les pays, à la suite d'une table ronde virtuelle comprenant des dialogues multi-parties prenantes en vue de nouer des partenariats durables et d'étudier des mécanismes de financement. Dans le cadre du programme, et avec la collaboration de l'UIT, de l'OIT et du PNUD, un programme national de développement des compétences numériques a été élaboré aux côtés de la République sudafricaine au moyen d'ateliers consultatifs organisés en novembre et en décembre 2020 et d'une consultation nationale menée à bien en février 2021. En 2021, tous les pays ont élaboré leurs programmes nationaux et certains ont également mis en œuvre des projets pilotes qui serviront de modèles pour mener des activités à plus grande échelle dans un pays donné ou sur tout le continent.– Dans le souci d'associer les membres à une discussion sur les étapes nécessaires pour réduire la fracture numérique moyennant le Fonds de service universel, l'obligation de service universel et un mécanisme de financement innovant, un webinaire sur l'obligation de service universel 2.0 a été organisé en décembre 2020.– À la suite des ateliers régionaux qui ont été organisés au Lesotho (du 10 au 19 octobre 2018) et au Bénin (du 25 novembre au 4 décembre 2019), un programme sur la santé numérique et une étude de cas sur les exigences et l'architecture du système de santé numérique au Lesotho ont été élaborés en 2020. Des supports de formation sur la santé numérique et des cours en ligne sur ce thème ont aussi été élaborés en décembre 2020.– L'UIT a aidé le Malawi, par l'intermédiaire de l'Autorité de régulation des communications du Malawi et du Département des questions environnementales, à élaborer une politique nationale sur la gestion des DEEE. En octobre 2020, 17 ministères et départements et quatre autorités locales ont été consultés en ligne.– Des évaluations de référence visant à faciliter l'inclusion financière numérique et les services publics numériques pour l'Éthiopie ont été établies en 2020. Ces évaluations soulignent la nécessité d'améliorer la connectivité numérique, de renforcer les capacités et de consolider les politiques générales, autant d'éléments indispensables à la transformation numérique. Une connectivité numérique fiable et robuste est cruciale dès lors que d'autres produits et services numériques dépendent d'un accès continu et équitable à l'Internet pour fonctionner.– Une assistance a été fournie en outre au Lesotho, à la Sierra Leone, au Soudan du Sud et au Malawi, sous la forme de formations et d'ateliers d'élaboration de statistiques relatives aux TIC et de conception d'outils et d'instruments d'enquête auprès des ménages, au cours de la période 2018-2020.Région Amériques– Plusieurs cours de formation ont été dispensés en ligne au sein du réseau de Centre d'excellence de l'UIT dans la région Amériques, dans les domaines des protocoles de communication pour l'IoT et les communications par satellite, les réseaux optiques, la LTE et la 5G, la gestion du spectre, la cybersécurité et les changements climatiques.– Une formation aux technologiques a été dispensée à des spécialistes issus de l'opérateur public, l'Instituto Costarricense de Electricidad (ICE). Le personnel de l'ICE a bénéficié d'une formation sur différents thèmes liés à la gestion des télécommunications.– En 2021, dans le cadre de la campagne associée à la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, plus de 100 manifestations ont été organisées dans la région Amériques pour mettre en avant l'initiative et plus de 40 000 jeunes filles ont participé à des activités de renforcement des capacités et à des ateliers sur l'acquisition de compétences générales et le codage.Région Asie-Pacifique– L'UIT a renforcé les compétences numériques de ses membres grâce à des formations portant sur la planification des services mobiles, la sécurité, la "blockchain", les équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et la cybersécurité, destinées aux petits États insulaires en développement (PEID), aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en développement sans littoral (PDSL). La Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui est l'un des pays pilotes de l'initiative des [Centres de transformation numérique](https://academy.itu.int/main-activities/digital-transformation-centres-initiative) de l'UIT, a débuté les formations en ligne dans les domaines de la connectivité de base (en partenariat avec CISCO, l'Autorité nationale des TIC de Papouasie-Nouvelle-Guinée (NICTA) et le Royal Melbourne Institute of Technology) et de l'autonomisation des femmes grâce aux TIC et au commerce électronique. Ce travail a été mené en partenariat avec le Centre de formation Asie-Pacifique pour les technologies de l'information et de la communication au service du développement (APCICT)/de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).– En outre, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC et dans la lignée des efforts déployés par les pouvoirs publics en 2020 et 2021 pour encourager les femmes à poursuivre une carrière dans le secteur des technologies, l'UIT a organisé des formations sur la conception d'applications mobiles, le codage, la sécurité en ligne et la protection en ligne des enfants avec des partenaires tels que l'APCICT/la CESAP, l'UNESCO, l'UNICEF, l'OIT, l'Initiative EQUALS, la GSMA, CISCO, Telenor, Code.org et Microsoft, entre autres. Ces formations ont eu lieu en Thaïlande, en Indonésie, en Malaisie, au Bangladesh et au Pakistan et plus de 1 300 jeunes filles ont participé à des activités de renforcement des capacités.– Durant les neuf premiers mois de 2021, 19 cours ont été organisés dans les Centres d'excellence et 2 289 inscriptions provenant de 144 pays ont été enregistrées. Depuis leur lancement en mars 2021, les 3 centres de transformation numérique de la région ont permis de former 36 992 personnes, dont 70% de femmes.Initiative CEI RI 2: Utilisation des télécommunications/TIC afin d'assurer une éducation inclusive, équitable, sûre et de qualité, notamment en améliorant les connaissances des femmes dans le domaine des TIC et de l'administration publique en ligne– L'UIT met actuellement en œuvre un projet visant à créer un centre d'acquisition de compétences numériques pour les femmes et les jeunes en Ouzbékistan (en partenariat avec ZTE et le parc informatique de l'Ouzbékistan). En mars et en avril 2021, parallèlement à la mise en œuvre du projet, l'UIT a aidé les partenaires nationaux à organiser des formations visant à développer et à améliorer les compétences numériques des femmes et des jeunes filles de la région du Khorezm en République d'Ouzbékistan. Plus de 1 300 femmes se sont inscrites à la formation et 350 l'ont achevée avec succès, à l'issue d'un processus de sélection et d'évaluation rigoureux.– Un projet de l'UIT concernant la création d'un écosystème éducatif intelligent est en cours de mise en œuvre au Kazakhstan, en partenariat avec l'Université d'ingénierie et d'économie de Kostanaï (KINEU) baptisée en l'honneur de M. Dulatov. Ce projet est complété par une série de manifestations et de formations en ligne organisées par KINEU avec le concours de l'UIT. L'objectif est de promouvoir l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) dans le cadre d'un hackathon destiné aux écoliers et de formations visant à renforcer leur "cyberhygiène" et leurs compétences numériques, afin qu'ils soient en mesure d'utiliser les TIC de manière sûre dans l'environnement en ligne post-COVID-19.– Une assistance ciblée a été fournie à l'Azerbaïdjan pour élaborer des cours d'acquisition de compétences numériques à l'intention des femmes, au Bélarus concernant la mise en place d'un centre de formation utilisant la téléphonie IP.– L'UIT a actualisé le cours intitulé *onlinesafety.info*, qui fait l'objet d'une forte demande, et envisage de lancer des versions adaptées au contexte national dans plusieurs pays de la CEI.– L'UIT a continué de fournir une assistance au Kirghizistan pour renforcer les capacités des professeurs d'informatique issus de zones rurales ou isolées. Au total, entre 2012 et 2021, l'UIT et l'Institut d'électronique et des télécommunications (IET) du Kirghizistan ont organisé conjointement 63 cours de formation, dont 15 cours en présentiel dans les locaux de l'IET, 33 cours en présentiel dans différentes régions du pays et 15 cours en ligne. Au total, 938 professeurs ont participé aux cours, dont 78% de femmes. Dans l'ensemble, compte tenu du nombre de professeurs d'informatique formés et du nombre d'écoles concernées dans les zones rurales, 95 000 écoliers ont désormais acquis des connaissances et des compétences plus poussées dans le domaine des TIC. – L'UIT a continué de fournir une assistance au Kirghizistan pour renforcer les capacités des professeurs d'informatique issus de zones rurales ou isolées. Au total, entre 2018 et 2021, l'UIT et l'Institut d'électronique et des télécommunications (IET) du Kirghizistan ont organisé conjointement 21 cours de formation, dont 6 cours en présentiel dans différentes régions du pays et 15 cours en ligne. Au total, 361 professeurs ont participé aux cours, dont 83% de femmes. Dans l'ensemble, compte tenu du nombre de professeurs d'informatique formés et du nombre d'écoles concernées dans les zones rurales, plus de 50 000 écoliers ont désormais acquis des connaissances et des compétences plus poussées dans le domaine des TIC.– En 2021, une évaluation des compétences numériques a été réalisée dans le secteur des télécommunications de l'Arménie, afin d'évaluer le niveau de compétence actuel des employés de ce secteur ainsi que leurs besoins en matière de renforcement des compétences numériques.Région Europe– Un examen régional des approches nationales en matière de renforcement des compétences numériques a été mené à bien et a permis d'identifier plusieurs pays qui recevront une assistance technique.– L'Albanie et l'Ukraine bénéficient d'une assistance visant à renforcer leurs capacités institutionnelles dans le domaine des compétences numériques, notamment au moyen de l'élaboration d'une stratégie nationale.– Un webinaire régional (2020) et un Forum (2021) ont permis d'échanger des données d'expériences au niveau régional dans le domaine du renforcement des compétences numériques et ont contribué à la conclusion de nouveaux partenariats.– Une formation régionale pour l'Europe sur la planification des activités dans le domaine des TIC a permis à 30 responsables de 15 pays de bénéficier d'une formation et d'obtenir une certification sur la base des ressources pertinentes de l'UIT. |

# 2 Cybersécurité – Créer un cyberespace sûr pour tous

Indice mondial de cybersécurité (GCI) de l'UIT

En 2015, L'UIT a lancé [l'Indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) (GCI), qui s'est imposé comme une référence fiable visant à mesurer l'engagement des pays en faveur de la cybersécurité au niveau mondial – pour sensibiliser à l'importance et aux différentes dimensions de la question. Le niveau de développement ou de mobilisation de chaque pays est évalué en fonction des cinq Piliers du Programme GCA, qui constituent la base et le cadre général de l'indice. Fondé sur une approche et une initiative multi-parties prenantes, l'indice GCI tire parti des compétences et des capacités de différentes organisations, dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'enquête, d'instituer une coopération au niveau international et d'encourager l'échange de connaissances sur le sujet.

Suite à la publication de la troisième édition des résultats concernant l'Indice GCI et à sa prise en compte dans la Résolution 130 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, l'élaboration de la quatrième édition de l'Indice GCI (GCIv4) a débuté à l'occasion de la réunion sur la Question 3 de la Commission d'études 2 tenue en octobre 2019.

En octobre 2020, le Groupe d'experts sur la pondération de l'Indice GCI a tenu une réunion pour examiner une approche permettant de recommander des coefficients de pondération pour les indicateurs, les sous-indicateurs et les micro-indicateurs de l'Indice GCIv4 selon l'importance relative des mesures de cybersécurité prévues dans le modèle de l'Indice GCI.

En juin 2021, l'UIT a lancé la quatrième édition du rapport sur l'[Indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) (GCI), dans lequel 82 questions sont rattachées à cinq piliers: mesures juridiques, mesures techniques et de procédure, structures administratives renforcement des capacités et coopération. Cette édition du rapport montre que l'engagement en faveur de la cybersécurité s'est considérablement renforcé partout dans le monde. Les principales conclusions figurent dans l'[édition de 2020 du rapport sur l'Indice GCI](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-GCI.01-2021-PDF-E.pdf).

Protection en ligne des enfants (COP)

En 2019, des efforts considérables ont été déployés au niveau régional afin de régler les problèmes de sécurité en ligne des enfants. En Afrique, un débat s'est amorcé au Tchad, au Kenya, au Malawi et au Rwanda concernant la mise en œuvre de cadres stratégiques au niveau national. En particulier, le Forum régional sur la protection en ligne des enfants, organisé au Ghana, a porté sur plusieurs questions liées à la protection en ligne des enfants en Afrique. Dans la région Asie‑Pacifique, une assistance a été fournie pour l'élaboration du cadre régional ASEAN sur la protection en ligne des enfants, en coordination avec d'autres partenaires, tels que TELSOM/TELMIN. Dans la région des États arabes, une assistance a été fournie à plusieurs pays concernant la protection en ligne des enfants et l'UIT a participé aux travaux de différents groupes d'action nationaux en vue d'intégrer les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants dans les activités menées au niveau national. Le Soudan, Bahreïn, le Liban, l'Iraq et l'Égypte sont les principaux pays bénéficiaires.

La Commission "Le large bande au service du développement durable", pour laquelle l'UIT assure la fonction de secrétariat, comprend un Groupe de travail sur la sécurité en ligne des enfants, dirigé par la Fondation World Childhood et par Zain. Ce groupe a publié un [rapport](https://www.broadbandcommission.org/Documents/working-groups/ChildOnlineSafety_Declaration.pdf) exhaustif en 2019.

L'UIT et ses partenaires ont travaillé de manière concertée afin de contribuer à la [note technique sur le COVID-19 et ses incidences sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Documents/COP/COVID19%20Online%20Technical%20note%20resource%20pack_PUBLISHED.pdf). Cette note a pour principal objet de fournir des orientations techniques sur la manière d'atténuer les grands risques associés au COVID-19 et à l'exposition accrue des enfants aux dangers en ligne.

En 2019, un groupe de travail multi-parties prenantes composé de plus de 50 organisations et experts a entamé l'examen des [Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/cop/Pages/guidelines.aspx), publiées pour la première fois en 2009. Le lancement des Lignes directrices révisées a eu lieu en juin 2020 et a été suivi d'une [manifestation mondiale virtuelle](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/2020-COP-Guidelines-launch-webinar.aspx) organisée par l'UIT et ses partenaires et de [présentations régionales](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/COP/2020/Regional-Launches-COP-2020-Guidelines.aspx). Ces nouvelles lignes directrices ont été entièrement repensées, afin de tenir compte des changements majeurs qui sont intervenus au sein du paysage numérique dans lequel évoluent les enfants, comme l'Internet des objets, les jouets connectés, les jeux en ligne, la robotique, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle.

La protection en ligne des enfants a en outre été intégrée parmi les principaux éléments du pilier "autonomisation" du projet Giga, lancé conjointement par l'UIT et l'UNICEF.

L'UIT a également signé un accord de collaboration avec la [Fondation SCORT](https://www.itu.int/fr/myitu/news/2021/04/06/07/20/empowering%20women%20girls%20sport%20technology/) dans le domaine de la protection en ligne des enfants dans le milieu du sport. L'UIT a contribué à de nombreuses discussions, notamment dans le cadre de l'édition de 2021 de la journée pour un Internet plus sûr et de la [quinzième Conférence européenne du football au service du développement](https://www.efdn.org/efdn-fr/).

En 2020, l'UIT et le Royaume d'Arabie saoudite ont signé un [accord](https://www.itu.int/fr/mediacentre/Pages/cm11-2020-ITU-SaudiArabia-partnership-COP-guidelines.aspx) de mise en œuvre d'un programme mondial visant à créer un *cyberenvironnement sûr et de nature à autonomiser les enfants*.Le [programme](https://www.itu-cop-guidelines.com/implementation), lancé en août 2021, permettra de renforcer les efforts mondiaux visant à mettre en œuvre les lignes directrices de l'UIT relatives à la protection en ligne des enfants.Ce nouvel effort de collaboration vise à élaborer et à mettre en œuvre des politiques pour la sécurité en ligne des enfants aux côtés des pouvoirs publics, des entreprises et de la société civile, de manière à améliorer le renforcement des capacités et l'échange de connaissances avec toutes les parties prenantes concernées. La finalité de ce projet, qui est de promouvoir une culture fondée sur la sécurité en ligne des enfants, appuiera la mission de l'UIT consistant à garantir la cybersécurité au niveau international. Dans ce contexte, les Membres de l'UIT tireront parti des politiques relatives à la protection en ligne des enfants fondées sur les nouvelles ressources élaborées par l'UIT et les partenaires COP en 2020.

[L'UIT a aussi contribué à l'adoption de l'Observation générale N° 25 sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies](https://www.end-violence.org/articles/celebrating-adoption-general-comment-25#:~:text=General%20Comment%2025%20not%20only%20raises%20awareness%20of,and%20other%20forms%20of%20violence%20on%20the%20internet.): un Groupe de travail interinstitutions sur la protection en ligne des enfants a été établi, réunissant le Comité des droits de l'enfant ainsi que de membres de la communauté dynamique constituée de spécialistes de la protection en ligne des enfants issus du système des Nations Unies et de la société civile.

Enfin, l'UIT s'emploie à diffuser les messages de Sango ([mascotte de la protection en ligne des enfants](https://www.itu-cop-guidelines.com/children) lancée en 2020) dans plusieurs pays et par l'intermédiaire de différents partenaires, afin de concevoir des contenus pertinents pour accroître la sensibilisation à la protection en ligne des enfants. La mascotte de la protection en ligne des enfants a annoncé le lancement du cours "En ligne en sécurité avec Sango" destiné aux jeunes enfants de moins de 13 ans dans le cadre de l'édition de 2021 de la Journée pour un Internet plus sûr, afin de sensibiliser les enfants à la sécurité en ligne et de renforcer leurs capacités en la matière. La série de cours a été lancée via une [bande-annonce](https://www.itu.int/women-and-girls/girls-in-ict/girlsinict-online-safety-moment/) diffusée lors du volet sur la sécurité en ligne organisé dans le cadre de la série de manifestations marquant le 10ème anniversaire de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC.

Toutes les activités susmentionnées s'inscrivent dans le cadre d'un effort concerté concernant les priorités thématiques relatives à la cybersécurité et à l'inclusion numérique.

Équipes CIRT nationales et intervention en cas d'incident

À ce jour, plus de 80 pays ont bénéficié d'une assistance en vue d'évaluer leur état de préparation national en matière de cybersécurité et leurs capacités d'intervention en cas d'incident. À ce jour, l'UIT a participé à 22 projets relatifs aux équipes CIRT. Sept de ces projets sont en cours, dont quatre seront bientôt achevés: des projets sont mis en œuvre aux Bahamas, à la Barbade, au Botswana, au Kenya, au Malawi, au Burundi et en Gambie (les projets mis en œuvre au Botswana et en Gambie seront achevés cette année), tandis que des projets visant à améliorer les équipes CIRT du Kenya et de la Barbade sont en cours d'achèvement.

L'UIT collabore en permanence avec le Forum FIRST (Forum des équipes d'intervention et de sécurité en cas d'incident) et a contribué aux travaux visant à améliorer encore le Cadre de services de la CIRT. Un appui est aussi fourni aux fins de la révision des matériels didactiques existants relevant d'un programme de renforcement des capacités visant à créer des équipes CIRT nationales et à gérer leurs activités.

L'UIT a entrepris des évaluations techniques de l'état de préparation à la création d'équipes CIRT au Malawi (2018), au Congo (2018), au Niger (2018), au Libéria (2019), au Tchad (2019), en Gambie (2019), en Bosnie-Herzégovine (2019), en Mauritanie (2019), en Albanie (2019), au Guyana (2020), aux Bermudes (2020), aux Bahamas (2021) et en Guinée-Bissau (2021).

En 2018, dans le cadre du projet "Mise en œuvre de services CIRT et des capacités connexes", l'État de Palestine a bénéficié d'une assistance dans la mise en place et le déploiement des capacités techniques et des formations associées concernant les activités d'une équipe CIRT.

Une assistance spécialisée sur l'évaluation des équipes CIRT et le renforcement des compétences a été fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu dans le cadre d'un projet financé par le Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications du Gouvernement de l'Australie. En Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu, les capacités des équipes CIRT ont été renforcées dans le cadre du [projet UIT-DoCA.](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/projects/display.asp?ProjectNo=9RAS18061)

Cyberexercices et renforcement des capacités

Afin de veiller à ce que les équipes CIRT nationales appliquent de bonnes pratiques afin de faire face aux incidents en matière de cybersécurité et de promouvoir une coopération technique entre les équipes CIRT des pays, plusieurs cyberexercices ont été organisés aux niveaux régional et intra‑régional ces dernières années.

En 2018, un exercice de simulation de haut niveau concernant une crise de cybersécurité nationale a été réalisé à Maurice.

Cinq cyberexercices régionaux de l'UIT ont été organisés en Côte d'Ivoire (Afrique), à Chypre (Europe), en Azerbaïdjan (CEI), au Koweït (région des États arabes) et en Argentine (Amériques).

En 2019, un cyberexercice interrégional (CEI et région Asie-Pacifique) a été organisé en Malaisie, et un cyberexercice pour la région Afrique a été organisé en Ouganda. Un cyberexercice pour la région des États arabes a été organisé à Oman, en collaboration avec le Centre de cybersécurité pour la région des États arabes ([ARCC](https://arcc.om/?GetLang=en)), afin d'assurer la poursuite des efforts collectifs visant à lutter contre les cybermenaces au sein des équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique. La région Europe a organisé un cyberexercice en Roumanie en 2019, alors que la Roumanie assurait la présidence du Conseil de l'Union européenne. À l'invitation de la Présidence du G20, l'UIT est convenue d'œuvrer en tant que partenaire pour le partage des connaissances, dans le cadre du volet prioritaire sur la sécurité dans l'économie numérique du Groupe spécial du G20 sur l'économie numérique.

L'édition de 2020 du [cyberexercice mondial de l'UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Cybedrills-2020.aspx) s'est tenue de façon virtuelle et a porté sur plusieurs aspects pertinents de la cybersécurité: six dialogues régionaux sur les enjeux de la cybersécurité ont eu lieu pendant la pandémie de COVID-19. En outre, des webinaires consacrés à [l'autonomisation des femmes en matière de cybersécurité et à la planification de la gestion des cybercrises](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020-Empowering-Women-in-Cybersecurity.aspx) ont montré l'importance de l'inclusion et de la résilience. En outre, le programme de cette manifestation mondiale comprenait une formation pratique sur la [réalisation d'enquêtes efficaces au moyen de renseignements](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020/How-to-conduct-effective-Open-Source-Investigations-Online.aspx) provenant de sources ouvertes, qui a été suivie de formations aux outils utilisés pour les [interventions en cas d'incident avec les logiciels TheHive et Cortex](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020/Incident-Response-with-TheHive-and-Cortex.aspx). Plusieurs experts ont discuté de l'importance de la [mise en œuvre et du suivi des stratégies nationales en matière de cybersécurité.](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Cybersecurity/Pages/2020-NCS-IM-webinar.aspx) Le cyberexercice pour la région Asie-Pacifique a été organisé en décembre 2020. Il était destiné essentiellement aux PEID, en vue d'améliorer leurs capacités en matière de cybersécurité. En outre, un cyberexercice national a été organisé à l'intention du Royaume d'Eswatini en décembre 2020.

L'[édition de 2021 du cyberexercice mondial de l'UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Cyberdrills-2021.aspx) s'est tenue de septembre à novembre 2021. Dans le cadre de cette série de manifestations, deux webinaires, six sessions de formation, six exercices fondés sur des scénarios et trois réunions interrégionales où étaient représentées les six régions de l'UIT ont été organisés.

Programme de mentorat "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité"

Avec l'appui du [Partenariat mondial EQUALS](https://www.equals.org/), l'UIT et le Forum des équipes de sécurité et d'intervention en cas d'incidents (FIRST) ont lancé un programme conjoint de mentorat destiné à donner aux femmes les moyens de réussir dans le secteur de la cybersécurité. La première édition du programme était axée sur la région des États arabes et la région Afrique. Le programme fait appel à des personnalités constituant un exemple à suivre et à des leaders dans ce domaine et les met en relation avec des femmes talentueuses dans le monde entier. L'objectif est de combler l'écart qui sépare les hommes et les femmes, partout dans le monde, dans le domaine de la cybersécurité, grâce à la création d'un programme mondial de mentorat visant à renforcer les capacités des femmes qui souhaitent faire carrière et progresser dans le secteur de la cybersécurité. Le programme de mentorat "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité" comprend trois volets, avec une série de webinaires particulièrement intéressants, des cours de formation permettant d'acquérir des compétences techniques et non techniques et un module de mentorat sur six mois. Toutes les activités ont été assurées en ligne sur une période de huit mois, allant de mars à août 2021.

Stratégies nationales en matière de cybersécurité

L'UIT aide les États Membres à élaborer et à améliorer des stratégies nationales efficaces en matière de cybersécurité. Le [Guide UIT sur l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-CYB_GUIDE.01-2018-PDF-F.pdf) (NCS), élaboré dans le cadre d'un processus de collaboration entre de multiples parties prenantes, constitue un manuel de bonnes pratiques et un kit pratique qui a été utilisé par les pays de toutes les régions pour élaborer et améliorer leurs stratégies de cybersécurité. Depuis son lancement en septembre 2018, des ateliers nationaux et régionaux ont été organisés dans plusieurs pays, dont quatre ont reçu une assistance directe pour élaborer et réviser leurs stratégies nationales de cybersécurité à l'aide du Guide. Le processus de mise à jour du Guide est en cours et devrait s'achever en octobre 2021. Il s'agit d'un processus créé et mis en œuvre conjointement par 22 entités. L'UIT a également conçu une formation intitulée "[Cycle de vie, principes et bonnes pratiques pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de cybersécurité](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/lifecycle-principles-and-good-practices-national-cybersecurity-strategy-development-and)". Cette formation, qui repose sur le Guide et est dispensée en ligne dans son intégralité sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT, est disponible en anglais et sera traduite en français, en espagnol et en russe.

Le [Guide UIT sur l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-CYB_GUIDE.01-2018-PDF-F.pdf) est utilisé par des pays des différentes régions de l'UIT. Plus particulièrement:

– Un atelier régional a été organisé par le Ministère de l'informatique et l'Agence de la cybersécurité de l'Indonésie à Jakarta, sur le thème des stratégies en matière de cybersécurité et la réglementation générale sur la protection des données.

– Un atelier régional, organisé par la Macédoine du Nord, portait sur l'amélioration des stratégies nationales dans cinq pays de la région.

– Un atelier régional a été organisé en Tunisie dans le but d'améliorer les stratégies nationales des pays des régions Afrique et des États arabes. Vingt pays ont participé de manière active à cet atelier.

– Dans la région Afrique, le Bénin a bénéficié d'une assistance pour rédiger sa stratégie nationale en matière de cybersécurité.

– Dans la région Asie-Pacifique, le Kiribati et les îles Salomon ont bénéficié d'une assistance pour renforcer leur cadre stratégique applicable à la cybersécurité et élaborer leur stratégie nationale en matière de cybersécurité.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESInitiative AFR RI 3: Renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication– Cyberexercices régionaux en Côte d'Ivoire (2018) et en Ouganda (2019), cyberexercice mondial (en ligne, 2020) et cyberexercice national à Maurice (2018) et au Royaume d'Eswatini (2020); réunion interrégionale Afrique-Europe sur les cyberexercices (en ligne, 2021).– L'UIT et ses partenaires ont organisé des ateliers de renforcement des capacités au Burkina Faso (2018) et en Eswatini (2019), ainsi qu'un atelier interrégional concernant une stratégie nationale de cybersécurité en Tunisie. Le Forum régional sur la protection en ligne des enfants s'est tenu à Accra (Ghana) en octobre 2019. L'UIT a procédé à des évaluations techniques de l'état de préparation à la création d'équipes CIRT au Malawi (2018), au Congo (2018), au Niger (2018), au Libéria (2019), au Tchad (2019), en Gambie (2019) et en Guinée-Bissau (2020).– L'UIT a participé à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité pour le Bénin en 2019 et pour le Libéria en décembre 2020.– Un cadre d'infrastructure de clé publique a été élaboré, et une formation a été dispensée au Malawi en décembre 2020.– En 2021, en Gambie, les parties prenantes nationales de l'équipe CIRT ont bénéficié d'une formation concernant ses activités.– En 2019, en partenariat avec le cabinet de conseil en matière de risques Deloitte, un examen de l'environnement de la cybersécurité en Côte d'Ivoire a été effectué, y compris pour ce qui est des résultats concernant l'Indice mondial de cybersécurité de l'UIT. Grâce à cet examen, le pays a pu recenser les initiatives relatives à la cybersécurité qu'il devra déployer en priorité pour améliorer sa stratégie en la matière. Des orientations ont été fournies à la République sudafricaine en vue d'élaborer une politique nationale en matière de données, incluant un examen de la confidentialité des services en nuage, et un projet de politique générale en matière de cybersécurité. Un atelier à l'intention des principales instances politiques a été organisé en janvier 2020.Région des États arabes: Confiance et sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC– Lors de la semaine régionale sur la cybersécurité organisée pour la région des États arabes, le Centre régional de cybersécurité de l'UIT pour la région des États arabes (UIT-ARCC) a encouragé l'échange d'informations et le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité. Cette manifestation a offert un cadre à de hauts responsables dans le domaine des TIC et de la cybersécurité issus de la région pour rencontrer les principales parties prenantes et débattre des menaces, des progrès accomplis, des perspectives et des défis que pose la cybersécurité.– Le Soudan a bénéficié d'une assistance technique et du renforcement de ses capacités, en vue d'améliorer sa stratégie en matière de protection de l'infrastructure informatique essentielle.Région Amériques– Pour 2021, l'UIT met en œuvre un programme de cybersécurité et de réduction des risques de catastrophe à l'intention de la Barbade.– Un cours de formation en ligne sur les politiques et les réglementations évoluées en matière de TIC a été dispensé en 2019 et en 2020, afin de fournir un appui aux membres de l'UIT sur des questions liées à la gouvernance de l'Internet, à la connectivité et à la cybersécurité.– Du 4 au 8 juin 2018, l'UIT a organisé un atelier régional sur la cybersécurité et un cyberexercice à l'aimable invitation du Gouvernement argentin. Cette manifestation a été accueillie par l'Université de La Plata. Cent dix-sept personnes y ont participé. Parmi celles-ci, quinze personnes ont participé à la session sur la protection en ligne des enfants et 50 aux exercices pratiques organisés dans le cadre du cyberentraînement. Les participants à la manifestation étaient originaires d'Argentine, des Bahamas, du Brésil, du Chili, de Cuba, de l'Équateur, d'El Salvador, du Guyana, du Paraguay et de l'Uruguay.– Le 15 septembre 2020, l'UIT a organisé un dialogue en ligne sur la cybersécurité pour la région des Amériques, sur le thème "Équipes CIRT et enseignements tirés de la crise liée au COVID-19". Cent personnes ont y participé. Les participants étaient originaires d'Argentine, de la Barbade, du Belize, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, de République dominicaine, d'Équateur, d'El Salvador, du Guyana, du Mexique, du Paraguay, du Pérou, du Suriname, de Trinité-et-Tobago, des États-Unis et d'Uruguay.Région des États arabes– Des cyberexercices régionaux ont été organisés au Koweït (2018) et à Oman (2019).– En 2018, l'UIT a organisé une réunion régionale de haut niveau en vue de conclure un partenariat avec les établissements universitaires dans le domaine de la cybersécurité. L'objectif était de mettre en place un partenariat entre des établissements universitaires et d'autres Membres de l'UIT, afin d'instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC et de mettre en lumière l'importance que revêt la formation d'universitaires spécialisés dans le domaine de la cybersécurité dans les États arabes.– L'UIT a organisé un atelier régional sur le thème "Sécuriser l'infrastructure essentielle du secteur financier" au Caire (Égypte) en octobre 2018.– Un cours de formation sur la cybersécurité et la confidentialité des données à l'intention des membres de la Commission saoudienne des procureurs généraux a eu lieu au Caire (Égypte) en décembre 2018.– Un atelier sur l'évaluation technique de l'état de préparation à la création d'équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) a eu lieu en Mauritanie en décembre 2018.– Une formation sur les CIRT à l'intention de la Palestine a eu lieu au Caire (Égypte) en mars 2019*.*– En 2018, l'UIT a aidé la Mauritanie à concevoir sa stratégie nationale en matière de cybersécurité pour la période 2019-2022.– Lors de la semaine régionale sur la cybersécurité organisée pour la région des États arabes en 2018 et en 2019, le Centre régional de cybersécurité de l'UIT pour la région des États arabes (UIT-ARCC) a encouragé l'échange d'informations et le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité. Cette manifestation a offert à de hauts responsables dans le domaine des TIC et de la cybersécurité issus de la région un cadre pour rencontrer les principales parties prenantes et débattre des menaces, des progrès accomplis, des perspectives et des problèmes que pose la cybersécurité.– Un cours de formation ASBU/UIT sur la cybersécurité a été organisé conjointement avec le Centre de formation de l'ASBU de Tunis en juin 2019, en Tunisie.– L'UIT a organisé l'atelier interrégional sur les stratégies nationales en matière de cybersécurité dans la région des États arabes et la région Afrique et sur la version de 2018 du rapport relatif à l'Indice mondial de cybersécurité (GCI) à Tunis en décembre 2019.– Le projet "Mise en œuvre de services CIRT et des capacités connexes", qui vise à mettre en place et à déployer des capacités techniques et les formations nécessaires pour mettre en place l'équipe CIRT de la Palestine, a été lancé en Palestine en 2019.– En décembre 2019, le Soudan a bénéficié d'une assistance technique et d'un renforcement de ses capacités, en vue d'améliorer sa stratégie en matière de protection des infrastructures informatiques essentielles*.* En outre, un rapport intitulé "Feuille de route concernant la cybersécurité des infrastructures essentielles dans le domaine des ICS et des OT" a été publié en 2020.– Compte tenu des incidences que le COVID-19 continue d'avoir sur les systèmes TIC des différents pays, le Dialogue régional pour les États arabes a eu lieu en septembre 2020 et 75 délégués de plus de 16 pays y ont participé.– En 2020, le bureau régional a commencé à s'appuyer sur le partenariat conclu avec Meem Ain concernant le projet MALI sur l'inclusion financière numérique des enfants, afin d'élaborer un autre projet intitulé AMANI, qui vise à fournir des solutions numériques interactives pour protéger les enfants des États arabes contre les dangers de l'Internet et à les sensibiliser aux risques et aux dangers du monde numérique. L'objectif de ce programme, qui porte sur nombreux thèmes comme la sécurité et la protection de la vie privée dans le monde numérique, l'empreinte numérique et la communication en ligne, est de doter les enfants des connaissances et des compétences de base essentielles pour naviguer en ligne en tout sécurité et de manière responsable.– Afin de favoriser la mise en œuvre active des lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants dans l'ensemble de la région des États arabes, une consultation conjointe avec le Conseil de la SAMENA a eu lieu en novembre 2020, en vue d'examiner certaines des principales difficultés et possibilités liées à la mise en œuvre de l'édition de 2020 de ces lignes directrices à l'usage des professionnels.– En novembre 2020, un atelier sur les Lignes directrices de l'UIT de 2020 relatives à la protection en ligne des enfants et sur les possibilités de mise en œuvre a eu lieu dans la région des États arabes.Initiative EUR RI 4: Renforcer la confiance dans l'utilisation des TIC– En 2021, l'UIT a appuyé l'organisation de la Semaine annuelle de la cybersécurité à Chisinau (Moldova). Cette manifestation a offert des possibilités de nouer des contacts ainsi qu'une plate-forme où échanger des idées, débattre et collaborer en vue de promouvoir, grâce à l'innovation, des stratégies et des solutions en matière de cybersécurité à l'échelle mondiale. En 2020, une formation spéciale supplémentaire sur la protection de l'infrastructure essentielle a été dispensée.– Une conférence sur la sécurité en ligne sur les défis contemporains en 2020 a été organisée par l'UIT en Ukraine. Cette conférence a permis de renforcer les capacités humaines dans le domaine de la protection en ligne des enfants au niveau national.– La manifestation "Cyber Shield" de 2019 s'est tenue à Ankara (Turquie) avec l'appui de l'UIT. Elle a offert une occasion unique de participer à de nombreuses activités techniques dans le domaine de la cybersécurité. Les principaux objectifs étaient d'augmenter les capacités d'intervention et les niveaux de préparation en cas d'incident, d'approfondir la compréhension mutuelle des cyberrisques et de leurs effets, et de garantir un effort collectif constant entre les acteurs de la cybersécurité dans le monde, en particulier les équipes d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT), afin de faire face aux cybermenaces.– Des progrès ont été accomplis dans le domaine de la protection en ligne des enfants: une conférence internationale organisée pour l'Europe sur la manière d'assurer la sécurité en ligne des enfants et des adolescents a été organisée conjointement. Elle s'est tenue à Varsovie (Pologne) en 2019 et en ligne en 2020 et 2021. Un Forum régional pour l'Europe sur la protection en ligne des enfants a été organisé en 2020 (à l'invitation de l'Académie ONAT, Ukraine) de manière à faciliter la coopération et à promouvoir la diffusion des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants en Europe. Une étude régionale sur les stratégies nationales en vue d'assurer la sécurité en ligne des adolescents et des enfants a été rédigée pour examen et soumise à la consultation des pays. Une assistance a été fournie à la Géorgie et à l'Ukraine dans l'élaboration d'une stratégie nationale sur la protection en ligne des enfants. Un examen stratégique de l'évaluation nationale dans le domaine de la protection en ligne des enfants a été effectué à Moldova. L'Albanie est un pays pilote en ce qui concerne le lancement du projet mondial de l'UIT sur la mise en œuvre des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants. Ce projet vise à promouvoir une culture de la protection en ligne des enfants auprès de toutes les parties prenantes concernées, grâce au partage des connaissances et au renforcement des compétences numériques. En outre, une assistance sera fournie à la Macédoine du Nord pour lui permettre de procéder à une évaluation au niveau national de la protection en ligne des enfants et d'établir une feuille de route opérationnelle destinée à renforcer la sécurité en ligne des enfants et des jeunes. Plus de 16 pays ont participé activement à la diffusion des lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants, qui ont été publiées dans plus de dix langues européennes. Initiative ASP RI 5: Contribuer à la mise en place d'un environnement fiable et solide– Une assistance spécialisée sur l'évaluation des équipes CIRT et le renforcement des compétences a été fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu dans le cadre d'un projet financé par le Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications du Gouvernement de l'Australie.– L'UIT a fourni un appui au Kiribati et aux îles Salomon concernant l'amélioration de leurs cadres stratégiques en matière de cybersécurité, notamment avec des exercices de simulation théorique pour renforcer les capacités nationales d'élaboration ou d'amélioration des stratégies nationales en matière de cybersécurité. Pendant la période 2019-2020, plus de 550 participants ont pu élargir leurs connaissances et leurs compétences concernant la protection de l'infrastructure nationale essentielle, la protection des infrastructures essentielles et les cyberexercices, tandis que plus de 250 participants ont renforcé leurs compétences liées aux questions de sécurité grâce au Centre d'excellence de l'UIT dans la région Asie-Pacifique.– En décembre 2020, l'UIT a organisé un cyberexercice pour la région Pacifique, qui s'adressait plus particulièrement aux PEID. En 2021, le Bureau régional pour l'Asie‑Pacifique et le Bureau régional pour la CEI ont organisé conjointement une réunion interrégionale dans le cadre du Cyberexercice mondial.– L'UIT a évalué les capacités du Viet Nam en matière d'éducation dans le domaine de la cybersécurité, y compris au niveau du premier cycle, du deuxième cycle et du doctorat. Elle a formulé des recommandations concernant de futures initiatives visant à renforcer les capacités en matière d'éducation dans le domaine de la cybersécurité et fourni des listes d'initiatives de référence et de ressources utiles, y compris des programmes éducatifs similaires en Australie, à Singapour et au Royaume-Uni.Région de la CEI– L'UIT a mené à bien une évaluation de l'état de préparation à la création d'une équipe CIRT au Kirghizistan et va mettre en œuvre un projet de création d'une équipe CIRT dans le pays, qui sera cofinancé par la Banque mondiale.– L'UIT a organisé plusieurs cyberexercices régionaux et interrégionaux, qui ont chacun attiré entre 200 et 300 participants. En 2017, l'UIT a organisé le cyberexercice interrégional pour la région de la CEI et la région Europe à Moldova; en 2018, elle a organisé le premier cyberexercice régional spécialement à l'intention de la région de la CEI en Azerbaïdjan, puis le deuxième en Malaisie en 2019, conjointement avec la région Asie-Pacifique. En 2020 et 2021, les États Membres issus de la région de la CEI ont participé activement au cyberexercice mondial, puisque la plupart des pays ont désigné des équipes CIRT pour participer aux scénarios.– Un dialogue régional pour la CEI et une réunion interrégionale sur la cybersécurité pour la CEI et la région Asie-Pacifique ont été organisés dans le cadre du cyberexercice mondial, afin de faciliter l'échange de bonnes pratiques et de données d'expérience entre les pays de la région.– Plusieurs partenariats importants ont été conclus sur la question de la cybersécurité, notamment avec l'OSCE et la Banque mondiale. En 2021, l'UIT a organisé conjointement avec l'OSCE le premier cyberexercice national au Kirghizistan, qui a attiré plus de 150 participants.– La Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan utilisent l'indice GCI comme l'un des paramètres essentiels pour la planification et la mise en œuvre de leurs politiques nationales en matière de cybersécurité. Au cours des quatre dernières années, l'UIT a fourni un appui et des formations, sur demande, à ces États Membres.– Dans le contexte de la publication à l'échelle mondiale des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants en juin 2020, l'UIT a organisé en octobre 2020 un Forum régional sur la protection en ligne des enfants, en partenariat avec l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation. Ce Forum a réuni des représentants de ministères, de régulateurs, d'opérateurs de télécommunication, d'universités et d'établissements d'enseignement général, d'instituts de recherche – développement, d'organisations du système des Nations Unies et d'autres parties prenantes issues d'États Membres de l'UIT. Le dialogue en ligne qui a eu lieu dans le cadre du Forum était axé sur l'utilisation et la mise en œuvre concrètes des [Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/COP-2020-Guidelines.aspx) aux niveaux national et régional et a donné l'occasion de procéder à une analyse et à des discussions approfondies sur les approches et les politiques en matière de protection en ligne des enfants. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESUn [atelier sur les nouvelles questions en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q3-2-oct18.aspx) a eu lieu en octobre 2018 parallèlement à la réunion du Groupe du Rapporteur pour la Question 3/2 (*Sécurisation des réseaux d'information et de communication: bonnes pratiques pour créer une culture de la cybersécurité*). Les participants à l'atelier ont présenté les dernières tendances en matière de cybersécurité, passé en revue de nouveaux éléments à prendre en compte dans les stratégies et politiques associées et ont examiné les possibles modalités de collaboration entre les parties prenantes pour contribuer efficacement à la mise en œuvre de ces stratégies et politiques. |

# 3 Inclusion numérique – Concevoir des politiques inclusives pour assurer l'égalité en matière d'accès et d'utilisation des TIC

Garantir un accès et une utilisation des TIC inclusifs et équitables pour tous

**Sensibilisation sur l'accessibilité des TIC**: L'UIT-D a mené une campagne de sensibilisation sur [l'accessibilité des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/Persons-with-Disabilities.aspx) et a conçu, mis au point divers outils et diverses ressources entre 2018 et août 2021. Ces outils et ressources ont été mis à la disposition de plus de 20 000 membres de

l'UIT, parties prenantes et décideurs en vue d'appuyer des efforts et des engagements visant à mettre en place des environnements accessibles et à garantir des communications inclusives pour tous, indépendamment du sexe, de l'âge, des capacités et de la localisation géographique.

Les activités de sensibilisation et de promotion des outils et des [ressources](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/ResourcesOnICTAccessibility.aspx) de l'UIT-D visant à appuyer la mise en œuvre aux niveaux régional et mondial ont été effectuées en présentiel et en ligne dans le cadre de différentes manifestations, réunions thématiques, ateliers, conférences et forums. Parmi ces manifestations, on peut citer: les sessions du [SMSI](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2020/fr/Agenda/Session/137) sur l'accessibilité des TIC (2018, 2019, 2020, 2021), la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (2018, 2019, 2020, 2021), les semaines de l'apprentissage mobile (UNESCO 2018, 2019), les Sommets M-Enabling (2018, 2019), le Congrès international de la technologie au service de la diversité (2018), la "Zero Project Conference" (2018, 2019, 2020, 2021), le Sommet sur l'inclusion numérique – Veiller à ce que personne ne soit laissé de côté (2021), la toute première édition de la Journée de la conception universelle (2021), la conférence Inclusive Africa tenue en ligne (2020), la conférence QITCOM organisée dans la région des États arabes (2019), la semaine de l'inclusion numérique pour la région des États arabes organisée par l'UIT et l'UNESCO (2018, 2019, 2020), une conférence en ligne à l'intention de la région Asie-Pacifique organisée avec l'UNITAR (2020), plusieurs manifestations de l'UIT "Amériques accessibles" sur les TIC pour tous (Jamaïque (2018), Équateur (2019) en ligne (2020)), plusieurs manifestations de l'UIT "Europe accessible" sur les TIC pour tous (Autriche (2018), Malte (2019), en ligne (2020) et Portugal, en ligne (2021)), ainsi que cinq ateliers régionaux en ligne sur l'accessibilité des TIC, visant à présenter l'autoévaluation de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC (avril 2021, en anglais et en français).

**Ressources sur l'accessibilité des TIC**:Entre 2018 et août 2021, l'UIT-D a conçu et élaboré soixante (60) outils et ressources et les a mis à la disposition des Membres de l'UIT et des parties prenantes. Ces ressources et outils comprennent notamment des lignes directrices stratégiques, des kits pratiques, des formations (en ligne et en présentiel), des programmes pédagogiques sur l'accessibilité des TIC (dans les pays), des tutoriels vidéo; et des évaluations nationales et régionales. Des ressources spécifiques sur la lutte contre le COVID-19 et le rétablissement ont également été mises au point. Ces ressources ont été conçues et mises à disposition dans plusieurs langues de l'ONU afin d'appuyer les membres de l'UIT dans le cadre de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC aux niveaux régional et mondial. Des formations en ligne sont dispensées au moyen de l'Académie de l'UIT gratuitement et en fonction du rythme de chacun, avec des contenus adaptés aux caractéristiques locales et la possibilité d'obtenir une certification.

Toutes les ressources de l'UIT-D sur l'accessibilité des TIC sont mises à disposition dans des formats accessibles afin de faire en sorte que les personnes handicapées puissent également profiter de ces formations. À titre d'exemple, on peut citer le kit pratique de l'UIT intitulé "Vers la création de communautés numériques inclusives", et une autoévaluation interactive pour la mise en de l'accessibilité des TIC (anglais, 2021).

Les ressources telles que le kit pratique susmentionné permettent aux membres de l'UIT et aux décideurs d'acquérir des connaissances en matière d'accessibilité des TIC et leur donnent des outils et des compétences pour promouvoir l'inclusion numérique au profit de tous dans les pays. Elles permettent également aux membres de l'UIT de suivre et d'évaluer la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC afin de mettre en place des environnements numériques et des communautés inclusifs. Les principales ressources sont les suivantes:

• Un tutoriel vidéo de l'UIT sur l'élaboration d'une autoévaluation nationale (kit pratique de l'UIT, 2021).

• Tutoriel vidéo sur l'Accessibilité des TIC – La clé d'une société numérique inclusive (2021).

• Rapport de l'UIT sur l'examen des politiques en matière d'accessibilité des technologies de l'information et de la communication (TIC) de la République de Serbie (2021).

• Évaluation régionale et rapport de l'UIT sur l'accessibilité des TIC pour la région Afrique, avec l'organisation d'ateliers connexes de renforcement des capacités (2021).

• Rapport d'évaluation de l'accessibilité des TIC pour la région Europe (2021).

[[• Lignes directrices de l'UIT intitulées "Faire en sorte que les informations, services et produits numériques soient accessibles à tous, y compris aux personnes handicapées, pendant le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/COVID-19-Guidelines.aspx)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/COVID-19-Guidelines.aspx)" (2020, arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe). Ces lignes directrices ont été choisies par le groupe d'urgence des Nations Unies sur le COVID-19 qui l'a fait traduire dans les 22 autres langues les plus parlées dans le monde.

• Évaluations régionales réalisées par l'UIT sur l'accessibilité des TIC pour la région Asie‑Pacifique (2020).

• Évaluation de référence régionale de l'UIT sur l'accessibilité des TIC dans la région de la CEI (2021).

• Formation en ligne adaptée au rythme de chacun, intitulée "[Comment assurer une communication numérique inclusive en cas de crise et dans les situations d'urgence](https://academy.itu.int/index.php/training-courses/full-catalogue/how-ensure-inclusive-digital-communication-during-crises-and-emergency-situations)" (2020, anglais, français, espagnol).

• Tutoriel vidéo intitulé "Comment assurer une communication numérique inclusive en cas de crise et d'urgence" (2020, anglais, français, espagnol).

• Formation en ligne mise à jour et adaptée au contexte local et au rythme de chacun intitulée "Accessibilité des TIC – La clé d'une communication inclusive" (2020, arabe, anglais, français, russe, espagnol).

• Formation en ligne mise à jour et adaptée au contexte local et au rythme de chacun intitulée "Accessibilité du web – L'élément central d'une société numérique inclusive" (arabe, anglais, français, russe, espagnol) (2020).

• [Kit pratique et norme mondiale OMS-UIT pour des dispositifs et systèmes d'écoute dans risque](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/Digital_Inclusion_Resources/Strategies%2C%20policies%2C%20toolkits/Toolkit_safe_listening_devices/safe_listening.aspx) (arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe), 2019.

• Tutoriels vidéo sur le [Kit pratique et la norme mondiale OMS-UIT pour des dispositifs et systèmes d'écoute sans risque](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/Digital_Inclusion_Resources/Strategies%2C%20policies%2C%20toolkits/Toolkit_safe_listening_devices/safe_listening.aspx) (2019, arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe).

• [Accessibilité de l'intelligence artificielle et des technologies de l'information et de la communication](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Documents/AI%20and%20ICT%20Accessibility_webEA3_Final.pdf) (2019).

• Nor[mes relatives à la passation de marchés publics concernant des produits et services accessibles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Documents/ICT%20Accessibility%20standards%20procurement%20FINAL.pdf) (anglais) (2019).

• [L'avenir de l'accessibilité des services de médias audiovisuels, de la télévision et des programmes vidéo](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2019/Accessible%20Europe/191107_AVMS%20Accessibility%20in%20Europe%20%28Final%20edition%29.pdf) (2019).

• Programme pédagogique sur l'accessibilité du web dans les pays "Internet for @ll", avec un programme sur le web disponible en arabe, anglais, français et espagnol (2018).

• Tutoriel vidéo sur le Programme de formation de l'UIT-D pour l'accessibilité du web "Internet for @ll" (2018).

• Tutoriels vidéo: [Création et remédiation de contenus numériques accessibles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/Video-Tutorials-on-Accessible-Digital-Content.aspx) (cinq tutoriels vidéo) (2018, anglais, français, espagnol).

Des activités de renforcement des capacités ont été organisées au profit de plus de 1 300 Membres de l'UIT, parties prenantes et décideurs sur des questions relatives à l'accessibilité numérique, au moyen de formation en présentiel et en ligne. Certains participants ont obtenu une certification de l'UIT.

En outre, le savoir-faire et les compétences de l'UIT-D dans ce domaine ont contribué à la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap et à l'élaboration de ressources connexes de l'ONU, notamment:

• Rapport de l'OMPI sur les tendances technologiques – Technologies d'assistance (2020).

• Note pratique des Nations Unies sur l'inclusion des personnes en situation de handicap – Stratégie relative aux activités opérationnelles (2021).

• L'UIT a partagé ses connaissances et ses compétences spécialisées sur la question de l'accessibilité des TIC avec des représentants des Équipes de pays des Nations Unies, à l'occasion de deux webinaires sur l'accessibilité des TIC/outils numériques (2021).

• Lignes directrices OMS-UIT relatives aux TIC/à l'accessibilité des applications de télésanté et de cybersanté, élaborées dans le cadre du groupe de travail d'urgence mixte des Nations Unies sur la lutte contre le COVID-19 et le relèvement concernant les axes de travail en matière de santé (2020).

• Rapport de l'UIT sur la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap (2019).

• Un projet conjoint de l'UIT et de l'OIT relatif à l'élaboration de lignes directrices visant à garantir l'accessibilité, sur le plan numérique, des systèmes de candidature et de recrutement professionnels en ligne. Ce projet donne des orientations visant à renforcer les capacités des pouvoirs publics et des organismes des Nations Unies afin de garantir un accès au travail pour tous (2021).

Les femmes et les jeunes filles

Le [10ème anniversaire de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Women-and-Girls/Girls-in-ICT-Portal/Pages/GirlsInICTDay/2021/GICT-2021.aspx) a été célébré le 22 avril 2021. L'UIT et ses partenaires ont organisé une série de manifestations virtuelles intitulée 10 Moments of Girls in ICT (10 moments pour les jeunes filles dans le secteur des TIC). Cette série de manifestations avait un triple objectif: créer une dynamique et sensibiliser l'opinion à l'importance d'encourager les jeunes filles à s'orienter vers les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STEM); mobiliser les principales parties prenantes et communautés; et offrir un cadre inclusif pour échanger sur les meilleurs moyens d'encourager les jeunes filles à envisager une carrière dans les domaines des STEM.

La [célébration en Europe du 10ème anniversaire de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Events/2021/GInICT/Default.aspx) a été organisée par l'UIT et EQUALS-EU, avec le concours d'ONU-Femmes et de la CEPT. Des messages de haut niveau ont été formulés à cette occasion par la Commission européenne (CE), le Conseil de coopération régionale (RCC) et Generation Connect – Groupe pour la jeunesse en Europe. Cette célébration s'inscrivait dans le cadre de l'initiative de l'UIT intitulée "Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC", qui vise à autonomiser les jeunes filles et les jeunes femmes grâce aux TIC, et de l'initiative régionale de l'UIT pour l'Europe intitulée "Accessibilité, y compris financière, et renforcement des capacités pour tous dans l'optique de

l'inclusion numérique et du développement durable". Cette [célébration](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Events/2021/GInICT/Default.aspx) virtuelle, qui a eu lieu le 22 avril 2021, a été suivie par plus de 1 500 personnes, qui ont bénéficié d'un service de sous‑titrage.

Une session spéciale consacrée à la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC et au lancement de l'initiative "Réseau de femmes" pour la région de la CEI a eu lieu en avril 2021 et a réuni des délégués à la réunion préparatoire régionale en vue de la CMDT et de Generation Connect – Groupe pour la jeunesse de la CEI. Les participants ont débattu des possibilités d'emploi qui s'offrent aux jeunes filles et aux femmes dans le secteur des TIC et grâce à l'utilisation des TIC et ont fait part de leur propre expérience en matière de formation et de carrière dans le secteur des TIC/des télécommunications.

En septembre 2021, dans le cadre de l'édition de 2021 de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, Airtel Networks Zambia Plc a noué un partenariat avec l'Institut Smart Zambia pour dispenser une formation visant à renforcer les compétences numériques des écolières du pays et à les encourager à envisager une carrière dans les domaines des STEM. Dans le cadre du programme, organisé par l'Institut Smart Zambia, 150 jeunes filles issues de trois provinces de la Zambie suivront une formation aux compétences numériques jusqu'à fin de 2021. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de l'initiative sur les Centres de transformation numérique lancée par l'UIT et CISCO.

En 2018 et 2019, plus de 500 jeunes filles ont participé à des ateliers consacrés au codage dans le cadre de l'initiative "[Les jeunes Africaines savent coder](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/African-Girls-Can-Code.aspx)", lancée par l'UIT, l'Union africaine et ONU‑Femmes et financée par l'UIT et l'Ambassade royale du Danemark en Éthiopie.En 2020, cette initiative s'est élargie et diversifiée et a donné lieu à une manifestation organisée de concert avec la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies à Addis-Abeba (Éthiopie), à laquelle ont participé 125 jeunes filles en présentiel et plus de 2 000 jeunes filles de tout le continent à distance. La deuxième phase de l'initiative aura un caractère national à travers l'élaboration et des programmes adaptés au contexte national seront élaborés avec des partenaires.

Dans le cadre de l'initiative "[Les jeunes Américaines savent coder](https://www.youtube.com/watch?v=gkYUlpgasoo)", plus de 7 000 jeunes filles ont appris à coder lors d'une série d'ateliers organisés avec l'appui de nombreux partenaires différents. Dans le cadre de cette initiative, l'UIT a mis en œuvre un nouveau projet avec l'appui de Facebook, qui vise principalement à promouvoir les activités destinées à renforcer les compétences numériques des jeunes filles et des jeunes femmes dans la région et à aider les pays bénéficiaires à examiner et à adopter des politiques et des stratégies en matière d'inclusion numérique.

Le projet a été signé en janvier 2021 et sera mis en œuvre sur une période de deux ans. Cofondateur de l'initiative EQUALS en 2016, l'UIT joue avec les autres membres de l'initiative un rôle de premier plan pour faire en sorte que les femmes aient accès aux TIC, qu'elles acquièrent des compétences numériques et qu'elles renforcent leur capacité à diriger. EQUALS est une initiative de coopération entre plus de 100 partenaires issus de 115 pays. Grâce à ce partenariat, plus de 52 000 femmes et jeunes filles ont bénéficié de formations en compétences numériques et d'un mentorat. Quelque 146 projets de recherche ont été lancés pour réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes et pour trouver des solutions concernant les régions dont les habitants n'ont pas un accès régulier à l'Internet et aux technologies numériques. Les initiatives menées par l'UIT à travers le partenariat EQUALS et les bureaux régionaux sont rendues possibles par les compétences et la collaboration des gouvernements partenaires et du secteur privé.

Depuis longtemps, l'UIT mène des travaux sur la protection en ligne des enfants en vue de mettre en place une formation sur la sécurité en ligne à l'intention des jeunes filles. En 2020 et 2021, des ateliers ont été organisés au Pakistan. En 2021, le module sur la sécurité organisé à l'intention des jeunes filles s'est articulé autour de quatre ateliers, auxquels ont participé 334 jeunes filles et jeunes femmes de Trinité-et-Tobago et des pays du Commonwealth, et de deux ateliers organisés en Ouganda.

(On trouvera de plus amples informations sur les activités liées à la protection en ligne des enfants dans la Section 2 du présent document.)

L'UIT et CISCO ont lancé le CISCO EQUALS Learning Space (l'espace de formation CISCO-EQUALS), qui vise à dispenser des cours en ligne pour renforcer les compétences techniques des jeunes filles et des jeunes femmes. Sur cette plate-forme, elles peuvent accéder à des formations gratuites sur des thèmes spécifiques tels que la cybersécurité, l'entrepreneuriat et l'Internet des objets. Les cours sont adaptés au rythme de chacune et ils comprennent des séances en direct animées par des experts du réseau EQUALS. Les participants ayant suivi la formation avec succès reçoivent une certification de CISCO et d'EQUALS et intègrent la communauté de jeunes filles et de femmes disposant de connaissances dans le domaine des TIC et de compétences techniques. De plus amples informations sont disponibles [ici](https://www.equals.org/cisco-equals-learning-space).

Le 9 mars 2021, dans le cadre de la session spéciale sur l'égalité entre générations maîtrisant le numérique dans le contexte du COVID-19, le Bureau de l'UIT pour l'Europe a rendu public le rapport UIT-ONU-Femmes sur [les grands problèmes qui se posent et les perspectives qui s'ouvrent en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et des jeunes filles au moyen des TIC.](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2021/Gendered%20Digital%20Divide/21-00145_2f_Digitally-Empowered-generation-equality_EV4-no-isbn.pdf?csf=1&e=Zhzrpf)

Les pays d'Amérique latine ont bénéficié de trois sessions de cours de formation en ligne sur [les femmes et l'exercice des responsabilités dans le secteur des télécommunications et des TIC](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/liderazgo-femenino-en-el-sector-de-las-telecomunicaciones-y-las-tic-0), qui ont été organisées en mars 2021 en coordination avec le Partenariat mondial EQUALS et la CITEL. Ces [cours de formation](https://itu.int.sharepoint.com/sites/TDAG/Shared%20Documents/TDAG-21%20%2825-28%20May%202021%29/Doc%202%20-%20to%20be%20updated%20by%2019%20April/%28https%3A/academy.itu.int/index.php/training-courses/full-catalogue/liderazgo-femenino-en-el-sector-de-las-telecomunicaciones-y-las-tic%20%29) ont été suivis par près de 180 participants issus de 17 pays d'Amérique latine.

Le programme de Prix "EQUALS in Tech", organisé sous l'égide du [Partenariat mondial EQUALS](https://www.equals.org), a pour but de récompenser des solutions innovantes visant à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes. Le dépôt de candidatures pour la [huitième édition (2021) des Prix EQUALS in Tech](https://www.equals.org/awards) a été ouvert en mai 2021 et à ce jour, plus de 120 candidatures présentées par 34 pays représentant le secteur privé, la société civile, les pouvoirs publics et des établissements universitaires, ont été reçues. La cérémonie de remise des prix se déroulera de manière virtuelle à l'occasion du Forum sur la gouvernance de l'Internet en décembre 2021.

En septembre 2020, en partenariat avec le Cadre intégré renforcé (CIR) et l'UNOPS, l'UIT a lancé en septembre 2020 un projet de coopération pour améliorer l'écosystème numérique et renforcer les compétences numériques des femmes dans les pays les moins avancés (PMA). Ce projet est destiné aux habitantes du Burundi, de l'Éthiopie et d'Haïti. Au total, 32 politiques, stratégies et réglementations relatives à l'économie numérique ont été évaluées pour déterminer la mesure dans laquelle elles tiennent compte de la problématique hommes-femmes. Les réglementations comprennent les catégories suivantes: instruments internationaux de développement, politiques nationales dans le domaine du numérique et législations et réglementations nationales. En outre, des activités à l'intention des femmes fonctionnaires des trois pays susmentionnés seront rattachées à l'initiative "Réseau de femmes" (NOW).

Le projet, qui était axé sur le renforcement des capacités, a permis à des femmes entrepreneurs et employées de mieux appréhender les informations et outils numériques nécessaires pour améliorer leurs capacités de préparation et leur compétitivité sur le marché international. Quatre‑vingt‑dix-huit % des femmes ayant participé à des activités de renforcement des capacités sont convenues que les ateliers avaient amélioré leur compréhension et leurs connaissances sur la manière dont les compétences et les technologies numériques peuvent accroître la compétitivité de leur entreprise ou de leur horizon professionnel. Quatre-vingt-dix-huit % de ces femmes ont également estimé que les séances de formation étaient utiles pour leur travail.

Ce projet conjoint est une contribution au [Partenariat mondial EQUALS](http://www.equals.org/) et est mené dans le cadre de l'initiative "[Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges](https://enhancedif.org/fr/empower-women-power-trade)" du CIR.

En janvier 2021, le BDT a lancé le [Réseau de femmes dans le cadre de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (NoW4WTDC)](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Pages/default.aspx), initiative destinée à accroître le nombre de femmes participant aux réunions de l'UIT-D et assumant des rôles de direction en tant que présidentes des commissions et des groupes de travail, notamment, ou d'autres fonctions de gestion liées aux processus préparatoires en vue de la CMDT elle-même et au-delà. Dans le cadre de l'initiative, l'UIT a lancé le programme mondial de mentorat le 28 mai 2021, à l'occasion de la manifestation sur le Réseau NoW4WTDC organisée en marge de la réunion du Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT). Le 24 juin 2021, l'UIT a également invité les personnes souhaitant bénéficier de ce programme à présenter leur candidature lors de la session consacrée au Réseau NoW4WTDC tenue dans le cadre de l'édition de 2021 du Colloque mondial des régulateurs (GSR-21).

En septembre 2021, la création d'un programme informel a été annoncée. Les six discussions informelles offriront aux participants la possibilité de s'inspirer des travaux de l'UIT, de mieux appréhender les processus et de tirer parti de l'expérience d'autres délégués ainsi que d'exemples de réussite. Chaque discussion informelle sera organisée en coordination avec les Bureaux régionaux de l'UIT, afin de veiller à ce que les membres participent aux discussions et à l'élaboration du programme.

En outre, dans le cadre du Réseau, un comité consultatif composé d'un représentant de chacune des régions sera institué, par le biais de consultations menées sous l'égide des organisations régionales de télécommunication concernées.

Le 5 mai 2021, au titre de l'initiative "[Réseau de femmes" (NoW) Europe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Projects/Gender/About.aspx), une [**rencontre**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Projects/Gender/About.aspx) virtuelle s'est tenue à l'occasion de la réunion du Comité Com-UIT de la CEPT. Durant cette rencontre, les participants ont examiné les prochaines étapes et engagé une réflexion sur le 10ème anniversaire de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC, célébré le 22 avril 2021. Plusieurs rencontres ont été organisées en avril 2021 dans le cadre des initiatives nationales Réseau de femmes, pour marquer le 10ème anniversaire de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC. Le 4 juin et le 9 septembre 2021, deux formations virtuelles sur les compétences d'encadrement ont été organisées au titre de l'initiative "Réseau de femmes" (NoW) Europe, à l'intention de toutes les femmes membres de ce réseau.

En septembre 2021, les membres ont été invités à participer à un [webinaire](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Pages/Events/Regional/Africa/2021_09.aspx) intitulé "[Présentation et aperçu du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Pages/Events/Regional/Africa/2021_09.aspx)", au titre de l'initiative [**Réseau africain de femmes pour la CMDT (NoW4WTDC Afrique)**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Pages/Africa/default.aspx) et avec le concours du Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique. Ce webinaire était le premier d'une série de webinaires thématiques régionaux grâce auxquels le Réseau africain des femmes entend associer des femmes aux travaux du Secteur du développement des télécommunications en vue de la CMDT.

Dans la région Asie-Pacifique, la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée de façon virtuelle en Thaïlande en août et septembre 2020, en partenariat avec les pouvoirs publics, des organismes du système des Nations Unies et des entreprises du secteur privé. Cette manifestation a permis à près de 300 jeunes filles et jeunes femmes issues de régions isolées d'acquérir des connaissances fondamentales sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la cyberagriculture, le commerce électronique et l'encadrement. En 2021, la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée de manière virtuelle en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande, au Bangladesh et au Pakistan et des sessions de formation sur le codage, la protection en ligne des enfants et la sécurité en ligne ont été organisées avec des partenaires tels que l'APCICT/la CESAP, l'UNESCO, l'UNICEF, la GSMA, CISCO, Telenor et Microsoft. La célébration de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC a également bénéficié du soutien des membres de l'initiative Generation Connect pour la région Asie-Pacifique (GC-ASP), qui lui ont donné de la visibilité afin de promouvoir les domaines des STEM auprès des jeunes filles et des jeunes femmes. Plus de 1 300 jeunes filles ont participé à des activités de renforcement des capacités.

En octobre 2020, le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes a organisé, en collaboration avec la Commission des communications et des médias de l'Iraq, un atelier visant à autonomiser les Iraquiennes et à renforcer leurs compétences numériques. Cet atelier, qui a eu lieu dans le cadre de la Semaine de l'inclusion numérique organisée par l'UIT et l'UNESCO du 25 au 30 octobre 2020, visait à sensibiliser les parties prenantes concernées de l'Iraq au fait qu'il est important de doter les jeunes filles et les femmes des compétences numériques indispensables à leur inclusion numérique. En outre, le Gouvernement palestinien a invité l'UIT à appuyer les activités menées dans le cadre de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC en 2020 et 2021, notamment celles qui ont trait au cyberencadrement, aux discussions de femmes sur la technologie, aux femmes entrepreneurs, aux compétences nécessaires pour faire carrière dans le domaine des technologies et à l'apprentissage dans les domaines des STEM.

En 2021 et 2021, de nombreux partenaires des États arabes ont contribué activement aux célébrations de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC et organisé des activités virtuelles de renforcement des compétences numériques.

La célébration mondiale et officielle de la [Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC de 2019](https://www.girlsinict.org/) s'est déroulée à Addis-Abeba (Éthiopie) les 24 et 25 avril, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et d'autres institutions des Nations Unies, telles que ONU-Femmes, le PNUD et la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, ainsi que Huawei Éthiopie et Ethio Télécom. Les célébrations à Addis-Abeba ont rassemblé 250 lycéennes au siège de la Commission de l'Union africaine à l'occasion de la Journée en elle-même. Elles étaient précédées de visites dans deux écoles de Bishoftu, en dehors d'Addis-Abeba, qui ont eu lieu la veille.

Lors des célébrations de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC qui ont eu lieu dans la région Afrique, l'UIT s'est associée à des pays africains pour organiser des événements en ligne afin de célébrer virtuellement cette Journée. Malgré la pandémie mondiale due au COVID-19, de nombreux partenaires qui participent activement à cette initiative mondiale ont déployé des efforts remarquables et inspirants pour transformer leurs manifestations prévues sur place en activités virtuelles captivantes, en vue de célébrer la [Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC de 2020](https://www.girlsinict.org/), illustrant ainsi parfaitement les possibilités qu'offre la technologie.

En Asie-Pacifique, l'UIT a été invitée par le Gouvernement de l'Afghanistan à appuyer les activités en vue du programme EQUALS du pays. Une session d'information a été organisée en janvier 2021 avec l'appui de la première dame de l'Afghanistan, de l'Autorité de régulation des télécommunications d'Afghanistan (ATRA), du Ministère des communications et des technologies de l'information, du coordonnateur résidents des Nations Unies en Afghanistan, de l'Université des Nations Unies (UNU) et d'ONU-Femmes.

Peuples autochtones

Depuis 2005, le Groupe pour l'inclusion numérique de l'UIT-D a élaboré un [programme de renforcement des capacités à l'intention des communautés autochtones](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Indigenous-Peoples/Pages/default.aspx). Élaboré en collaboration avec *El Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas de América Latina y El Caribe* (FILAC), ce programme vise à autonomiser les peuples et les communautés grâce à la technologie pour appuyer le développement dans les domaines éducatif, social et économique, et pour contribuer à assurer la pérennité des communautés autochtones et de leur héritage culturel. Entre 2018 et 2020, près de 550 autochtones hommes et femmes (53% d'hommes, 47% de femmes) ont bénéficié d'une formation sur des outils de communication innovant en vue d'améliorer les connaissances TIC des communautés autochtones, qui portait en particulier sur la façon de mettre en place, de gérer et d'exploiter un réseau de radiocommunication pour les communautés autochtones, et (formation mixte) sur le [programme de formation à l'intention des promoteurs techniques des communautés autochtones pour la création, le développement et la maintenance de technologies pour les réseaux de communication et de radiodiffusion.](https://youtu.be/iPgLFQQAdhU)

En 2018 et 2019, des manifestations ont été co-organisées en marge du Forum permanent au siège de l'ONU à New York, afin de mieux faire connaître les difficultés que rencontrent les communautés autochtones, les possibilités qui s'offrent à elles et le rôle catalyseur des TIC.

En 2020 et 2021, en raison de la pandémie de COVID-19, le cours en ligne sur les outils de communication innovants a été remanié afin d'y intégrer un module consacré aux communications d'urgence, conçu pour les responsables des communications des communautés autochtones. Ce module comprend une séance interactive avec des responsables des communications des communautés autochtones ayant pour objet de discuter de ce qu'ont vécu les communautés autochtones pendant la pandémie.

Afin de continuer de contribuer à l'inclusion numérique des communautés autochtones, les Résolutions et les plans d'action adoptés lors des dernières Conférences mondiales de développement des télécommunications (CMDT) disposent que l'UIT devrait poursuivre ses efforts pour répondre aux besoins particuliers des peuples autochtones sur le plan des connaissances et de l'utilisation des nouvelles technologies de communication et des TIC ainsi que de de l'accès équitable à ces technologies, comme indiqué expressément dans la Résolution 68 de la CMDT tenue en 2017.

Compte tenu de l'intérêt que suscite cette question, l'UIT a mené à bien les activités ci-après en 2021:

1) Élaboration des deuxième et quatrième cours (approvisionnement en énergie électrique et systèmes électroniques, fréquences radioélectriques et systèmes de télécommunication, réseaux de télécommunication et réseaux communautaires) du "Programme de formation à l'intention des promoteurs techniques des communautés autochtones sur les télécommunications et la radiodiffusion".

2) Achèvement des troisième et quatrième cours (fréquences radioélectriques, réseaux de télécommunication et réseaux communautaires, durabilité des projets de télécommunication et de radiodiffusion) du "Programme de formation à l'intention des promoteurs techniques des communautés autochtones sur les télécommunications et la radiodiffusion".

3) Élaboration et mise à jour du contenu du cours de formation en ligne sur les outils de communication innovants pour le renforcement des capacités des communautés autochtones, l'accent étant mis sur la manière de créer, de gérer et d'exploiter un réseau et sur le site web de l'UIT destiné aux communautés autochtones, qui présente de nouvelles formations, présentielles ou virtuelles, à l'intention des communautés autochtones.

4) Élaboration d'un plan de mise en œuvre pour le programme de formation en ligne.

5) Révision du contenu du cours sur les réseaux WiFi communautaires du volet virtuel du programme de formation à l'intention des promoteurs techniques des communautés autochtones sur les télécommunications et la radiodiffusion.

Jeunesse

L'année 2020 a été marquée par le lancement de l'initiative mondiale [Generation Connect](https://www.itu.int/generationconnect/fr/), dont l'objectif est de tenir compte de ce que les jeunes ont à dire et de promouvoir leur action aux fins de la transformation numérique. Generation Connect est l'initiative incontournable mise en œuvre dans le cadre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse en vue de la CMDT et au-delà. Les trois piliers de cette stratégie sont les suivants: autonomisation, engagement et participation.

La mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse s'appuie sur la création d'une nouvelle équipe spéciale de l'UIT pour la jeunesse et un Sommet mondial de la jeunesse organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect est prévu à l'occasion de la CMDT. L'UIT a nommé 37 coordonnateurs pour les jeunes au sein du BDT, du Bureau de la normalisation des télécommunications, du Bureau des radiocommunications et du Secrétariat général au siège ainsi que dans ses bureaux régionaux et ses bureaux de zone, afin d'assurer une coordination efficace et de rationaliser les efforts liés à la mise en œuvre de sa Stratégie pour la jeunesse à l'échelle de l'Union. L'Équipe spéciale a été divisée en trois groupes de travail correspondant aux trois piliers de la Stratégie. Ces groupes de travail se réunissent régulièrement depuis octobre 2020.

Conformément à la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse, les jeunes de toutes les régions ont été sélectionnés par concours pour contribuer au processus préparatoire en vue de la CMDT et aux réunions préparatoires régionales (RPM). Six groupes régionaux pour la jeunesse relevant de l'initiative Generation Connect ont été créés et présentés durant les différentes RPM. Ils ont tous élaboré un document exposant leurs vues sur les priorités régionales, les problèmes qui se posent et les possibilités qui s'offrent.

Le Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect a été constitué pour fournir des orientations stratégiques de haut niveau pour les travaux de l'UIT relatifs aux jeunes à mesure que l'Union met en œuvre sa Stratégie pour la jeunesse et s'emploie à mobiliser véritablement les jeunes. Le Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect se compose d'un représentant de l'UIT, de 8 jeunes dirigeants et de 8 personnalités de haut niveau désignées, qui collaboreront pour atteindre les objectifs stratégiques qu'il s'est fixés. Il a tenu sa première réunion le 14 avril 2021 et sa seconde réunion le 8 septembre 2021.

Depuis mars 2021, l'UIT copréside le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes (IANYD) pour une durée d'un an. Le Réseau IANYD est composé d'entités des Nations Unies représentées par des fonctionnaires de leur siège respectif et dont les travaux intéressent les jeunes. Le Réseau vise à accroître l'efficacité des travaux sur l'épanouissement des jeunes menés dans le cadre du système des Nations Unies en renforçant la collaboration et les échanges entre toutes les entités des Nations Unies concernées.

En avril 2021, l'UIT a organisé une manifestation en parallèle du Forum de la jeunesse de l'ECOSOC, intitulée "Initiative Generation Connect: les jeunes définissent le programme en matière de numérique", qui était co-organisée avec le grand groupe des enfants et des jeunes rattachés à l'ONU. La manifestation a également bénéficié du concours du programme d'échanges entre scientifiques et décideurs pour les jeunes, du groupe de jeunes du Réseau IANYD et des Pays-Bas, intervenant dans le cadre de leur stratégie en faveur des jeunes. En avril 2021, l'UIT a en outre codirigé la séance thématique sur la paix et l'inclusion (ODD 10 et ODD 16), organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Groupe mondial des jeunes, l'UIT, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse.

En juin 2021, une manifestation axée sur les jeunes s'est tenue en marge du Colloque mondial des régulateurs (GSR) de l'UIT. La manifestation "Generation Connect @GSR: Building a Digital Future" (Generation Connect @GSR construire un avenir numérique) était la première dans l'histoire du GSR à organiser des débats entre des jeunes et la communauté internationale des régulateurs. Le 6 juillet 2021, dans le cadre de la semaine de l'UIT sur le thème des technologies émergentes, une session sur le thème "Generation Connect: élaborer des technologies pour connecter les jeunes et leur permettre d'accéder à une éducation de qualité" a été conçue et menée conjointement par les représentants des groupes régionaux pour la jeunesse et l'équipe du Groupe pour la jeunesse.

En février 2021, les communautés virtuelles de l'initiative Generation Connect ont été créées sur Facebook et LinkedIn. Des renseignements sur les différentes activités menées par l'UIT en faveur de la participation des jeunes et sur d'autres initiatives, comme le projet Kofi Annan Changemakers, sont communiqués chaque semaine.

La série de manifestations de l'UIT "En route pour Addis" a permis de mettre en avant les jeunes. Le 12 août 2021 (Journée internationale de la jeunesse), à l'occasion de la manifestation "Youth2Connect: Donner aux jeunes les moyens de de façonner le programme en matière de numérique", de jeunes dirigeants et des experts de haut niveau ont réfléchi à la manière d'autonomiser davantage les jeunes et de les inciter à prendre part à l'élaboration de la stratégie en matière de connectivité universelle. Dans le cadre de l'initiative Generation Connect, un partenariat a également été noué avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse et avec Twitter, en vue d'organiser une session sur l'innovation numérique par les jeunes dans le cadre du Festival de l'innovation #YouthLead, en août 2021.

Le Sommet mondial de la jeunesse organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect devrait se tenir les 4 et 5 juin 2022, avant la CMDT. Une équipe chargée de la conception conjointe, créée dans la perspective du Sommet mondial de la jeunesse, est composée de 41 membres, parmi lesquels figurent des représentants des groupes régionaux pour la jeunesse relevant de l'initiative Generation Connect, des membres du Conseil des visionnaires de l'initiative

Generation Connect, des coordonnateurs régionaux de l'UIT, des membres de l'Équipe spéciale de l'UIT pour la jeunesse et des lauréats du concours de présentation de vidéos de l'initiative Generation Connect. Trois ateliers de conception conjointe ont été organisés en août et septembre 2021 dans cette optique.

À la suite de consultations menées auprès des représentants des groupes régionaux pour la jeunesse relevant de l'initiative Generation Connect, des membres du Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect et des coordonnateurs régionaux pour les jeunes, l'équipe de l'initiative Generation Connect a élaboré un plan pour la période allant de juillet 2021 à juillet 2022, qui définit la prochaine phase des activités de l'UIT en faveur de l'engagement des jeunes, en vue de la CMDT et du Sommet mondial de la jeunesse organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect qui précèdera la CMDT.

Personnes âgées

Afin d'aider les membres de l'UIT à relever le défi mondial que constitue le numérique (selon un rapport de 2019 de l'ONU, il y aura 2 milliards de personnes âgées de 60 ans et plus dans les 30 prochaines années), l'UIT-D a également conçu et élaboré un rapport intitulé: "Aging in a digital world – from vulnerable to valuable" (*Vieillir dans un monde numérique – ne plus être vulnérable mais précieux*). Cette ressource vise à donner aux membres de l'UIT une vision globale du vieillissement de la population mondiale et des conséquences socio‑économiques associées, ainsi que des difficultés et des perspectives pouvant découler de politiques et stratégies adaptées en matière d'inclusion numérique des personnes âgées. Un tutoriel vidéo a été élaboré sur ce sujet et sera disponible en arabe, français, chinois, anglais, russe et espagnol.

En outre, un cours de formation sur le thème "Mieux vieillir et améliorer son quotidien grâce aux TIC à l'ère du numérique" a été créé en 2021.

L'UIT participe également à la Décennie d'action de l'ONU sur le vieillissement en bonne santé, dans le cadre de l'élaboration d'un rapport de synthèse sur le sentiment d'isolement et de solitude ressenti par les personnes âgées et le rôle que peut jouer la technologie pour y remédier.

Pour plus d'informations sur les travaux et les ressources de l'UIT dans ce domaine, [cliquez ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/ageing-in-a-digital-world/default.aspx).

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESASP RI 2: Tirer parti des TIC pour favoriser l'économie numérique et une société numérique inclusive– Une évaluation de l'accessibilité des TIC pour la région Asie-Pacifique a été effectuée en 2020.– Des formations en ligne sur l'accessibilité des TIC, l'accessibilité du web et des communications numériques inclusives ont été mises au point.– Une campagne de sensibilisation sur l'accessibilité du web a été menée à l'occasion de manifestations régionales sur l'accessibilité, notamment la manifestation sur "La résilience numérique pour garantir une société inclusive" organisée par le Centre international de formation des acteurs locaux de l'UNITAR en 2020.– Plus de 80 manifestations ont été organisées dans la région pour célébrer la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC. En Thaïlande, par exemple, des jeunes filles et des jeunes femmes ont bénéficié d'une formation sur les technologies de l'agriculture et l'entreprenariat, à la faveur d'un partenariat entre le gouvernement, des institutions des Nations Unies, des établissements universitaires et des entreprises.– Rien qu'en 2021, près de 1 400 jeunes filles et jeunes femmes ont participé aux célébrations de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC et bénéficié de programmes de formation au Bangladesh, en Indonésie, en Malaisie, au Pakistan et en Thaïlande. Les célébrations et les programmes ont été organisés en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, les Équipes de pays des Nations Unies, des entreprises et des établissements universitaires.Initiative AMS RI 4: Accessibilité, y compris financière, pour une région Amériques inclusive et durable– Des plates-formes de développement des connaissances ont été organisées en 2018, 2019 et 2020 dans le cadre de l'initiative "Amériques accessibles: les TIC pour tous" et ont permis de sensibiliser plus de 700 décideurs régionaux (notamment des membres de l'UIT et des parties prenantes).– Le programme éducatif sur l'accessibilité du web "Internet for @ll" a été mis en œuvre au Guyana en 2020, permettant ainsi au Gouvernement du Guyana de faire en sorte que tous les sites web publics soient accessibles et d'acquérir des capacités dans le domaine de l'accessibilité du web.– Des formations sur l'accessibilité des TIC ont été dispensées en présentiel ou en ligne au profit d'environ 400 personnes, dont 300 ont validé leurs connaissances et obtenu une certification de l'UIT dans ce domaine.– En 2020, l'UIT a distribué des équipements afin de fournir une assistance aux personnes malvoyantes de la Dominique.– Entre 2018 et 2021, plus de mille (1 000) représentants de communautés autochtones ont suivi le programme de développement des compétences de l'UIT pour les personnes autochtones, composé de formations en ligne dirigées par des tuteurs et de formations mixtes visant à renforcer les compétences numériques des populations autochtones. L'UIT peut ainsi appuyer le développement socio-économique des communautés autochtones et assurer leur pérennité.Initiative ARB RI3: Inclusion financière numérique– Une assistance a été fournie à l'Égypte, au Soudan et à l'Iraq en vue de l'élaboration d'une politique nationale d'accessibilité des TIC.– Plus de 90 partenaires ont contribué à la Semaine annuelle de l'inclusion numérique, organisée en partenariat avec l'UNESCO en 2018, 2019 et 2020 (l'édition de 2021 est en cours). Dans le cadre de cette manifestation, des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation ont été menées et des défis ont été organisés sur différents thèmes liés à l'accessibilité des TIC pour les personnes handicapées, à l'inclusion financière numérique, à la parité hommes-femmes et à la jeunesse.– Un cours de formation des formateurs en présentiel sur le thème "Contenus numériques accessibles et résolution de problèmes pour les parties prenantes assurant des services financiers numériques" a été dispensé à l'intention de décideurs en 2018 au Caire (Égypte).Initiative AFR RI 2: Promotion des nouvelles technologies large bande et initiative RI 4: Renforcement des capacités humaines et institutionnelles– Des efforts de sensibilisation ont été déployés afin de renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'accessibilité des TIC au sein de plusieurs réunions régionales, notamment la Conférence Inclusive Africa (2020, en ligne).– Des formations en ligne sur l'accessibilité des TIC et l'accessibilité du web ont été dispensées en français (2020).– Cinq ateliers régionaux ont été organisés en anglais et en français à l'intention des membres de l'UIT et des parties prenantes afin de renforcer les capacités régionales des décideurs dans le domaine de l'accessibilité des TIC et de leur montrer comment élaborer des autoévaluations nationales afin de suivre la mise en œuvre (2021).– L'UIT a procédé à une évaluation régionale et publié un rapport sur l'accessibilité des TIC pour la région Afrique. Des ateliers de renforcement des capacités dans ce domaine ont été organisés (2021).Initiative EUR RI 3: Accessibilité, y compris financière, et renforcement des capacités pour tous dans l'optique de l'inclusion numérique et du développement durable– En collaboration avec ONU-Femmes, une étude régionale sur *l'égalité entre générations maîtrisant le numérique: les femmes, les jeunes filles et les TIC dans le contexte du COVID-19* a été menée à bien en 2021 dans plusieurs pays, l'objectif étant de remédier à des lacunes particulières dans la région au moyen de projets et d'une assistance technique.**– L'initiative EQUALS-EU, qui bénéficie d'un financement dans le cadre du Programme‑cadre Horizon 2020 de l'Union européenne, a été lancé en 2021 dans le but de renforcer les capacités en faveur d'une innovation plus soucieuse des questions de parité hommes-femmes en Europe et dans les pays partenaires du monde entier dans le cadre d'un programme ambitieux fondé sur des valeurs.**– L'initiative conjointe de l'UIT et de la Commission européenne "Europe accessible" a réuni toutes les parties prenantes concernées issues ou non de l'Union européenne et a offert un cadre unique permettant d'échanger des données d'expérience, de promouvoir l'innovation et de fournir une assistance technique aux pays qui en ont besoin.– Des plates-formes de développement des connaissances ont été organisées en 2018, 2019, 2020 et 2021 dans le cadre de l'initiative "Europe accessible – les TIC pour tous" afin d'accroître la sensibilisation et de renforcer les capacités liées à la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC, en tant qu'élément moteur pour instaurer des environnements accessibles et des communautés inclusives, au profit de 2 000 décideurs et parties prenantes de la région. – Diverses ressources ont été conçues ou mises à disposition afin d'appuyer les membres de l'UIT dans la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC, et une formation en ligne adaptée au rythme de chacun, sur le thème de l'accessibilité des TIC, a été promue dans l'ensemble de la région, avec la participation de plus de 200 parties prenantes.– Un concours régional sur des solutions numériques innovantes pour une Europe accessible a été organisé. L'UIT a reçu 97 candidatures de 29 pays différents et un hommage particulier a été rendu aux lauréats dans le cadre de la manifestation "Europe accessible" de l'UIT pour leurs réalisations. Les lauréats contribueront au programme de renforcement des capacités de l'UIT intitulé "Smart Incubator" (pépinière intelligente) et prendront une part active aux débats sur les politiques et au processus de normalisation et de programmation de l'UIT. Plusieurs articles sur l'accessibilité des TIC ont été présentés, afin de faire avancer les travaux menés dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la radiodiffusion, des normes et des achats.– Une évaluation relative à l'accessibilité des TIC dans la région Europe a été mise au point afin de recenser les progrès accomplis et d'identifier les lacunes que les parties prenantes devront combler afin d'atteindre la Cible 2.9 de l'UIT relative à l'accessibilité.– Une assistance a été fournie à la Serbie aux fins de l'élaboration d'une évaluation nationale de l'accessibilité des TIC.Initiative CEI RI 2: Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication afin d'assurer une éducation inclusive, équitable, sûre et de qualité, notamment en améliorant les connaissances des femmes dans le domaine des TIC et de l'administration publique en ligne– Une assistance ciblée est fournie au Kirghizistan afin de renforcer les capacités des enseignants en informatique des zones rurales et isolées du pays, ainsi qu'à l'Arménie en vue d'appuyer un laboratoire de réalité virtuelle/réalité augmentée à Etchmiadzin.– Le rapport intitulé "Aperçu et évaluation régionale de référence sur l'accessibilité des TIC pour la région de la CEI" a été élaboré et achevé en 2021. Cette évaluation a offert aux membres de l'UIT issus de la région de la CEI un aperçu des lois, des politiques et des stratégies régionales et nationales existantes, ainsi que de leur mise en œuvre et de leurs incidences.– Deux cours en ligne sur l'accessibilité du web et l'accessibilité des TIC ont été élaborés en russe et sont disponibles sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT.– L'UIT, conjointement avec le parc informatique de l'Ouzbékistan et avec le concours du Ministère du développement des technologies de l'information et des communications de l'Ouzbékistan, achève actuellement la mise en œuvre d'un projet visant à créer un centre de formation sur les technologies de l'information à l'intention des jeunes sourds et malentendants en Ouzbékistan. Les partenaires ont élaboré des prescriptions techniques pour les portails d'information des pouvoirs publics, afin d'assurer l'accessibilité du web pour les personnes ayant des besoins particuliers et ont fourni des orientations sur deux portails des pouvoirs publics.– L'UIT a continué d'appuyer l'amélioration des centres spécialisés pour enfants handicapés au Bélarus (deux centres à Minsk et Vitebsk relevant de l'Académie des communications du Bélarus) et au Kirghizistan (un centre à Bichkek relevant de l'Institut d'électronique et des télécommunications), qui ont été créés dans le cadre de l'initiative CEI RI 2 adoptée par la CMDT-14. En septembre 2021, des experts du Centre de formation spécialisé pour les personnes handicapées de Bichkek et des professeurs de l'Institut d'électronique et des télécommunications ont dispensé un cours de formation avancé à l'intention des enseignants en informatique des établissements secondaires de Bichkek. Le cours portait principalement sur une méthodologie destinée à apprendre aux personnes handicapées à utiliser les technologies de télécommunication/TIC et les technologies adaptatives. Les cours de ce type contribuent à rendre l'enseignement plus inclusif dans le pays. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLes responsables de l'étude de la Question 7.1 de l'UIT-D, qui porte sur l'accessibilité des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers, a établi la version finale de [son rapport](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/06/12/15/Access-to-telecommunication-and-ICT-services-by-persons-with-disabilities) pour la période d'études 2018-2021 en vue de la CMDT.Le Rapporteur pour la Question 7/1 a contribué à la réunion "Europe accessible" organisée en mars 2021. Le Vice-Rapporteur pour la Question 7/1 a participé à plusieurs manifestations sur l'inclusion numérique (En route pour Addis, par exemple) et à d'autres manifestations analogues.Face à l'épidémie de COVID-19, les webinaires des [Commissions d'études de l'UIT-D "Réflexions sur le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/covid19/webinars/1stSeries.aspx)" ont été organisés en 2020, et ont été suivis d'un webinaire intitulé "*Accessibilité numérique pendant et après la pandémie de COVID-19: Un impératif pour garantir des sociétés inclusives dans le monde numérique*". Les intervenants ont analysé l'importance de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC et les incidences connexes du COVID-19 sur la vie des personnes handicapées. Un article traitant de la nécessité d'accroître l'accessibilité numérique pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà s'appuyant sur les discussions tenues pendant le webinaire a été publié dans les Nouvelles de l'UIT en juin 2020.Une séance consacrée à l'approfondissement des connaissances sur les aspects fondamentaux de l'accessibilité des TIC a été dispensée à un groupe de participants aux réunions des groupes du Rapporteur de la CE 1 de l'UIT-D en octobre 2019. Ainsi, les États Membres de l'UIT ont pu comprendre les principales définitions et tendances relatives aux politiques et aux stratégies en matière d'accessibilité des TIC; identifier les exigences en matière d'accessibilité numérique; concevoir l'accessibilité des TIC comme un débouché commercial et comprendre les avantages pour tous les acteurs concernés. |

# 4 Écosystèmes de l'innovation numérique – Accélérer la transformation numérique en favorisant l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat et des écosystèmes numériques compétitifs

Défis de l'innovation

Le programme des [Défis de l'innovation](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/ITU-Innovation-Challenges.aspx) a servi de plate-forme ouverte aux participants pour présenter leurs idées et leurs projets susceptibles de contribuer à la transformation numérique des personnes, des communautés et de la société, grâce à l'innovation. Il s'agit d'une [expérience qui change la vie](https://news.itu.int/itu-innovations-challenges-a-life-changing-experience/) de nombre des participants. Tenue via la plate-forme [cocreate.itut.int](https://cocreate.itu.int/), [l'édition 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/YILF%202019%20Outcome%20Report%20.pdf) a attiré plus de 140 projets et cocréations issus du travail de 1 200 personnes dans 400 villes. En 2019, l'un des lauréats, une entreprise de Durban (République sudafricaine) spécialisée dans les technologies, a été récompensé à ITU Telecom World 2019 à Budapest (Hongrie). L'entreprise a reçu 1,5 million USD pour reproduire son travail dans d'autres villes de la région de Durban, ainsi que des engagements pour un montant de près de 10 millions USD à titre de financement global pour commercialiser ses innovations. Deuxième édition de ce concours, l'édition 2020 des Défis de l'innovation de l'UIT était organisée en partenariat avec [EQUALS](https://www.equals.org/) et [INPUT Hungary](http://foreign.inputprogram.com/?lang=en). Plus de 60 lauréats des deux éditions ont suivi un stage intensif qui leur a permis [d'améliorer leur projet et de bénéficier d'un appui](https://news.itu.int/itu-innovation-challenges-ugandan-tech-solution-helps-deliver-clean-water-for-all/). En 2021, trois défis et concours ont été organisés, à savoir le "Défi de l'innovation numérique – les pays du Sud à l'épreuve du COVID-19" lancé conjointement avec le BNUCSS, le Concours de présentation de vidéos de l'initiative Generation Connect, lancé conjointement avec Generation Connect et le Défi d'innovation destiné aux jeunes africains, lancé en partenariat avec l'UAT. Le Défi des pays du Sud récompensera jusqu'à 25 lauréats sous la forme d'un financement de démarrage pouvant atteindre 25 000 USD et d'un mentorat pour appliquer leurs innovations à plus grande échelle.

Forums de l'innovation et partage de connaissances

Les [Forums de l'innovation](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Global-Innovation-Forum.aspx) ouvrent de nouveaux horizons pour les participants en leur donnant accès à de nouveaux points de vue et à des études de cas pertinentes et en leur offrant la possibilité de nouer des liens avec un réseau de professionnels pour comprendre comment favoriser des écosystèmes durables qui accélèrent la transformation numérique.

Deux éditions du Forum pour les jeunes dirigeants du secteur des TIC ont été organisées à Busan (République de Corée), en 2018 et 2019. Ces éditions [2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/Young%20ICT%20LEdaers%27%20Forum%202018%20%20Busan%20-Report.pdf) et [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/YILF%202019%20Outcome%20Report%20.pdf) du Forum ont offert un espace où de jeunes acteurs du changement dans le secteur des TIC ont pu nouer des liens, se connecter et améliorer leurs idées innovantes afin de créer des communautés intelligentes. En 2019, dans le cadre du Forum régional sur l'innovation pour la région des États arabes et de celui pour la région Afrique, organisés respectivement à Brazzaville et au Caire, des décideurs, des universitaires, des innovateurs et des acteurs d'écosystèmes issus de 16 pays ont débattu de la manière d'élaborer des écosystèmes souples et collaboratifs, qui soient propices à l'innovation numérique.

La première édition du Forum mondial de l'innovation a également eu lieu en 2019, sous la forme du [Programme pour l'écosystème de l'innovation](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Pages/Innovation-Ecosystem-Program-.aspx) dans le cadre d'ITU Telecom World à Budapest (Hongrie). La deuxième édition, organisée au format virtuel en 2020, a été l'occasion d'envisager les choses selon le point de vue de cinq régions (Afrique, Amériques, États arabes, Asie-Pacifique et Europe). L'édition [2020](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/2020-ITU-Global-Innovation-Forum.aspx) du Forum mondial de l'innovation a mis en évidence l'importance que revêt l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat dans le cadre d'une pandémie mondiale. Elle a rassemblé 175 spécialistes et 700 participants afin de favoriser l'innovation numérique durable.

L'UIT a également organisé des séances consacrées à l'innovation lors des éditions 2018, 2019 et 2020 du Forum du SMSI, en vue de débattre des évolutions techniques qui permettent d'accélérer la transformation numérique, de l'échange de données d'expérience nationales, et de l'instauration d'une culture de l'innovation pour accélérer la réalisation des ODD. La deuxième édition du Forum mondial de l'innovation doit se tenir de manière virtuelle du 25 au 29 octobre 2021.

Développement de la capacité d'innovation et de l'écosystème

Le développement de la capacité d'innovation et de l'écosystème vise à renforcer les capacités d'innovation et d'entrepreneuriat des parties prenantes, en leur permettant d'évaluer les problèmes systémiques de l'écosystème numérique et en les aidant à mettre en place des interventions ciblées dans un souci de durabilité et de compétitivité

En 2018 et 2019, grâce à des activités de renforcement des capacités menées lors de grandes manifestations, et dans le cadre d'un [programme de l'Académie de l'UIT](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Innovation-Ecosystem-Courses.aspx), plus de 100 décideurs et champions de l'écosystème ont suivi des formations qui leur ont permis d'élargir leurs connaissances, d'acquérir de nouvelles compétences et de maîtriser des outils sur le renforcement de leur propre environnement de l'innovation numérique. En 2020, pour compléter la série de kits pratiques de l'UIT sur l'innovation, un nouveau [kit pratique pour élaborer des projets visant à mettre en place un écosystème de l'innovation centré sur les TIC durable](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/inno/D-INNO-TOOLKIT.2-2020-PDF-F.pdf) a été lancé. Ce kit pratique présente de nouveaux éléments et points de vue concernant la manière dont les parties prenantes peuvent imaginer et élaborer des projets de premier plan qui contribuent efficacement au développement d'une innovation centrée sur les TIC au sein des écosystèmes numériques. En 2020, un [programme en ligne](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Innovation-Ecosystem-Courses.aspx), comprenant un premier ensemble de quatre cours, a été élaboré et dispensé dans le cadre de l'Académie de l'UIT. Plus de 90 personnes de 60 pays ont suivi ces nouveaux cours en ligne dirigés par un instructeur. D'autres contenus en ligne devraient être élaborés dans le cadre de partenariats avec d'autres organisations et conjointement avec d'autres projets en cours au sein de l'UIT. En 2021, le BDT a élargi la portée de ses documents de base sur le développement de l'écosystème en les mettant à disposition dans six langues et en les diffusant aux pays. Le BDT a noué des partenariats avec SMART Africa et d'autres organisations pour développer les programmes existants en ajoutant de nouveaux contenus et en ciblant certaines parties prenantes au niveau régional ou national.

En outre, six rapports sur les bonnes pratiques régionales propres à promouvoir l'innovation, l'entrepreneuriat et la transformation numérique ont été élaborés et seront publiées. Chaque rapport vise à montrer comment il est possible d'accélérer la transformation numérique en adoptant des pratiques novatrices qui favorisent l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat et propice au développement économique.

Stratégies, feuilles de route et projets relatifs au développement de l'écosystème

En fournissant une assistance technique, l'UIT aide les pays à établir un diagnostic précis quant à l'état de leur écosystème d'innovation numérique et à élaborer des stratégies pour orienter les politiques nationales. Une assistance technique a été fournie au Mali, au Monténégro, au Niger, à Trinité-et-Tobago, à la Géorgie, à la Serbie et aux Philippines concernant l'établissement de profils d'innovation numérique, qui offrent un modèle d'écosystème permettant d'accélérer la transformation numérique afin de mettre à profit l'entrepreneuriat et l'innovation.

L'UIT travaille en outre avec les pays pour concevoir des modèles ou des mécanismes éprouvés qui favorisent l'accélération de l'innovation numérique à l'échelle nationale. L'UIT collabore actuellement avec la République sudafricaine en vue de la création du Centre africain pour la transformation numérique, qui a pour vocation de contribuer à accélérer la transformation numérique dans des secteurs clés de l'économie. Il est prévu d'apporter une assistance technique à d'autres pays dans le cadre d'un partenariat et de projets avec d'autres institutions des Nations Unies telles que le [FNUAP](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Nurturing-A-Digital-Innovation-Ecosystem-That-Accelerate-Youth-Resilience-and-Empowerment-In-Benin.aspx) et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ([BNUCSS](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Scaling-up-Digital-Innovations-through-South-South-and-Triangular-Cooperation.aspx)).

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESInitiative AFR RI 1: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation en Afrique– Des financements ont été obtenus afin de créer le premier [accélérateur de l'écosystème de la transformation numérique](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Transformation-Accelerators.aspx), aussi appelé le Centre africain pour la transformation numérique, en République sudafricaine.– Des financements ont été obtenus en vue d'un projet visant à instaurer un écosystème de l'innovation numérique propre à promouvoir la résilience et l'autonomisation des jeunes au Bénin.– À l'issue de nombreux processus de consultations multi-parties prenantes menés avec des représentants d'établissements universitaires, des entrepreneurs, des réseaux d'appui à l'entrepreneuriat, des financiers et des acteurs du public et du privé, l'UIT a fourni une assistance technique pour le développement des profils d'innovation numérique au Mali et au Niger. Des entretiens ont été menés en 2021 et les rapports seront publiés au quatrième trimestre de 2021.– [L'analyse nationale sur l'écosystème d'innovation centré sur les TIC du Kenya](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/Publications/Kenya%20Country%20Review%20-%20ICT%20centric%20Innovation%202019.pdf), publiée en 2019, a fourni une étude exhaustive et des recommandations sur la manière dont les futures politiques en matière de TIC peuvent tenir compte de stratégies et de programmes portant sur l'innovation et l'entrepreneuriat numérique.– Lors de séances sur la mise en place d'écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat organisées en octobre 2019, on a renforcé les capacités de nombre d'organisations publiques et privées, d'universités et d'instituts de recherche en République du Congo.– Des formations sur l'écosystème de l'innovation numérique sont dispensées actuellement en partenariat avec le secrétariat de SMART Africa. Ce programme, composé de six sessions, a été conçu pour donner aux décideurs, aux universitaires, aux innovateurs et aux acteurs de l'écosystème les moyens de bâtir des communautés entrepreneuriales prospères, à même de faire face aux révolutions technologiques et de créer des entreprises des TIC compétitives. Plus de 80 personnes ont été admises dans le programme et y participent.Initiative ARB RI 5: Innovation et entrepreneuriatPour atteindre les résultats attendus des initiatives régionales de l'UIT, différentes activités ont été menées au cours de la période 2018-2020 pour renforcer les capacités des membres dans les domaines suivants:– Assistance directe en vue de l'élaboration d'écosystèmes de l'innovation centrés sur les TIC.– Renforcement des capacités et mise en place de communautés.– Des méthodes et des outils ont été fournis à des dirigeants de pépinières et à d'autres acteurs de l'écosystème à Djibouti et en Mauritanie afin d'appuyer la croissance et l'entrepreneuriat. Les principes et les bonnes pratiques concernant les pépinières d'entreprises ont été échangés et examinés.– Des séances de renforcement des capacités sur la mise en place d'écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat ont été dispensées à un certain nombre d'organisations publiques et privées, d'universités et d'instituts de recherche en Égypte.– Des défis régionaux ont été organisés avec divers partenaires, dont l'UNESCO, le PNUD, l'UNICEF, les laboratoires d'innovation technologique des Nations Unies (UNTIL), l'OMS, Etisalat Égypte et la GSMA, notamment. Le premier défi organisé en 2019, qui avait pour thème "Comprendre les problèmes sanitaires" visait principalement à promouvoir l'innovation concernant l'utilisation des mégadonnées au service de la santé. Le deuxième défi organisé en 2020, sur le thème de l'intelligence artificielle au service du développement, visait principalement à promouvoir le recours à l'intelligence artificielle en vue de réaliser les ODD. Pour ces deux défis, quatre lauréats ont été sélectionnés.– Le projet ARTECNET a été lancé en vue de créer un réseau de pépinières d'entreprise et de technoparcs dans la région des États arabes. Un réseau comprenant 22 technoparcs et pépinières d'entreprise a été créé afin d'encourager les partenariats et la collaboration entre ces entités.– La cinquième réunion du Réseau ARTECNET a eu lieu à Tunis (Tunisie) en avril 2018.– Les journées d'études sur les écosystèmes de l'innovation au service de l'esprit d'entreprise ont été organisées en Tunisie en novembre 2018.– L'atelier régional de l'UIT sur la réduction des disparités en matière d'innovation numérique a eu lieu au Caire (Égypte) en octobre 2019.– La sixième réunion du Réseau arabe des technoparcs et pépinières d'entreprise a eu lieu à Tunis (Tunisie) en décembre 2019.– Le Forum régional de l'UIT sur l'innovation pour la région des États arabes, placé sous le thème "Favoriser des écosystèmes de l'innovation numérique compétitifs à l'ère du COVID-19", a eu lieu en octobre 2020.Initiative AMS RI 5: Développement de l'économie numérique, des villes et des communautés intelligentes et de l'Internet des objets et promotion de l'innovation– La semaine de [l'innovation en matière de TIC dans la région des Amériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Documents/EVENTS/2019/24013/Practical%20Information%20Innovacion%20Uy2019_En.pdf), placée sous le thème des communautés rurales intelligentes, s'est déroulée en Uruguay. On s'est penché sur l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies en vue de créer un secteur de l'agriculture sain et responsable, pour favoriser l'établissement de futures communautés rurales intelligentes.– Un cours de formation en ligne sur le rôle des TIC pour les villes intelligentes et durables a été dispensé aux Bahamas, à la Barbade, au Guyana, à Saint‑Vincent‑et‑les‑Grenadines, au Suriname et à Trinité-et-Tobago. Cette initiative a été mise en œuvre en partenariat avec la CITEL/OAS.– En 2018, un atelier a été organisé dans les Caraïbes sur la 5G, l'Internet des objets, les paiements sur mobile, les technologies émergentes, les écosystèmes et la réglementation.– L'UIT fournit une assistance à Trinité-et-Tobago pour procéder à un examen de l'innovation dans le pays, en vue d'orienter les politiques nationales.Initiative EUR RI 5: Écosystèmes de l'innovation centrés sur les TIC– Le profil d'innovation numérique du Monténégro a été élaboré dans sa version finale en vue d'établir un projet national.– La version définitive du profil d'innovation numérique de la Géorgie est en cours d'élaboration. Elle posera des bases solides en vue de la stratégie nationale visant à promouvoir l'innovation numérique dans certains secteurs.– Les Forums régionaux de l'innovation de 2019, 2020 et 2021 ainsi que l'édition de 2021 du Rapport sur les bonnes pratiques régionales relatives aux écosystèmes de l'innovation numérique en Europe (disponible à l'adresse <https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/06/24/09/14/Regional-good-practices----Europe>) contribuent à renforcer les capacités humaines et à faciliter l'échange de bonnes pratiques, tout en favorisant la conclusion de partenariats dans le domaine des écosystèmes de l'innovation centrés sur les TIC.Région Asie-Pacifique– Une étude régionale présentant un état des lieux de l'innovation numérique dans la région Asie-Pacifique a été menée à bien et sera publiée en 2021.– L'UIT aide les Philippines à élaborer un profil d'innovation numérique, en vue d'orienter les politiques nationales. Des entretiens ont été menés en 2021 et l'avant-projet devrait être achevé avant la fin de cette année.– En collaboration avec le Gouvernement indien, l'UIT organise une série de sessions d'information sur l'innovation numérique. Lancée lors de la Réunion préparatoire régionale pour l'Asie-Pacifique en mars 2021, la première session a eu lieu le 9 septembre 2021 sur la plate-forme India Stack, suivie d'une session visant à révolutionner les services financiers numériques, qui a été organisée le 29 septembre en collaboration avec le TSB et les membres de l'UIT, l'accent étant mis sur l'initiative FiGi de l'UIT. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLe rapport sur la semaine de l'innovation en matière de TIC a alimenté les travaux du Groupe du rapporteur pour la [Question 1/2](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG02-RGQ01.2&stg=2) (*Création de villes et sociétés intelligentes: utilisation des TIC pour un développement socio-économique durable*) de la Commission d'études 2 de l'UIT-D. |

# 5 Services et applications numériques – Créer des stratégies et des services d'application numériques porteurs de transformation

Services publics numériques

L'UIT collabore avec le Ministère des affaires étrangères de la République d'Estonie, le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques de la République fédérale d'Allemagne et la Digital Impact Alliance (DIAL) de la Fondation pour les Nations Unies en vue d'accélérer la transformation numérique et le passage au numérique des services publics dans le but d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier dans les pays qui ont peu de ressources. Cette collaboration permettra aux pays d'en apprendre davantage sur les services et applications numériques modulables, rentables et coordonnés et de les mettre en œuvre rapidement.

Mettre la cybersanté à la portée de tous

L'initiative UIT-OMS Be He@lthy, Be Mobile (La mobilité, c'est la santé) suscite de plus en plus d'intérêt. Dans le cadre de cette initiative, 11 pays se penchent actuellement sur des questions très diverses telles que le cancer du col de l'utérus, le diabète et le tabagisme. Au total, plus de 3,5 millions de personnes ont pu bénéficier de ce programme. L'initiative Be He@lthy, Be Mobile a notamment permis de récolter 1,8 million USD auprès de trois nouveaux partenaires (Roche, Discovery/Vitality et Santen). Un appui suivi a été fourni à l'Égypte, à l'Inde, aux Philippines, au Sénégal et à la Tunisie; le Burkina Faso et le Soudan ont commencé à mettre en œuvre le programme.

En 2018, conjointement avec le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique et Smart Africa, l'UIT a organisé un pôle pour la santé numérique lors du Sommet Transformer l'Afrique. Dans le cadre de ce pôle, des dialogues ont notamment eu lieu sur les politiques et les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de la santé numérique en Afrique. Un [manuel](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-E_HEALTH.14-2019-PDF-E.pdf) sur l'utilisation de la santé sur mobile pour aider les malades tuberculeux fumeurs a été publié et un kit pratique a été élaboré, tandis qu'un [pôle d'innovation au service de la santé sur mobile](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Pages/EU-mhealth-hub.aspx) pour la région Europe a été mis sur pied, avec l'Union européenne et l'OMS, afin de servir de plate-forme pour l'échange de bonnes pratiques et de guichet unique où obtenir des orientations sur la mise en œuvre de la santé sur mobile.

En 2018, une assistance a été fournie au Guyana en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), avec la création d'un cadre national de cybersanté, qui comprenait l'élaboration d'un document présentant la vision du pays en matière de cybersanté, d'un plan d'action national pour la cybersanté et d'une proposition de cadre de suivi national ainsi qu'une évaluation de la mise en œuvre du kit pratique sur la cybersanté au Guyana.

En 2020, suite au lancement par l'UIT, en partenariat avec l'OMS, du projet concernant la lutte contre le diabète au Sénégal dans le cadre du programme mondial "Be He@lthy Be Mobile", l'UIT/OMS ont mis en place un deuxième projet portant sur la détection automatique de la rétinopathie diabétique au Sénégal. Deux rétinographies numériques ont été fournis au Gouvernement du Sénégal, par l'intermédiaire de son Ministère de la santé, afin d'offrir un appui au système national de soins de santé dans le diagnostic précoce de la rétinopathie diabétique.

En collaboration avec l'OMS, l'UE et le service de santé publique d'Andalousie, l'UIT a mis en place un pôle de connaissances au service de la santé sur mobile pour l'Europe, afin de recueillir et de partager des données d'expérience nationales dans le domaine de la santé sur mobile et d'aider les pays et les régions à mettre en place des programmes de santé sur mobile de grande envergure pouvant être reproduits dans d'autres régions.

Le pôle de santé sur mobile a pour objectif:

• de constituer un pôle d'innovation sur la santé sur mobile en vue de l'intégration des systèmes de santé nationaux en Europe;

• de servir de centre de coordination pour les connaissances dans le domaine de la santé sur mobile en Europe;

• d'aider les pays à mettre en œuvre des stratégies relatives à la santé sur mobile;

• de servir de plate-forme d'innovation dans le domaine de la santé sur mobile;

• de jouer un rôle d'accélérateur pour le marché unique numérique de l'Union européenne;

• d'élaborer des outils d'apprentissage pour les systèmes et les services de santé face aux maladies non transmissibles;

• de fournir un code de déontologie pour les données de santé sur mobile.

L'UIT a publié un Manuel sur une plate-forme de santé numérique visant à aider les pays à améliorer le système de santé numérique national, en particulier au moyen d'une plate-forme de santé numérique. Cette plate-forme numérique vise à jeter les bases des diverses applications et des divers systèmes de santé numérique utilisés à l'appui des services de santé et de soins. Elle permet à des applications et à des systèmes isolés de fonctionner ensemble de manière intégrée.

Elle fournit un pôle centralisé permettant de lier ensemble des systèmes et des applications distinctes qui ne sont pas connectés, d'assurer un échange d'informations plus rapide, efficace et fiable et de promouvoir un meilleur accès aux données de santé sur un large éventail d'applications et de dispositifs.

Édifier des villages intelligents

Le cadre du [projet de villages intelligents](https://news.itu.int/leaving-no-one-behind-nigers-smart-villages-project/) visant à connecter les zones isolées du Niger à l'Internet est le fruit d'une collaboration entre l'UIT, [l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI)](https://www.youtube.com/watch?v=0uYKKJg00eo) et plusieurs autres organisations. Ce projet relève d'une approche globale, multisectorielle et inclusive visant à améliorer l'accès aux services numériques essentiels en vue de la réalisation des ODD en milieu rural. Il s'agit d'une "passerelle pour le développement rural" constitué au moyen de la mise en commun et de la coordination des programmes de développement, dans le but de susciter les synergies nécessaires pour maintenir les investissements. Il s'agit également d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques et toute la société au service des investissements numériques en faveur des ODD et de la transformation numérique dans les zones rurales. Plusieurs projets de villages intelligents sont en cours d'élaboration au Pakistan, en Indonésie et dans les îles du Pacifique. Le projet pilote de villages intelligents, qui a fait l'objet d'un accord entre l'UIT, Huawei et le Fonds de service universel du Pakistan, a été lancé en juin 2021. Parallèlement, pour promouvoir la transformation numérique en associant les entités publiques, l'ONU a élaboré deux projets d'îles intelligentes dans le Pacifique. Une séance d'information sur l'initiative des îles intelligentes a été organisée à New York, en partenariat avec l'OHRLLS et l'UNOPS, à l'intention des ambassadeurs des pays du Pacifique.

Renforcement des capacités concernant les services numériques

Une formation sur la santé numérique a été dispensée dans le cadre d'un programme numérique élaboré par l'UIT, en collaboration avec le Bureau régional de l'Afrique de l'OMS, afin de développer des services de santé numérique dans des pays de la région. Dans ce contexte, des représentants des ministères de la santé et des TIC ont eu la possibilité d'échanger des données d'expérience et des enseignements tirés de la mise en œuvre, dans leur pays, des services numériques.

L**'**UIT, en collaboration avec l**'**OMS, a mis au point un cours de formation en ligne sur les compétences d**'**encadrement dans le domaine de la santé numérique, mis à disposition via l**'**Académie de l**'**UIT. Ce cours adapté au rythme de chacun vise à renforcer les capacités d'une nouvelle génération de responsables de la santé numérique qui poursuivront et accélèreront les efforts dans le domaine de la santé numérique dans les pays. Il comporte 12 modules portant sur un large éventail de sujets dont les coordonnateurs et les responsables dans le domaine de la santé numérique doivent avoir connaissance. Les modules portent notamment sur une présentation de la santé numérique, la gouvernance, les stratégies, les politiques et réglementations, l**'**évaluation des besoins, la conception des systèmes et de l**'**architecture, l**'**interopérabilité, l**'**utilisation des données, les urgences sanitaires, les innovations, les villes et les établissements humains durables.

Le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a animé un atelier sur la société intelligente en Afrique australe, organisé à Dar es Salam (Tanzanie) et destiné aux pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), afin d'aider à mieux comprendre les concepts et les exigences en matière de nouvelles technologies (telles que l'Internet des objets, l'intelligence artificielle et les mégadonnées) et les possibilités qu'elles offrent.

Collaboration avec la FAO dans le domaine de l'agriculture numérique

L'UIT a élargi sa collaboration avec la FAO après la signature d'un accord de coopération en 2019. L'UIT et la FAO travaillent ensemble en vue de fournir une assistance à plusieurs pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de feuilles de route en matière d'agriculture numérique. Il s'agit de créer des capacités et d'identifier des priorités pour faire des investissements dans le domaine du numérique, afin de réaliser les objectifs fixés pour le secteur agricole. L'UIT collabore en outre avec la FAO afin d'appuyer l'entrepreneuriat, l'investissement et le commerce dans les zones rurales en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que l'initiative pour les villages intelligents au Niger. L'Union a publié plusieurs rapports en coopération avec la FAO sur l'agriculture numérique, par exemple sur l'utilisation des technologies numériques et novatrices (telles que la "blockchain" et les mégadonnées) au service de l'agriculture. De plus, l'UIT a été invitée à devenir membre du comité consultatif du Conseil du numérique pour l'alimentation et l'agriculture, qui aidera les gouvernements à recenser et à exploiter au mieux les possibilités qu'offre le passage au numérique et à instaurer, à élargir et à protéger l'accès des agriculteurs aux technologies numériques. Dans ce contexte, le Guyana a accueilli l'Atelier régional UIT/FAO sur l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes en 2018, en collaboration avec la CTU.

Un hackathon UIT-FAO #HackAgainstHunger pour les Caraïbes a été organisé avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en février 2018, afin de trouver et de soutenir des solutions innovantes utilisant les TIC, l'objectif étant de résoudre les problèmes qui se posent dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Cette manifestation comprenait deux hackathons locaux, tenus l'un en Jamaïque et l'autre à Trinité-et-Tobago. La Jamaïque a remporté la manifestation régionale et a ensuite concouru lors du Hackathon mondial organisé à Genève dans le cadre du volet thématique spécial de l'édition 2018 du Forum du SMSI, et l'a remporté.

L'UIT et la FAO ont mené une étude en vue de l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour le Chili. En 2020, les deux organisations ont élaboré un rapport conjoint intitulé "Status of Digital Agriculture in 18 Countries of Europe and Central Asia" (*État des lieux de l'agriculture numérique dans 18 pays d'Europe et d'Asie centrale*). En 2021, l'UIT et la FAO ont organisé un concours sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique en Europe et en Asie centrale, afin de renforcer une culture de l'innovation numérique dans le domaine de l'agriculture. Plus de 500 parties prenantes ont été identifiées et 200 ont été mobilisées dans le cadre du concours. Un rapport répertoriant les 171 pratiques éligibles ainsi qu'un rapport sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique, axé sur les tendances, les défis et les possibilités des technologies en matière d'agriculture numérique en Europe et dans la CEI, ont été élaborés.

En 2021, l'UIT, en collaboration avec la FAO, s'appuie sur le [Guide sur les stratégies en matière de cyberagriculture](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Pages/e-agriculture-strategies.aspx) pour mettre au point les stratégies nationales du Costa Rica et du Honduras en matière de cyberagriculture.

Biens publics numériques

L'UIT fournit des orientations sur l'adoption d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques, afin d'investir dans une infrastructure numérique partagée susceptible d'accélérer le développement des services numériques à moindre coût et d'accroître les retours sur investissement, ainsi que sur la manière de coordonner les investissements, pour mettre à disposition des biens publics numériques qui peuvent favoriser la transformation numérique, en vue de la réalisation des ODD. On trouvera une présentation d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques dans le rapport [*Cadre d'investissement numérique au service des ODD*](https://www.itu.int/pub/D-STR-DIGITAL.02-2019/fr), publié par l'UIT et l'Alliance Digital Impact.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESInitiative AFR RI 1: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation en Afrique– Le projet conjoint UIT-OMS "*Utiliser les services de santé numérique pour accélérer la réalisation des ODD se rapportant à la santé dans la région Afrique*" a été lancé afin d'aider les pays à utiliser pleinement et durablement les TIC pour la fourniture des services de santé, afin d'améliorer la santé sur les plans collectif et individuel, de permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous dans la région Afrique.– Un atelier sur la mise au point de cyberapplications a eu lieu en novembre 2019 en vue d'identifier les difficultés rencontrées lors de la mise au point de cyberapplications et de proposer des solutions pour réussir à franchir les étapes entre la phase d'idéation des cyberapplications et leur mise sur le marché en région Afrique.– Des études de référence visant à faciliter l'inclusion financière numérique et les services publics numériques pour l'Éthiopie ont été entreprises.– Dans le cadre de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine, une évaluation de référence destinée à appuyer les paiements numériques transfrontières a été menée.– En collaboration avec la FAO, une évaluation de la préparation au numérique dans le secteur de l'agriculture ayant pour objet d'évaluer l'environnement de l'agriculture numérique en Afrique est en cours.– En s'appuyant sur les efforts collaboratifs de l'UIT, de l'Estonie, de GIZ (Allemagne) et de l'Alliance Digital Impact visant à accélérer la transformation numérique et la généralisation des services publics numériques en vue d'atteindre les ODD à l'horizon 2030 en Afrique, l'Union européenne (Direction générale des partenariats internationaux) et le pôle pour le numérique au service du développement se sont joints à l'initiative pour la Corne de l'Afrique dans le but d'élaborer une stratégie pour les services publics numériques ainsi qu'une plate-forme intégrée au profit des pays concernés.Initiative AMS RI 5: Développement de l'économie numérique, des villes et des communautés intelligentes et de l'Internet des objets et promotion de l'innovation– En 2018, l'UIT a travaillé en collaboration avec l'OMS pour élaborer la "Stratégie nationale du Guyana en matière de cybersanté" en utilisant le kit pratique OMS-UIT pour ce faire.– La semaine de, placée sous le thème des *communautés rurales intelligentes*, s'est déroulée en Uruguay. On s'est penché sur l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies en vue de créer un secteur de l'agriculture sain et responsable, pour favoriser l'établissement de futures communautés rurales intelligentes.– En 2019, une proposition de plan national en matière de cyberagriculture pour le Chili a été mise au point.– En 2021, une proposition de stratégie nationale en matière de cyberagriculture a été élaborée en collaboration avec la FAO, à l'intention du Costa Rica et du Honduras.Initiative ASP RI 2: Tirer parti des TIC pour favoriser l'économie numérique et une société numérique inclusive– Cyberagriculture: En partenariat avec la FAO, l'UIT a appuyé l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture en Mongolie; la mise en œuvre d'applications mobiles en Papouasie-Nouvelle Guinée; l'élaboration de deux études de cas sur la chaîne de blocs et les mégadonnées; et des activités de renforcement des capacités humaines en Papouasie-Nouvelle Guinée et en Mongolie. Un projet commun des Nations Unies, dirigé par la FAO et dédié à l'appui à l'agriculture dans des zones de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a aussi été mené à bien.– Administration publique en ligne: La Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu ont bénéficié d'une assistance en vue de renforcer leurs cadres de services publics numériques.– Des formations et des ateliers ont été organisés pour mieux faire connaître les applications sur les villes intelligentes, les services publics numériques, ainsi que les applications IoT.– L'UIT, en partenariat avec la FAO, a poursuivi son travail de promotion de l'application des technologies numériques à l'agriculture grâce à la série d'études de cas intitulée "E‑agriculture in Action" ([Big Data For Agriculture](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Documents/Publications/Big%20Data%20for%20Agriculture.pdf)) (*La cyberagriculture à l'œuvre, les mégadonnées au service de l'agriculture*). La prochaine édition, qui sera consacrée à l'intelligence artificielle au service de l'agriculture, devrait être publiée au quatrième trimestre de 2021.– L'édition 2020 du Forum sur les solutions numériques pour l'agriculture, organisé tous les deux ans, a permis de présenter des données d'expérience sur l'utilisation de technologies innovantes pour atteindre les objectifs en matière d'agriculture.– En 2021, l'UIT a collaboré avec les équipes de pays du Pacifique des Nations Unies pour mettre en place, au titre du Fonds pour les ODD de l'ONU, deux programmes sur les îles intelligentes à l'intention de dix pays (Micronésie, Îles Marshall, Nauru, Kiribati, Palaos, Fidji, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Ces programmes privilégient une approche factuelle faisant intervenir toutes les entités publiques, en collaboration étroite avec les organisations du système des Nations Unies. L'initiative a été présentée aux ambassadeurs des pays du Pacifique à New York, le 2 septembre 2021.– L'initiative pour les villages intelligents a été lancée conjointement avec le Ministère des technologies de l'information et des télécommunications, le Fonds de service universel et Huawei au Pakistan en juin 2021. L'Internet Society, les entreprises du secteur privé et les organisations du système des Nations Unies appuient l'initiative afin de garantir la participation de la communauté et l'intégration du principe de l'égalité hommes-femmes, tout en établissant des liens avec divers services du secteur.– L'assistance de l'UIT a débouché sur l'adoption par Vanuatu de l'initiative des îles intelligentes, la conclusion d'un accord de coopération et l'élaboration d'un projet pour mettre en œuvre l'initiative.Initiative EUR RI 2: Approche centrée sur l'utilisateur en vue de mettre au point des services pour les administrations nationales– Un atelier sur la manière d'améliorer la vie humaine grâce aux services en ligne a été organisé à Genève, afin de débattre des technologies et des services émergents, y compris l'intelligence artificielle et l'accessibilité des TIC.– La coopération entre l'UIT et la FAO a été renforcée lors d'une séance spéciale sur les stratégies numériques dans le secteur agricole, organisée à ITU Telecom World 2019 à Budapest (Hongrie).– Des études régionales sur les stratégies nationales en faveur de l'agriculture numérique ont été élaborées et seront examinées par les États Membres concernés.– Une manifestation dédiée à l'échange de connaissances sur la promotion des écosystèmes de start-up dans le domaine des services électroniques s'est tenue à Prague (République tchèque).– Un rapport régional sur l'état des lieux de l'agriculture numérique dans 18 pays d'Europe et d'Asie centrale a été élaboré afin de dresser un bilan des progrès accomplis et d'identifier les pays nécessitant un appui technique.– L'UIT a appuyé la FAO dans la fourniture d'une assistance à l'Albanie, la Turquie et la Bosnie-Herzégovine aux fins de l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cyberagriculture.– En 2021, l'UIT et la FAO ont élaboré un guide sur l'agriculture numérique pour les pays candidats.– L'UIT et la FAO ont organisé un concours sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique en Europe et en Asie Centrale, afin de promouvoir une culture de l'innovation numérique dans le domaine de l'agriculture. Plus de 500 parties prenantes ont été identifiées, et 200 ont été mobilisées dans le cadre du concours. Un rapport répertoriant les 171 pratiques éligibles ainsi qu'un rapport sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique, axé sur les tendances, les défis et les possibilités des technologies en matière d'agriculture numérique en Europe et dans la CEI, ont été élaborés.– Le projet de pôle de connaissances au service de la santé sur mobile pour l'Europe mené par l'UIT, l'OMS et l'UE a joué un rôle central pour recueillir et partager des données d'expérience nationales dans le domaine de la santé sur mobile et d'aider les pays et les régions à mettre en place des programmes de santé sur mobile de grande envergure.– Depuis 2020, l'initiative GOVSTACK de l'UIT, de l'Estonie, de l'Allemagne et de Dial constitue le principal outil pour aider les pays à accélérer la transformation numérique ainsi que le passage au numérique des services d'administration publique de manière à atteindre les Objectifs de développement durable d'ici à 2030.Initiative CEI RI 1: Développement de la cybersanté afin de permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous à tout âge– L'UIT a élaboré un cours de formation multimédia spécialisé en langue russe sur la cybersanté à l'intention des médecins et des professionnels des TIC travaillant avec des équipements médicaux. L'UIT a également organisé des sessions de formation en ligne à l'intention du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan et, au total, 128 spécialistes ont suivi ces formations.– L'UIT a élaboré des Recommandations techniques sur les solutions techniques modernes appliquées à la conception de systèmes de cybersanté, y compris de réseaux de télémédecine.– L'UIT a prodigué des conseils sur la réglementation de l'infrastructure de l'infocommunication, pour rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs et résilients.– Depuis 2018, l'UIT s'emploie à élaborer une plate-forme régionale pour les start-ups d'Eurasie centrale, qui constituait au départ un mécanisme de coordination souple entre les parcs et les écosystèmes des TIC dans la CEI et les pays voisins. En 2021, elle est devenue une plate-forme en ligne utilisée à grande échelle et conçue pour favoriser la création de start-ups et de PME travaillant dans les domaines de la santé numérique, de l'agriculture et des villes intelligentes. La dernière manifestation annuelle consacrée à la plate-forme pour les start-ups d'Eurasie centrale a rassemblé 350 participants représentant des start-ups, des pôles technologiques, des sociétés d'investissement en capital-risque et des organismes publics de 16 pays de la région de la CEI et de pays voisins. En 2020 et 2021, l'UIT a publié un Guide sur l'écosystème des start-ups et dispensé une série de formations en ligne visant principalement à faciliter l'arrivée des start-ups sur les marchés des pays voisins. Plus de 70 start-ups d'Arménie, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan ont bénéficié de ces formations. Enfin, en juin 2021, l'UIT a organisé une Journée des entreprises, pour aider les start-ups à lever des fonds et 73 start-ups de 8 pays y ont participé.– Les villes intelligentes et durables sont devenues l'un des domaines prioritaires pour les États Membres de l'UIT de la région de la CEI. En effet, le Bélarus a accueilli une manifestation phare annuelle, le Forum régional sur les villes intelligentes et durables, organisé conjointement par l'UIT-D et l'UIT-T. En 2018, l'UIT a mené, conjointement avec le Gouvernement de Moscou, une étude de cas intitulée "Mise en œuvre des normes internationales de l'UIT-T pour édifier des villes intelligentes et durables: le cas de Moscou" et travaille sur un projet conjoint consacré à l'analyse comparative des villes intelligentes.– L'UIT élabore, conjointement avec le Ministère des communications et de l'informatisation du Bélarus, un projet pilote visant à mettre en place une école intelligente à Polotsk, cité historique du Bélarus. L'objectif de ce projet pilote est de montrer comment déployer les technologies liées aux villes intelligentes dans une petite ville et contribuer à réduire la fracture numérique.  |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLe [produit annuel intitulé "Créer des villes intelligentes selon une approche globale"](https://www.itu.int/oth/D0717000002/) ([Question 1/2](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG02-RGQ01.2&stg=2): *Création de villes et sociétés intelligentes: utilisation des TIC pour un développement socio-économique durable*) a été publié en 2019. Il contient un exemple d'architecture d'une ville intelligente, élaboré sur la base de concepts clés précis, ainsi qu'un résumé d'une sélection d'études de cas de pays sur les villes intelligentes. Un autre produit annuel intitulé "Applications verticales dans les villes intelligentes" a été approuvé en vue de sa publication. Il présente les applications et services verticaux reposant sur une couche horizontale commune, afin de permettre l'intégration et l'interaction efficace des différents secteurs des villes intelligentes.Plusieurs manifestations ont été organisées parallèlement à la réunion de la Commission d'études 2 de l'UIT-T (Question 2/2: *Les télécommunications/TIC au service de la cybersanté*). Un [atelier sur les nouvelles technologies de communication au service de la cybersanté et des questions socio-économiques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q2-2-oct19.aspx) tenu en octobre 2019 a été l'occasion d'étudier des exemples de nouvelles technologies au service de la cybersanté et de débattre des difficultés que pose une adoption à grande échelle et des moyens de les résoudre. Un [webinaire sur les nouvelles solutions de cybersanté pour lutter contre les pandémies en utilisant les TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q2-2-july06.aspx), organisé en juillet 2020, a permis de se pencher sur les cas d'utilisation des nouvelles solutions de santé numérique ainsi que sur les facteurs et les recommandations qu'il est nécessaire de prendre en compte pour déployer et élargir efficacement ces solutions, en particulier pendant la pandémie. Les informations échangées ainsi que les enseignements tirés durant ces manifestations ont été utilisés pour alimenter le [rapport final sur la Question 2/2](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/10/01/08/03/Telecommunications-and-ICTs-for-eHealth).  |

# 6 Télécommunications d'urgence – Construire des infrastructures TIC résilientes face aux catastrophes afin de réduire le nombre de victimes et les pertes économiques

Lignes directrices, publications et rapports de l'UIT

Les [Lignes directrices relatives à l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/NETP-guidelines.pdf) ont été lancées en mars 2020 à l'occasion d'un forum en ligne. Ces lignes directrices visent à aider les décideurs et les autorités nationales de régulation à élaborer un plan national pour les télécommunications d'urgence précis, souple et accessible selon une approche multi‑parties prenantes. Ce travail comprend la mise en place de politiques et procédures nationales, ainsi que d'un cadre de gouvernance pour appuyer et permettre l'utilisation sans interruption de réseaux, services et plates-formes TIC fiables et résilients pour la gestion des catastrophes.

Lancé en mars 2020, le "[Guide sur les exercices de simulation sur les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/Publications/2020/TTX_Guide.pdf)" a été élaboré en collaboration avec le Réseau des télécommunications d'urgence (ETC) du Programme alimentaire mondial, en vue d'aider les États Membres et les acteurs nationaux de la gestion des catastrophes à planifier, concevoir et mener des exercices de simulation, ce qui permet aux parties prenantes, d'une part, de tester et d'améliorer les plans, politiques et procédures en matière de télécommunications d'urgence et, d'autre part, de vérifier si l'on dispose des réseaux, des capacités redondantes de communication, du personnel et des autres systèmes de télécommunication pour faire face à une urgence.

Face à la crise mondiale due au COVID-19, un "[Guide sur l'élaboration d'un plan d'urgence fondé sur les télécommunications/TIC pour faire face aux pandémies](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/hdb/D-HDB-GUIDELINES.03-2020-PDF-E.pdf)" a été publié.Ce guide porte sur la fourniture des services de télécommunication/TIC et la continuité des activités dans le cadre précis d'une pandémie, à l'instar de la pandémie de COVID-19. Il présente une série de mesures que les pays peuvent prendre pour se préparer à ce type d'urgence, les anticiper et être prêts à y faire immédiatement face en garantissant la continuité des réseaux et la fourniture des services.

L'infrastructure des télécommunications/TIC comprend les réseaux fixe, mobile, par satellite, de Terre, WiFi et toutes les autres technologies prenant en charge des services large bande et de radiodiffusion.

Une nouvelle publication intitulée "[Les femmes, les TIC et les télécommunications d'urgence: perspectives et contraintes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/events/2020/Women-ICT-ET/Full-report.pdf)", élaborée conjointement avec le Réseau ETC du Programme alimentaire mondial, décrit les facteurs à l'origine de la fracture numérique entre les hommes et les femmes et de la vulnérabilité croissante des femmes et des jeunes filles avant, pendant et après une catastrophe. Elle présente des bonnes pratiques et des exemples d'utilisation des TIC pour renforcer l'égalité hommes-femmes dans la gestion des risques de catastrophe, notamment moyennant l'utilisation de technologies nouvelles et émergentes, et identifie les domaines prioritaires pour la suite des travaux. Ce rapport a été lancé en août 2020 à l'occasion du Dialogue de haut niveau du Forum du SMSI sur le thème "[Les femmes et les télécommunications d'urgence: garantir l'égalité hommes-femmes dans la mise en place de la résilience en cas de catastrophe](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/News.aspx?ItemID=228)". Afin de suivre les améliorations apportées afin de promouvoir l'égalité hommes-femmes dans la gestion des catastrophes, l'UIT a organisé un webinaire en ligne intitulé "[Promouvoir l'égalité hommes-femmes au service de l'utilisation des TIC dans la gestion des catastrophe*s*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Promoting-gender-equality-for-the-use-of-ICTs-in-Disaster-Management-.aspx)", le 8 mars 2021. Cette manifestation a permis de présenter des données d'expérience réelles sur la façon dont les femmes utilisent les technologies pour lutter contre le COVID-19 et sur la manière dont elles ont pu contribuer à la résilience face à une catastrophe au sein de leur communauté. Elle a également permis de réfléchir à ce qui peut être fait pour offrir à davantage de femmes d'avoir accès aux TIC et de les utiliser pour sauver des vies, et à la manière dont les pouvoirs publics, les organisations humanitaires internationales et nationales et les entités du secteur privé dans le domaine des TIC ont mis davantage l'accent sur la question de l'égalité hommes-femmes et sur les considérations relatives aux femmes dans les cadres stratégiques et dans l'affectation des ressources dans le contexte des TIC au service de la gestion des catastrophes.

Un rapport intitulé "[Les technologies de rupture et leur utilisation pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2019/GET_2019/Disruptive-Technologies.pdf)" a été publié à l'occasion du Forum mondial sur les télécommunications d'urgence (GET-19) qui a eu lieu en mars 2019 à Balaclava (Maurice). Les nouvelles technologies de rupture, telles que l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et les mégadonnées, ainsi que les innovations dans des champs comme la robotique et la technologie des drones transforment de nombreux domaines et améliorent la résilience et la gestion des catastrophes, ainsi que la réduction des risques. Ce rapport faisait suite à des demandes formulées par les États Membres de l'UIT en vue d'identifier les technologies pertinentes et de faciliter les échanges de bonnes pratiques.

Systèmes et plates-formes d'alerte avancée multirisques

Un système d'alerte avancée multirisques est capable de traiter différents risques ou événements de même type ou de différente nature dans des situations où des catastrophes peuvent se produire de manière isolée, simultanée, cumulative ou en cascade au fil du temps, en tenant compte des effets d'interdépendance potentiels. L'UIT encourage l'élaboration et l'utilisation de ces systèmes au moyen d'activités de sensibilisation, de projets de pays et de formations.

En 2018, l'UIT a renforcé la préparation aux catastrophes en [Zambie](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/EWS_ZAMBIA.aspx) en mettant en place plusieurs systèmes d'alerte avancée. L'UIT et l'Autorité des technologies de l'information et de la communication de la Zambie (ZICTA) ont conclu un accord de coopération visant à cofinancer un projet relatif à la mise en place de deux systèmes d'alerte avancée dans deux communautés sur l'île de Mbeta et dans le village de Kasaya. Ces systèmes permettent de diffuser des alertes sur les inondations et les catastrophes imminentes aux communautés qui vivent à proximité du fleuve principal. Ils sont utilisés pour la sécurité du public et facilitent l'échange d'informations entre les communautés locales et les organismes publics.

Dans le cadre de ses travaux sur les systèmes d'alerte avancée multirisques, l'UIT continue de promouvoir l'utilisation du protocole d'alerte commun (CAP), qui a été adopté dans le cadre de la [Recommandation UIT-T X.1303](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/T-REC-X.1303bis-201403-.pdf). Il s'agit d'un format simple mais général pour échanger, sur tout type de réseau, des alertes d'urgence pour tous les risques et des alertes destinées au public, en permettant de diffuser simultanément un message d'alerte cohérent sur un grand nombre de systèmes d'alerte différents, ce qui augmente l'efficacité de l'alerte tout en simplifiant la tâche d'alerte. Dans ce contexte, le protocole d'alerte commun permet aux autorités de diffuser des alertes rapides ou des avertissements au profit de toutes les populations et les communautés exposées à un risque, avec une portée mondiale grâce à l'utilisation de différentes technologies.

Entre 2018 et 2021, l'UIT a dispensé des formations sur ce protocole à plusieurs pays et régions, notamment les États arabes, dans le cadre d'ateliers régionaux organisés en [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2019/ICT4DRR/DRR.aspx) et [2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2020/CAP/CAP.aspx). L'UIT a accueilli [l'édition de 2020 de l'atelier sur la mise en œuvre du protocole d'alerte commun](https://preparecenter.org/initiative/common-alerting-protocol-implementation/common-alerting-protocol-workshop-2020/), qui s'est tenu les 29 et 30 septembre 2020.

Le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes, en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications (TRA) du Sultanat d'Oman, a organisé un atelier de formation sur le Protocole d'alerte commun (PAC) en juillet 2021. Cet atelier a mis en lumière les avantages que revêt l'utilisation du Protocole d'alerte commun (PAC) pour permettre aux autorités nationales de diffuser rapidement des avertissements ou des alertes précoces à toutes les personnes et les communautés menacées. L'atelier a réuni plus de 110 participants issus du secteur des TIC d'Oman, du Comité national de gestion des catastrophes, d'ONG nationales, d'organisations météorologiques et d'entités publiques et privées intervenant dans la gestion des catastrophes à Oman, y compris les établissements universitaires.

En 2020, pour renforcer encore les systèmes d'alerte avancée multirisques, l'UIT a noué un partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, l'OMM, l'UNESCO-COI et les Unions de radiodiffusion mondiales, en vue d'élaborer un projet intitulé "Les médias sauvent des vies. Ce projet a pour but de renforcer les capacités des organes de presse audiovisuelle et le rôle qu'ils jouent dans la chaîne d'alerte avancée, afin de diffuser des messages d'alerte précoce de manière précise et rapide, avant et pendant les catastrophes. Pour ce faire, des formations sont dispensées aux diffuseurs des stations de radiodiffusion sonore et télévisuelle. À ce jour, 675 professionnels des médias dans 30 pays de 4 continents (Afrique, Asie, Caraïbes et Pacifique) et 46 organismes de télévision et de radiodiffusion ont reçu une formation pour être à même de diffuser des informations fiables et des alertes précoces aux personnes menacées.

En avril 2021, l'UIT, en partenariat avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et l'Organisation météorologique mondiale, a lancé un Appel à l'action pour les alertes d'urgence, à l'occasion d'une manifestation qui s'est déroulée le 29 avril 2021 durant les Semaines des partenariats humanitaires de 2021. Cet appel à l'action vise à inviter tous les partenaires à appuyer les pays dans la mise en œuvre du protocole d'alerte commun, afin qu'ils puissent en tirer parti.

Afin de donner suite à l'Appel à l'action pour les alertes d'urgence, l'UIT et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge apportent leur concours à l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour la création d'un service d'assistance sur le Protocole d'alerte commun (PAC), qui vise à appuyer la mise en œuvre du Protocole PAC à l'échelle nationale au moyen de renseignements, de méthodes et d'outils destinés à promouvoir la coordination et à créer une communauté chargée d'appuyer la mise en œuvre du Protocole PAC à l'échelle mondiale. Le service d'assistance sur le Protocole PAC contribuera dans une large mesure aux efforts déployés actuellement par l'OMM pour créer le dispositif d'alerte multirisque mondial, (GMAS)auquel l'UIT participe également. Le premier atelier consacré au service d'assistance a eu lieu le 30 septembre 2021.

Plans nationaux pour les télécommunications d'urgence

Depuis 2018, et compte tenu des [lignes directrices mondiales pour les plans nationaux pour les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/NETP-guidelines.pdf) (NETP), des plans NETP ont été fournis à la République dominicaine, au Guatemala, à la Bolivie, au Vanuatu, au Samoa, à la Papouasie‑Nouvelle-Guinée, à Sainte-Lucie, à l'Équateur et au Pérou. L'UIT continue de fournir une assistance aux pays suivants en vue d'élaborer leur plan national pour les télécommunications d'urgence: Afghanistan, Somalie, Soudan, îles Salomon, Dominique, Grenade et Fidji. Plusieurs réunions en ligne ont été organisées au niveau national en vue de veiller à ce que ces plans soient élaborés selon les lignes directrices de l'UIT et une approche multi-parties prenantes faisant intervenir les différentes organisations travaillant dans le domaine de la gestion des catastrophes, par exemple les autorités nationales chargées de la gestion des catastrophes, les organisations s'occupant des questions météorologiques et hydrologiques, les organismes humanitaires, les acteurs des TIC des secteurs public et privé, les établissements universitaires, les médias, la société civile et les autorités des douanes.

Afin d'atteindre la cible 3.5 des buts stratégiques de l'UIT ("D'ici à 2023, tous les pays devraient avoir un plan national pour les télécommunications d'urgence dans le cadre de leurs stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe") et d'aider les pays à élaborer des plans NETP, l'UIT a entrepris plusieurs évaluations de référence au niveau régional, en vue de recenser les lois, réglementations et politiques nationales existantes qui régissent les télécommunications d'urgence. Ces évaluations permettront en outre d'apprécier les niveaux de maturité et de préparation de chaque pays concernant la résilience du secteur des télécommunications et de déterminer la manière dont l'UIT peut soutenir les efforts des pays en ce qui concerne l'atténuation et la gestion des risques de catastrophe. En 2021, trois évaluations régionales étaient en cours dans les États arabes, dans les îles du Pacifique et dans la région Amériques, y compris les îles des Caraïbes.

Appui fourni par l'UIT en matière d'intervention en cas de catastrophe

Depuis 2018, l'UIT a fourni un appui à [plusieurs pays](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx) frappés par des catastrophes naturelles, notamment aux pays suivants: Bahamas, Mozambique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Zimbabwe, Fidji et Haïti. L'appui fourni par l'UIT comprend le déploiement d'équipements de télécommunication par satellite et de personnel, dans le but de mettre en place une connectivité pour aider les pays à rétablir des liaisons de télécommunication vitales et de mettre en avant l'importance des équipements de télécommunication d'urgence. Lors des catastrophes survenues à Fidji (2020) et à Haïti (2021), l'UIT et le Réseau des télécommunications d'urgence ont pu tester la [Carte de connectivité en cas de catastrophe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Disaster-Connectivity-Maps.aspx#:~:text=%E2%80%8BDisaster%20Connectivity%20Maps%20is,before%20and%20after%20a%20disaster.) (DCM) pour contribuer à la planification des mesures d'intervention et à l'identification des insuffisances en matière de connectivité dans les zones sinistrées. La Carte DCM a aidé les premiers secours à déterminer l'état de l'infrastructure de réseaux de télécommunication, la couverture et la qualité de fonctionnement avant et après la catastrophe.

Afin d'élargir la portée des travaux de l'UIT dans le domaine des télécommunications d'urgence et d'appuyer et d'améliorer la coordination avec le secteur des télécommunications par satellite et les organismes humanitaires, l'UIT a adhéré en 2019 à la [Charte de connectivité en cas de crise](https://news.itu.int/why-itu-is-joining-the-crisis-connectivity-charter-doreen-bogdan-martin/), dont elle est devenue l'un des principaux signataires. Il s'agit d'un mécanisme créé entre le secteur des télécommunications par satellite et l'ensemble des organismes humanitaires, afin de rendre les moyens de communication par satellite plus facilement accessibles pour les partenaires humanitaires et les communautés frappées par des catastrophes. Cette Charte a été élaborée par l'Association pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique des opérateurs de satellites (ESOA) et le Global VSAT Forum (GVF) et leurs membres, en coordination avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies et le Réseau des télécommunications d'urgence du Programme alimentaire mondial.

Afin de répondre à la demande grandissante d'appui pour la fourniture d'équipements et de services de télécommunications d'urgence en cas de catastrophe, l'UIT a créé un fichier interne de candidats pour les télécommunications d'urgence. Des fonctionnaires de l'UIT disponibles et qualifiés ont été sélectionnés et suivront une formation sur le déploiement et l'utilisation des équipements de télécommunication de l'UIT actuels (et futurs). Ils pourront ensuite faciliter les travaux du Réseau des télécommunications d'urgence sur le terrain, en assurant la liaison avec les autorités et les acteurs sur place concernant l'importation et les conditions d'octroi de licences pour les équipements de télécommunication. En raison du COVID, aucun des candidats inscrits dans le fichier interne n'a été déployé en 2020 et 2021, mais les formations se poursuivent.

Renforcement des capacités

L'UIT a poursuivi ses activités de renforcement des capacités et de sensibilisation concernant l'importance de la gestion des catastrophes et les outils TIC disponibles pour la réduction des risques de catastrophe. Plusieurs [manifestations](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/ITU-Events.aspx) relatives à l'utilisation des TIC pour la gestion des catastrophes ont eu lieu entre 2018 et 2021. Au niveau mondial, l'UIT a organisé le 3ème Forum mondial sur les télécommunications d'urgence ([GET-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/GET-2019/default.aspx)) du 6 au 8 mars 2019, à l'invitation de l'Autorité des technologies de l'information et de la communication (ICTA) de Maurice. Le Forum GET-19 avait pour thème "*Innover ensemble pour sauver des vies: l'utilisation des technologies dans la gestion des catastrophes*". Le Forum a attiré environ 180 participants de 36 États Membres, représentant des organisations du secteur public et du secteur privé, à savoir des ministères, des régulateurs, des universités et des instituts de recherche, des organisations humanitaires, des banques de développement, des organisations régionales s'occupant de la gestion des catastrophes, des opérateurs de télécommunication, des entreprises du secteur des TIC et des organisations régionales et internationales.

Parmi les principaux thèmes de discussion, on peut citer l'importance d'envisager les effets potentiels des catastrophes lors de la planification de nouvelles infrastructures TIC; la nécessité d'accroître les niveaux d'accès aux TIC et d'utilisation de ces technologies; les perspectives qu'offrent la technologie et les TIC au service de la gestion des catastrophes et la nécessité de construire des réseaux plus résilients et des systèmes interopérables aux fins des efforts de coordination des interventions.

Les participants au Forum GET-19 ont réaffirmé la nécessité de renforcer la coordination et la coopération à tous les niveaux, l'importance des données et de la confiance, ainsi que la nécessité d'une compréhension collective de toutes les phases de la gestion des catastrophes. Lors du

Forum, le principe selon lequel toutes les actions et tous les programmes doivent être centrés sur la population a été renforcé: en effet, quand une catastrophe survient, c'est la population qui compte. Le Forum a également mis en évidence le fait que la phase de préparation en prévision des catastrophes est cruciale pour sauver des vies.

[Un atelier sur le Protocole d'alerte commun (PAC)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/GET-2019/CAP-2019-Agenda.aspx) a été organisé le 5 mars 2019, avant le Forum.

Des forums et ateliers régionaux consacrés à l'utilisation des TIC ont eu lieu dans la région Amériques (Caraïbes) en [2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/EVENTS/2018/20584.aspx) et 2021, dans la [région Europe et dans la région de la CEI en 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Events/2019/WO/Using-ICT-to-save-lives.aspx), et dans la région des États arabes en [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2019/ICT4DRR/DRR.aspx) et [2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2020/CAP/CAP.aspx). Plusieurs de ces manifestations comprenaient un exercice de simulation. Au niveau national, un atelier a été organisé en Tanzanie en [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/Tanzania/Workshop-Role-ICTs-DRR.aspx) sur l'utilisation des TIC pour la gestion des catastrophes. En collaboration avec l'USTTI (United States Telecommunications Training Institute), un webinaire public conjoint intitulé "[Renforcer la résilience en cas de catastrophe au moyen des télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Building-Disaster-Resilience-through-Emergency-Telecommunications-in-2020.aspx)" a été organisé les 15 et 16 décembre 2020. L'UIT a continué de travailler en collaboration étroite avec les organisations des Nations Unies partenaires, en particulier avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes.

Afin de continuer de renforcer les capacités dans le domaine des télécommunications d'urgence, [trois nouveaux modules de formation en ligne](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Information-session-and-virtual-launch-online-training-modules.aspx) ont été lancés en janvier 2021 et sont disponibles sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT. Ces modules portent sur l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (sur la base des lignes directrices de l'UIT relatives aux plans nationaux pour les télécommunications d'urgence), sur les lignes directrices pour l'organisation d'exercices de simulation théoriques (sur la base du guide élaboré conjointement avec le Groupe ETC) et sur des renseignements concernant la Convention de Tampere et ses avantages.

Le 6 juillet 2021, à l'occasion de la semaine sur le thème des technologies émergentes au service de la connectivité, le BDT et le Groupe spécialisé du TSB de l'UIT sur [l'intelligence artificielle au service de la gestion des catastrophes naturelles (FG-AI4NDM)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/Programme.aspx) ont organisé une session sur les [technologies de télécommunication émergentes au service de la gestion des catastrophes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/Programme.aspx), durant laquelle les participants ont examiné les nouvelles applications des technologies émergentes, ou les nouvelles utilisations des technologies existantes, dans le contexte des TIC au service de la gestion des catastrophes. Cette session a également été l'occasion de présenter le concept d'un nouveau recueil d'études de cas et d'un fichier d'experts du domaine que l'UIT souhaiterait mettre en place, pour connecter les parties prenantes concernées des secteurs public et privé ainsi que les établissements universitaires.

Dans le cadre de l'édition de 2021 du Sommet mondial sur la société de l'information, le BDT et l'OMM ont organisé une session consacrée à la [grande orientation C7 sur la cyberécologie](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2021/fr/Agenda/Session/398) ainsi qu'un [Dialogue de haut niveau](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2021/fr/Agenda/Session/417), en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, l'OMM et les Unions de radiodiffusion mondiales, dont l'objectif principal était de créer un kit pratique destiné aux professionnels des médias qui diffusent des informations sur les catastrophes et la résilience face aux catastrophes.

Carte de connectivité en cas de catastrophe (DCM)

À la suite d'une [proposition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2019/GET_2019/Partnerships-for-Saving-Lives-Disaster-Connectivity-Map-Concept-Note.pdf) présentée lors du Forum GET-19, l'UIT, en coopération avec le Réseau des télécommunications d'urgence (ETC) du PAM, a lancé l'élaboration d'une carte de connectivité en cas de catastrophe. Il s'agit d'une plate-forme de cartographie visant à aider les premiers secours à déterminer l'état de l'infrastructure de télécommunication, la couverture et la qualité de fonctionnement après une catastrophe. Les renseignements contenus dans ces cartes peuvent être utilisés à l'appui des processus décisionnels du personnel d'intervention issu des pouvoirs publics ou des organisations humanitaires sur les emplacements où les réseaux de télécommunications doivent être rétablis. Cette plate-forme est gérée par l'UIT avec l'appui de la GSMA. Un premier prototype de cette carte a été présenté lors d'un [webinaire conjoint UIT/ETC](https://itu.zoom.us/rec/share/flOV1MYUfGGXq6SiDeFXDfuAvPV5gnXjsStpbe4U_vkooKx7J9y6UtVS9uiCobkU.Ic8cp4a7NGcdKMHy).

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESInitiative AMS RI 1: Communications pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe– Un projet pour l'utilisation des TIC dans les situations d'urgence et de catastrophe dans la région des Caraïbes, appelé "[Projet WINLINK 2000](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/ACTVTS/PRJ/AMS-PRJ.aspx)", a débuté afin d'aider Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque et Saint-Kitts-et-Nevis à renforcer leurs capacités en matière de télécommunications d'urgence et à améliorer leurs interventions en cas d'urgence et de catastrophe, afin de sauver des vies. Il s'agit d'une alliance entre les organismes de secours d'urgence, les autorités de télécommunication et les associations de radioamateurs en vue d'installer des serveurs Winlink dans les pays bénéficiaires. La première phase de ce projet, qui a démarré en 2018, s'est achevée en 2019, bénéficiant aux pays suivants: République dominicaine, Costa Rica, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama. Depuis qu'il a été mis en place, le réseau Winlink a été utilisé pour toutes les situations d'urgence.– Dans le cadre du déploiement d'équipements de télécommunication d'urgence aux Bahamas après que l'ouragan Dorian a frappé le pays en septembre 2019, l'UIT a collaboré avec l'Autorité de réglementation des services d'utilité publique et de la concurrence (URCA) et d'autres parties prenantes afin de fournir une connexion Internet et d'autres services de connectivité à certains habitants des zones touchées.– En septembre 2017, l'UIT a déployé des équipements de télécommunication d'urgence en Dominique pour appuyer les opérations de secours menées suite au passage destructeur de l'ouragan de catégorie 5 Maria. Le déploiement s'est poursuivi jusqu'en février 2018.– En 2020, l'UIT, en collaboration avec l'Autorité des télécommunications de Trinité‑et‑Tobago (TATT) et l'Union des télécommunications des Caraïbes (CTU), a élaboré un avant-projet ainsi qu'un accord de coopération concernant le Kit pratique "mers intelligentes" pour la résilience face aux catastrophes dans les Caraïbes. Les documents ont été établis sous leur forme finale au premier trimestre de 2021. L'objectif du projet est de préserver la vie des petits pêcheurs des Caraïbes particulièrement vulnérables en améliorant les communications d'urgence en mer. – L'application "Virtual Vision", qui est une plate-forme de communication en temps réel pour la gestion des catastrophes, a été mise au point. Cette application permet de faciliter la communication directe en temps réel avant, durant et après une situation d'urgence ou une catastrophe. Cette application a été testée aux Bahamas début décembre 2019.– Un Forum multi-parties prenantes sur le rôle des télécommunications/TIC dans la gestion des catastrophes et la réduction des risques de catastrophe à l'intention des îles des Caraïbes a été accueilli par la Dominique en décembre 2018. Ce Forum visait à ouvrir la voie à une utilisation accrue des TIC dans la gestion des catastrophes et à répondre aux questions clés liées à l'usage optimal des TIC dans la réduction et la gestion des risques de catastrophe. Quatre pays (Antigua-et-Barbuda, Barbade, Guyana et Jamaïque) ont bénéficié de bourses du PAM négociées par l'UIT pour assister et participer au Forum et y présenter leurs profils nationaux.– Une consultation en ligne multi-parties prenantes sur l'élaboration d'un plan national pour les télécommunications d'urgence pour Sainte-Lucie a été organisée en juin 2021, en coopération avec le Ministère du logement, de la rénovation urbaine et des télécommunications de Sainte-Lucie. Ce plan a été élaboré en 2020.– Le Bureau régional de l'UIT pour la région Amériques a organisé un atelier en ligne sur le rôle des télécommunications/TIC dans la réduction et la gestion des risques de catastrophe dans la région Amériques du 14 au 16 septembre 2021. Lors de cet atelier, les participants ont présenté des exposés et mené des discussions sur la manière dont les solutions TIC et les technologies numériques peuvent être exploitées pour la gestion et la réduction des risques de catastrophe. La manifestation a réuni environ 60 participants.– L'UIT a déployé des équipements de télécommunication d'urgence en Haïti pour appuyer les opérations de secours menées suite aux dégâts causés par le tremblement de terre et la tempête tropicale Grace survenus en août 2021.Initiative ARB RI 1: Environnement, changements climatiques et télécommunications d'urgence– Une série de formations et d'ateliers ont été organisés sur la réduction des risques de catastrophe et la gestion des catastrophes, ainsi que sur l'utilisation des technologies modernes à des fins de suivi et d'alerte avancée dans la région des États arabes.– En juillet 2021, en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications du Sultanat d'Oman, l'UIT a organisé un atelier sur la mise en œuvre du Protocole d'alerte commun (PAC).– En mars 2021, l'UIT et l'Organisation des sociétés arabes du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge ont signé un accord-cadre de coopération pour unir leurs efforts et mobiliser des ressources en vue d'améliorer la connectivité et d'interconnecter les centres d'urgence des sociétés et des autorités nationales de tous les États arabes.Initiative ASP RI 5: Contribuer à la mise en place d'un environnement fiable et solide– Dans le cadre d'un projet commun avec le Département des communications et des arts (DoCA) de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les îles Salomon et Vanuatu ont bénéficié d'un appui en vue de consolider la planification des télécommunications d'urgence à l'échelle nationale et de renforcer leurs capacités. Des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence ont été élaborés pour ces îles du Pacifique, en consultation avec le Groupe ETC.– Des terminaux de réseau global large bande (BGAN) ont été expédiés aux îles Salomon à la suite du déversement de pétrole au large de l'île Rennell.– Les îles Salomon et Vanuatu ont amélioré leur capacité d'intervention en matière de télécommunications d'urgence, laquelle s'est avérée efficace pour faire face à une marée noire ([île Rennell](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx)) et un cyclone de catégorie 5 ([Harold](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx)), respectivement.– Dans le cadre du projet portant sur la mise en place une connectivité par satellite et le développement des télécommunications d'urgence dans le Pacifique (2014-2020), neuf pays de la région Asie-Pacifique (États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont bénéficié d'un appui avec une connectivité par satellite. Ce projet, signé en 2014, a été mis en œuvre avec les partenaires suivants: ITSO, Intelsat, Inmarsat et Kacific. Ces capacités de connectivité ont permis la prise en charge de cyberapplications dans les écoles, les communautés et les établissements de soins de santé, tout en servant de point de contact essentiel lorsque le cyclone Harold a frappé le Vanuatu. Une étude visant à évaluer les incidences du projet a été menée et a confirmé la demande concernant ces services, ainsi que l'importance de la connectivité par satellite dans les zones isolées et de l'infrastructure numérique pour la résilience et la fourniture de cyberapplications dans le Pacifique. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESEntre 2018 et 2020, trois manifestations ont été organisées conjointement avec le Groupe du Rapporteur pour la Question 5/2 (Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe) de la Commission d'études 2. La première manifestation, organisée en 2018 sur le thème "[*Évolution technologique, exercices TIC et entraînement à la gestion des catastrophes*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-2-oct18.aspx)", a permis d'échanger des données d'expérience et des connaissances sur des exercices efficaces de gestion des catastrophes, l'utilisation des systèmes de télécommunications d'urgence et d'autres moyens de renforcer l'état de préparation et la résilience, y compris la disponibilité et l'utilisation de technologies émergentes. La deuxième manifestation, organisée en 2019 sur le thème "[*Organisation d'entraînements et d'exercices sur les communications d'urgence au niveau national – Lignes directrices à l'intention des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays les moins avancés (PMA)*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-2-oct19.aspx)" a été l'occasion de souligner combien il était important d'organiser des exercices sur les télécommunications d'urgence au niveau national, afin d'évaluer et d'améliorer l'état de préparation en vue d'intervenir sans délai en cas de catastrophe. Enfin, le troisième atelier sur le thème "[*Environnement politique propre à permettre une gestion efficace des catastrophes, y compris de la pandémie de COVID-19*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q5-2-july14.aspx)", qui s'est tenu au format virtuel, portait sur l'importance de la préparation et de la mise en œuvre de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence, ainsi que de plans d'urgence spécifiques pour faire face à des menaces particulières, telles que les pandémies. Il a en outre été l'occasion de présenter des exemples de politiques garantissant une certaine souplesse lors du déploiement d'équipements de télécommunication d'urgence afin de faire face efficacement à une catastrophe. Un produit annuel, intitulé "[Projet de lignes directrices relatives à l'organisation d'exercices et d'entraînements sur les communications d'urgence au niveau national](https://www.itu.int/oth/D0723000005/en)", a été publié. |

# 7 Environnement – Créer une économie circulaire pour le secteur de l'électronique

Des données de meilleure qualité sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et des politiques mieux conçues en la matière

Dans le cadre du Partenariat mondial sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques (GESP), créé en 2017 par l'UIT, l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Association internationale des déchets solides (ISWA), le rapport "[Global E-waste Monitor 2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Toolbox/GEM_2020_def.pdf)" (Suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale pour 2020) a été publié en juillet 2020. Toutes les données de suivi sont disponibles sur le site web du GESP ([globalewaste.org](https://globalewaste.org/)), portail en ligne gratuit et accessible au public qui contient des données et des statistiques sur les DEEE pour la quasi-totalité des pays et des régions. En outre, plus de 150 publications relatives aux DEEE, publiées par des partenaires du système des Nations Unies, sont aisément disponibles via ce portail. Un cours de formation en ligne sur les statistiques liées aux déchets d'équipements électriques et électroniques sera dispensé prochainement sur ce portail à l'intention des fonctionnaires des bureaux nationaux de la statistique.

En 2020, une formation régionale sur les données relatives aux DEEE a été organisée dans la Fédération de Russie à l'intention des pays de la CEI, ainsi que de la Géorgie, du Turkménistan et de l'Ukraine; en 2019 en Tunisie à l'intention des États arabes et en Ouganda à l'intention des pays d'Afrique. Des formations ont également été dispensées au niveau national en 2018 en Tanzanie, en Jordanie et au Brésil.

La version définitive des rapports régionaux sur le suivi des DEEE est en cours d'élaboration, dans le cadre du partenariat GESP, dans les régions suivantes: Amériques, États arabes et Communauté des États indépendants. L'ensemble de ces rapports seront publiés avant la fin de 2021.

En septembre 2021, un nouveau projet a été signé avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en vue d'élaborer un rapport régional sur le suivi des DEEE pour les Balkans occidentaux.

Un autre nouveau projet a été signé avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et lancé [en collaboration avec l'EACO](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Harmonizing-regional-data-collection-in-East-Africa.aspx), pour aider les pays de l'Afrique de l'Est à harmoniser la collecte de données sur les DEEE.

Des formations régionales dans le domaine des statistiques sur les DEEE ont été organisées dans la Fédération de Russie à l'intention des pays de la CEI, ainsi que de la Géorgie, du Turkménistan et de l'Ukraine; en Tunisie à l'intention des États arabes et en Ouganda à l'intention des pays d'Afrique, en collaboration avec l'Organisation des communications de l'Afrique de l'Est (EACO). Des formations ont également été dispensées au niveau national en Tanzanie, en Jordanie et au Brésil.

Des politiques renforcées en matière de DEEE et une réglementation plus poussée en matière de gestion des DEEE

Depuis 2019, l'UIT fournit une [assistance technique](https://www.youtube.com/watch?v=bienIHFkock) en ce qui concerne l'identification des différents acteurs, l'organisation de consultations avec les parties prenantes et l'élaboration d'une politique nationale sur la gestion des DEEE en Namibie. En collaboration avec le ministère des TIC, plusieurs consultations des parties prenantes ont été menées de façon traditionnelle ou en ligne, et les consultations en ligne se sont déroulées de manière satisfaisante en 2020, malgré la pandémie de coronavirus. Plus de 15 ministères et de 10 conseils régionaux, des recycleurs, des importateurs et des producteurs régionaux ont été consultés lors du processus d'élaboration des politiques, dans le cadre d'une approche fondée sur la participation du public. Une [vidéo a été réalisée](https://www.youtube.com/watch?v=3Oj-jthAPAU) concernant l'assistance fournie à la Namibie.

Depuis le début de 2020, l'UIT aide le Malawi, par l'intermédiaire de l'Autorité de régulation des communications du Malawi et du Département des questions environnementales, à formuler une politique nationale sur la gestion des DEEE. En octobre 2020, 17 ministères et départements et 4 autorités locales ont été consultés en ligne. L'UIT se prépare actuellement à prêter un appui aux fins de l'élaboration de politiques à Bahreïn. Depuis le début de 2021, l'UIT apporte une assistance technique au Burundi pour élaborer une politique nationale de gestion des DEEE, et s'apprête à aider Bahreïn et la Mauritanie à concevoir des politiques. Parallèlement, l'UIT fournit une assistance technique à la République dominicaine pour élaborer une réglementation nationale en matière de gestion des DEEE.

En 2020, l'UIT a signé avec le Forum économique mondial (WEF) un projet visant à élaborer un kit pratique à l'intention des pays en développement et des marchés émergents – une attention particulière étant accordée à la région Afrique. Ce kit pratique comprend les composantes de base nécessaires à la mise en place d'un système juste et équitable de responsabilité élargie des producteurs (REP), faisant l'objet d'une bonne communication et financé de manière durable pour la gestion des DEEE. Le rapport relatif au kit pratique sur les [pratiques stratégiques relatives à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2021/Toolkit_Africa_final.pdf?csf=1&e=OHEtlM) a été publié en avril 2021 et une séance d'information a eu lieu début juin 2021.

Un module d'apprentissage en ligne sur mesure a été mis au point afin de permettre à l'UIT de fournir une assistance technique pour l'élaboration de politiques relatives aux DEEE. Lancé en mars 2021, le module d'apprentissage en ligne présente les principales notions de la gestion des DEEE, traite de l'élaboration de politiques en matière de responsabilité élargie du producteur (REP), donne des informations sur les rôles et responsabilités des parties prenantes et contient des suggestions de définitions. Ce module est disponible en français et en espagnol, et sa traduction en arabe est en cours.

Un nouveau projet d'envergure mondiale a été signé mi-septembre 2021 entre le PNUE et l'UIT, en vue d'intégrer le concept de responsabilité élargie du producteur dans les politiques et les réglementations, pour que les DEEE soient gérés de manière rationnelle. Le projet est destiné aux pays qui bénéficient actuellement de l'assistance de l'UIT pour élargir leurs activités, mais sera élargi à d'autres pays. Les pays visés sont les suivants: Botswana, Gambie, Ouzbékistan, Rwanda, Namibie et République dominicaine.

Appui technique concernant les DEEE

En 2019 et 2020, l'UIT a collaboré avec le Forum sur les DEEE dans le cadre de la préparation de la [Journée mondiale des déchets d'équipements électriques et électroniques (IEWD),](https://weee-forum.org/iewd-about/) qui se tient chaque année le 14 octobre. [L'édition de 2020](https://www.youtube.com/watch?v=AFqP6IEhf5Y) était axée sur le rôle des jeunes dans la gestion des DEEE. Dans le cadre des célébrations organisées à l'occasion de cette Journée, l'UIT a collaboré avec le Forum sur les DEEE à la publication d'un document de réflexion sur les [déchets liés à l'Internet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2020/Internet-Waste%202020.pdf?csf=1&e=iQq5Zi). Suite à cette publication, un [webinaire](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Events/Internet-Waste-Dialogue.aspx) a été organisé avec plusieurs sociétés informatiques et électroniques, des prestataires de services et des recycleurs. Le document de réflexion sur les déchets liés à l'Internet traite essentiellement des DEEE provenant des

infrastructures hertziennes utilisées pour la connectivité Internet mobile, des dispositifs connectés et du stockage de données et donne des exemples de réseaux mobiles, de dispositifs IoT et de centres de données. L'objectif de ce document est d'attirer l'attention sur les déchets provenant des infrastructures qui assurent la connectivité et sur la nécessité d'adopter des pratiques de gestion durable des DEEE dans les centres de données et les entreprises de télécommunication, compte tenu des prévisions de croissance. En vue de l'édition de 2021 de la Journée mondiale contre les DEEE (le 14 octobre), l'UIT collabore avec le Forum sur les DEEE, la GSMA et le Groupe Sofies pour élaborer un document de réflexion sur [la numérisation au service d'une chaîne de valeur circulaire pour les équipements électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Priority-Areas/Developing-Technology-Solutions.aspx). Un webinaire sera également organisé fin octobre sur ce sujet.

Coalition contre les déchets d'équipements électriques et électroniques

La [Coalition contre les déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Environment/Pages/Priority-Areas/UN-E-waste-Coalition.aspx) regroupe, à l'échelle du système des Nations Unies, des institutions et des programmes qui partagent une vision commune en vue de résoudre le problème que posent les DEEE dans le monde. L'UIT a joué un rôle essentiel dans le regroupement de ces entités, qui a finalement donné naissance à la Coalition. Plusieurs manifestations ont été organisées par la Coalition des Nations unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques, notamment deux dialogues de haut niveau dans le cadre du Forum du SMSI. [À l'occasion du premier dialogue, organisé en 2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Building-an-E-waste-Coalition.aspx), des institutions du système des Nations Unies ont signé une lettre d'intention, et lors du [second, organisé en 2019, trois nouvelles institutions du système des Nations Unies ont rejoint la Coalition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Building-the-E-waste-Coalition.aspx). Les participants à ces deux manifestations se sont pour l'essentiel employés à mettre en place la Coalition des Nations Unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques. La Coalition a également organisé une manifestation parallèle lors de la quatorzième réunion de la conférence des Parties aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. Les participants à cette manifestation parallèle ont axé leurs travaux sur le [passage à des chaînes d'approvisionnement inverses durables et responsables dans une économie circulaire pour le secteur de l'électronique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Sustainable-and-Responsible-Reverse-Supply-Chains.aspx). L'UIT a assuré temporairement la fonction de secrétariat de la Coalition, entre novembre 2020 et mai 2021. Le PNUE assume désormais cette fonction temporaire.

Partenariat pour l'électronique circulaire

L'UIT a contribué à la [Feuille de route et à la vision pour le Partenariat pour l'électronique circulaire](http://cep2030.org/) (CEP), qui regroupe le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD), le Forum économique mondial, l'Alliance Responsible Business, le Conseil pour l'électronique verte, la plate-forme en vue d'accélérer l'économie circulaire et la Global Enabling Sustainability Initiative. Il a pour ambition de modifier les conditions du secteur de l'électronique afin de contribuer à la réalisation des ODD, en appliquant les principes de l'économie circulaire.

Sur la base de la Feuille de route, l'UIT a également copublié le rapport intitulé "[A New Circular Vision for Electronics](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/ewaste/A-New-Circular-Vision-for-Electronics-Time-for-a-Global-Reboot.aspx)" (*Une nouvelle vision circulaire de l'électronique*), présenté lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos (Suisse) tenue en 2019. L'UIT est actuellement en discussion avec le WBCSD afin de continuer de contribuer au CEP, éventuellement en tant que partenaire officiel.

Changements climatiques

En juillet 2021, l'UIT a établi un mémorandum d'accord avec le Partenariat PNUE-Université technique du Danemark (DTU), afin de coopérer et d'entretenir des relations de travail étroites sur la question de la transformation numérique durable. Ce mémorandum concerne l'élaboration de programmes de recherche conjoints sur la transformation numérique durable et la participation à ce programme, ainsi que l'organisation d'ateliers, de manifestations et de conférences de sensibilisation ou d'échange d'informations et la participation à ceux-ci.

Depuis mars 2021, l'UIT travaille avec un groupe d'étudiants en Master de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève sur un projet de recherche de fin d'études intitulé "ICTs for Climate Change Action" (Les TIC au service de la lutte contre les changements climatiques). Ce projet vise à comprendre comment mettre à profit les technologies numériques qui se font jour pour atténuer les effets négatifs des changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie en Afrique subsaharienne, en se concentrant en particulier sur l'Internet des objets (IoT).

Depuis février 2021, dans le cadre de la priorité thématique "Environnement", le BDT travaille avec l'Académie de l'UIT pour examiner et mettre à jour le programme de formation sur les TIC et les changements climatiques, qui comprend 6 modules obligatoires et 15 modules facultatifs relatifs aux changements climatiques et à l'économie circulaire.

Partenariats noués avec les initiatives de l'ONU relatives aux changements climatiques:

− Depuis avril 2021, l'UIT participe activement à la Coalition pour la viabilité écologique à l'ère du numérique (CODES) dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour la coopération numérique. L'UIT fait également partie du groupe de rédaction du rapport intitulé "A Digital Planet for Sustainability – Working towards an Acceleration Plan for Digital Environmental Sustainability" (Une planète numérique au service de la durabilité – élaborer un plan d'accélération de la viabilité écologique à l'ère du numérique).

− En août 2021, l'UIT a rejoint le partenariat à l'échelle des Nations Unies intitulé [UN4NAPs](https://unfccc.int/UN4NAPs), qui vise à renforcer l'assistance technique fournie aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement pour concevoir et mettre en œuvre des Plans d'adaptation nationaux (NAP). Le BDT donnera suite aux demandes formulées par les États Membres, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des technologies novatrices pour les évaluations, la planification et la mise en œuvre des techniques d'adaptation, et l'accès aux informations et aux données d'expérience d'autres pays relatives à l'utilisation de ces techniques.

− Depuis mai 2021, l'UIT fait partie du réseau de praticiens dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, dans le cadre de [l'Alliance pour les biens publics numériques](https://digitalpublicgoods.net/what-we-do/). Le réseau, dirigé par l'UNICEF et le Ministère des affaires étrangères de la Norvège, travaille essentiellement sur l'utilisation des données ouvertes pour les services climatiques et météorologiques en faveur de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et de la réduction des risques de catastrophe. Le BDT coopère actuellement avec le secrétariat de l'Alliance et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), en vue de rédiger un appel à l'action sur la mise à disposition, à titre gratuit, d'ensembles de données météorologiques et climatiques ouvertes en tant que biens publics numériques.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESInitiative AMS RI 1: Communications pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe– En 2019, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC qui s'est tenue dans la région des Caraïbes, on a sensibilisé davantage la population aux effets néfastes des changements climatiques en plantant des arbres dans de nombreuses écoles, en collaboration avec des régulateurs, des ministères de l'éducation et des organisations non gouvernementales (ONG) au niveau local.– Le BDT a mis en œuvre le projet pilote visant à créer une usine de traitement des DEEE, élaboré conjointement avec l'Université de La Plata (Argentine). Le [projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/ewaste/E-waste-pilot-plant.aspx) a été mis en œuvre avec succès en 2018.– En 2021, l'UIT a collaboré avec la République dominicaine en vue de renforcer le cadre réglementaire du pays en matière de DEEE.Initiative ARB RI 1: Environnement, changements climatiques et télécommunications d'urgence– Un appui est actuellement fourni à Bahreïn et à la Mauritanie en vue de l'élaboration de politiques nationales de gestion des DEEE.– L'élaboration de l'outil de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques dans la région des États arabes, qui permettra de recueillir des statistiques sur ce type de déchets dans la région et de les perfectionner, est en cours d'achèvement. Cet outil de suivi permettra d'améliorer la disponibilité et la qualité des données et l'élaboration de politiques et de réglementations et d'accroître la sensibilisation dans le cadre d'ateliers sur le renforcement des capacités. En outre, les données sur les DEEE seront communiquées aux décideurs, aux médias et aux autres parties prenantes concernées.– [L'UIT, l'UNU et le PNUE ont organisé conjointement une manifestation régionale virtuelle](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2020/WEEE/WEEE.aspx) en décembre 2020. L'atelier était axé sur les DEEE et la transition vers une harmonisation régionale des politiques, des réglementations et des normes nationales en matière de DEEE dans la région des États arabes.Initiative ASP RI 5: Contribuer à la mise en place d'un environnement fiable et solide– [L'atelier de sensibilisation à la politique relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Workshop-on-E-waste-India.aspx), qui s'est tenu en 2019 à Hyderabad (Inde), a été organisé conjointement par les principaux organismes du Gouvernement indien ainsi que l'UNU, l'OIT, l'OMS et le PNUE. Lors de cet atelier, des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont été menées, et des recommandations ont été formulées concernant les travaux futurs qui seront effectués en Inde sur le thème des DEEE, y compris l'élaboration d'un outil de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques dans l'ensemble du pays. En janvier 2021, l'UIT, le PNUE et l'UNU ont organisé une séance d'information au titre du suivi.Initiative AFR RI 1: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation– La Namibie et le Malawi bénéficient actuellement d'un appui sur le plan des politiques générales pour l'élaboration de politiques nationales de gestion des DEEE, tandis qu'une assistance ciblée au niveau national est fournie à la Namibie, au Malawi et au Botswana pour la collecte et l'amélioration des données et des statistiques sur les DEEE. En 2021, l'UIT, l'UNITAR et l'EACO ont signé un nouveau projet pour apporter un appui concernant les données et les statistiques relatives aux DEEE.Initiative CEI RI 4: Suivi de l'état écologique ainsi que de la présence et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles– L'UIT appuie le projet en cours sur le suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle régionale ainsi qu'en Géorgie, au Turkménistan et en Ukraine, qui est mis en œuvre par le Programme sur les cycles durables (SCYCLE) conjointement avec l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Une réunion régionale a eu lieu en Russie en janvier 2020 et un webinaire en ligne sur la législation, la gestion et les statistiques relatives aux DEEE a été organisé en novembre 2020, afin de suivre les progrès accomplis dans le cadre des activités au titre des projets.– L'UIT aide le Kirghizistan à concevoir une infrastructure de données spatiales (SDI), plate-forme commune qui stocke et fournit des données relatives à la surveillance et à la cartographie des ressources en eau et du climat et facilitera la prise de décisions politiques et réglementaires dans l'ensemble de l'Asie centrale. L'infrastructure SDI héberge des données en associant la télédétection, l'analyse géospatiale, les mesures sur site et la communication de données au niveau régional. Elle améliore l'échange de données spatiales entre les services publics et les organisations et facilite l'accès à l'information dans toute la région pour qu'il soit possible de les découvrir, de les consulter et de les télécharger. En 2021, l'UIT a achevé la première phase de la conception de l'infrastructure SDI, lors de laquelle cette infrastructure a été déployée et alimentée avec les données initiales, puis utilisée par l'Agence de gestion des ressources en eau de la République du Kirghizistan. En 2021, l'UIT a continué de travailler avec le Kirghizistan pour poursuivre la numérisation de l'infrastructure SDI et l'alimenter avec des données provenant de la région d'Issyk-Kul. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESTrois manifestations ont été organisées au titre de la Question 6/2 (*Les TIC et l'environnement*) confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D. Une séance sur les [politiques, les stratégies et les cadres relatifs aux déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2018/session-Q6-2-oct18.aspx) a été organisée en octobre 2018. Un atelier sur les TIC d'avant-garde au service de la [lutte](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q6-2-oct19.aspx) contre les changements climatiques, qui a rassemblé des acteurs issus de secteurs participant à la mise au point de TIC d'avant-garde, telles que les mégadonnées et les techniques d'observation de la Terre dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques, s'est tenu en octobre 2019. Un [webinaire sur les TIC au service de la lutte contre les changements climatiques et de la reconstruction d'économies plus soucieuses d'écologie après le COVID-19,](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q6-2-july15.aspx) au cours duquel les participants ont examiné les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et la façon dont les TIC contribuent à la reconstruction des économies d'une manière écologiquement responsable au lendemain du COVID-19, a été organisé en juillet 2020. Les contenus échangés ainsi que les enseignements tirés durant l'atelier ont servi de contribution pour le [rapport final sur la Question 6/2](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/10/01/08/28/Information-and-communication-technologies-and-the-environment). |

# 8 Réseaux et infrastructure numériques: Faire en sorte que tout un chacun dispose d'une connectivité fiable

Cartographies du large bande de l'UIT

Identifier la disponibilité des infrastructures des TIC et les lacunes pour connecter les populations: La recherche et la validation de données pour les [cartes du large bande](https://itu.int/map-public) de l'UIT ont été améliorées pour donner une image plus claire de l'infrastructure de réseau et des possibilités d'investissement, afin de faire le point sur la situation en matière de connectivité dans le monde. Les données de l'UIT gérées sur les réseaux de transmission mondiaux fournissent des informations précieuses émanant de plus de 540 opérateurs et de 16 millions de kilomètres d'autoroutes de l'information à haut débit (réseaux dorsaux). En superposant les données relatives aux infrastructures TIC et les données propres aux secteurs (par exemple écoles, technologies financières, centres de santé, etc.), la cartographie des infrastructures des TIC large bande appuie en permanence les activités et les projets essentiels de l'UIT visant à fournir une connectivité fiable pour tous les chemins d'impact du BDT. On peut citer à titre d'exemple la cartographie des écoles réalisée dans le cadre de l'initiative [Giga](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Initiatives/GIGA/Pages/default.aspx), qui utilise à la fois les données sur l'emplacement des écoles et les données sur les infrastructures, et [l'Initiative en faveur de l'inclusion financière](https://www.itu.int/en/myitu/News/2020/10/06/07/37/Mapping-financial-inclusion-Mexico-FIGI) (FIGI).

Kit pratique sur la planification des activités pour le déploiement de l'infrastructure: Afin de parvenir à l'accès universel, une fois que les infrastructures et les lacunes sont identifiées, les décideurs doivent planifier la viabilité financière des nouveaux réseaux déployés. Dans ce contexte, le [Kit pratique élaboré par l'UIT en 2019 pour la planification des activités dans le domaine des infrastructures TIC](https://news.itu.int/itu-publishes-new-ict-infrastructure-business-planning-toolkit/) vise à mettre à la disposition des régulateurs et des décideurs une méthode claire et d'utilité pratique pour réaliser une évaluation économique précise des plans proposés pour la mise en place et le déploiement d'une infrastructure large bande. Ce kit pratique constitue un manuel concret à l'usage des régulateurs et des décideurs qui œuvrent à renforcer le déploiement du réseau large bande et l'accès à ce réseau. Il porte sur les principales caractéristiques d'une bonne planification économique pour le développement de l'infrastructure TIC, donne des explications sur les bonnes pratiques relatives aux plans d'installation et de déploiement de l'infrastructure et à l'évaluation de leur faisabilité sur le plan économique en vue d'appuyer la prise de décisions. Il fournit des exemples quantitatifs des projets les plus populaires, comme les projets de construction de réseaux dorsaux à fibres optiques, de réseaux hertziens large bande (y compris de réseaux 4G) ou de réseaux d'accès FTTH (fibre jusqu'au domicile).

La première "Formation de l'UIT sur la planification des activités pour le déploiement de l'infrastructure TIC" a été organisée de manière virtuelle en novembre 2020, via le portail de l'Académie de l'UIT, et les plans concrets pour les activités ont été élaborés par les participants. En 2021, deux formations à l'intention de l'Afrique et de l'Europe ont été organisées. De plus amples informations sont disponibles [ici](https://itu.int/go/maps).

Projet pour la connectivité sur le dernier kilomètre

Le [projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2019/Workshop%20Kyiv/Aminata%20Garba%203%20Last%20Mile%20Connectivity%20Kiev.pdf) pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été lancé en vue de susciter l'élaboration de nouvelles stratégies collaboratives propres à permettre à tout un chacun de bénéficier d'une connectivité universelle efficace. Il comprend des lignes directrices et des ressources additionnelles destinées à aider les États Membres à surmonter les problèmes liés à la connectivité sur le dernier kilomètre, notamment une base de données d'études de cas relatives à la connectivité sur le dernier kilomètre et des outils interactifs de diagnostic et décisionnels concernant la connectivité sur le dernier kilomètre. Il offrira également des services de renforcement des capacités et une assistance pour la mise en œuvre, en aidant les États Membres à planifier, concevoir et mettre en œuvre des solutions concernant la connectivité sur le dernier kilomètre, et notamment à recenser les zones non connectées et à fournir des avis spécialisés sur le choix de solutions durables du point de vue technique, financier et réglementaire. Ce projet devrait permettre aux partenaires d'échanger des ressources et d'adopter une approche plus globale, selon laquelle le large bande est considéré comme une infrastructure de base d'utilité publique et un instrument de développement socio-économique.

En 2020, le Guide des solutions pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été publié. Il est disponible [ici](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-TND-01-2020&media=paper).

Nouvelles tendances technologiques

Les travaux du BDT sur les nouvelles tendances technologiques comprennent une publication thématique annuelle sur les technologies qui se font jour, un forum sur les nouvelles technologies et un défi en matière d'innovation dans le domaine des technologies émergentes et du renforcement des capacités. Il s'agit d'une manifestation annuelle dont le thème change chaque année et qui porte sur certaines technologies émergentes en particulier et sur plusieurs ODD.

L'objectif de cette initiative est de promouvoir le déploiement à grande échelle des technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle, l'IoT, les mégadonnées, les satellites en orbite basse et la 5G pour contribuer à la réalisation des ODD. En outre, grâce à l'échange de données d'expérience et de solution et à la mobilisation d'un large éventail de parties prenantes aux niveaux international, régional et national, cette initiative vise à promouvoir des partenariats, à améliorer la participation des parties prenantes et à améliorer la portée des initiatives régionales existantes qui mettent en avant les nouvelles technologies au service du développement.

En 2020, la [première édition de cette initiative](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/05/04/12/23/Emerging-technology-trends-Artificial-intelligence-big-data-for-development-4) a été créée. Elle portait sur l'intelligence artificielle et les mégadonnées au service du développement.

[L'édition de 2021 de la manifestation de l'UIT ayant pour thème "Les technologies émergentes au service de la connectivité"](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/default.aspx) a eu lieu en juillet. Elle comprenait environ 25 sessions et a réuni 595 participants. Environ 154 intervenants y ont pris la parole. En outre, des activités de développement des capacités ont été menées dans le cadre de cinq cours de formation. Les présentations, les enregistrements et les rapports sont disponibles sur le [site web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/Programme.aspx) de la manifestation.

Projet de création d'un centre d'expertise sur le protocole IPv6 et l'Internet des objets UIT/MUST

Le projet mis en œuvre par l'UIT et l'Université des sciences et technologies de la Malaisie (MUST) vise essentiellement à fournir un appui aux États Membres en ce qui concerne le passage progressif du protocole IPv4 (Protocole Internet version 4) au protocole IPv6 (Protocole Internet version 6) pour l'infrastructure de l'Internet des objets (IoT), l'IPv6 sur les réseaux 5G, l'IPv6 pour l'industrie 4.0, le déploiement de services et d'applications et la sensibilisation par le biais d'une assistance technique, de formations ou d'ateliers. Plusieurs formations et ateliers ont été organisés à cet effet en 2019 et ont été dispensés en ligne en 2020, en anglais et en arabe. Plus de 150 jeunes professionnels ont acquis une certification dans les domaines informatiques susmentionnés.

Le large bande au service de la connectivité rurale

Afin de faire face aux problèmes d'alimentation électrique pour les communications rurales, l'UIT élabore un guide sur les solutions énergétiques durables et innovantes pour la connectivité large bande, qui sera également utilisé dans le cadre du projet Giga visant à connecter les écoles. En outre, ce guide sera utilisé pour les communautés écologiques intelligentes dans le cadre des solutions essentielles destinées à connecter les zones rurales aux réseaux large bande.

Le projet mis en œuvre par l'UIT et la Fondation McCaw pour les pays de la région Afrique a été exécuté et est sur le point d'être achevé. Les principaux résultats sont les suivants:

– Au Burundi, 437 institutions ont été connectées à l'Internet à large bande, dont des universités, des écoles, des hôpitaux, des organismes publics et des coopératives.

– Au Burkina Faso, les écoles et les services d'administration publique de dix villes ont été raccordés à un réseau large bande. Quatorze écoles ont bénéficié d'un accès à des réseaux informatiques et ont été dotées d'équipements et d'une connexion Internet, afin de permettre la mise en place du cyberenseignement dans le système éducatif.

– À Djibouti, 116 institutions ont été connectées à l'Internet à large bande grâce à une infrastructure de réseau large bande 4G, dont 48 écoles, 45 hôpitaux/dispensaires et 23 organismes publics/ministères.

– Au Rwanda, plus de 50 écoles publiques et 40 établissements de santé ont été connectés à l'Internet à large bande.

– À Eswatini, le projet est au stade final de sa mise en œuvre, qui consiste à installer un réseau hertzien large bande 4G LTE afin de desservir 20 zones rurales.

Initiative de politique et de régulation pour le numérique en Afrique (PRIDA)

L'initiative de politique et de régulation pour l'Afrique a été lancée afin de promouvoir un accès hertzien large bande qui soit accessible et abordable pour tous dans l'ensemble de l'Afrique, afin de tirer parti des avantages futurs des services Internet. Cette initiative ambitieuse, qui sera menée à bien sur une durée de trois ans et demi, s'inscrit dans un [projet multi-parties prenantes](https://www.youtube.com/watch?v=6NYLHZqeEvo) de l'Union européenne, de l'Union africaine et de l'UIT. À ce jour, les principaux résultats sont les suivants:

– Organisation de huit ateliers de renforcement des capacités, durant lesquels 573 ingénieurs de 48 autorités de régulation ont suivi une formation.

– Publication du rapport technique: "Analyse du cadre législatif et réglementaire actuel et de l'utilisation du spectre, à l'heure actuelle et dans un avenir proche".

– Publication des rapports techniques "Lignes directrices sur la réglementation de l'utilisation des fréquences radioélectriques sur la base du Règlement des radiocommunications de l'UIT, des Recommandations, Rapports et Manuels de l'UIT-R, de cadres d'harmonisation régionale, d'études de cas, de l'expérience acquise par les pays et de consultations régionales" et "Lignes directrices relatives à la gestion du spectre pour la mise en œuvre des IMT en Afrique", "Rapport sur l'évaluation des accords de coordination transfrontières actuels en Afrique", "Rapport sur la version actuelle de la méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique (HCMA)" et "Examen de la sensibilisation aux questions d'égalité entre femmes et hommes dans le cadre du projet PRIDA".

Conformité et interopérabilité des produits et réseaux TIC

Les produits TIC sont les indicateurs de l'économie numérique. Dans le cadre du programme de conformité et d'interopérabilité (C&I), le BDT dirige la mise en œuvre du pilier 3 (renforcement des capacités) et 4 (assistance aux membres) et fournit une assistance en ce qui concerne les cadres pour l'entrée sur le marché des dispositifs TIC.

Des formations sur la conformité et à l'interopérabilité ont été dispensées à des pays anglophones et francophones de la région Afrique, afin de renforcer les capacités en ce qui concerne le taux d'absorption spécifique, les fréquences radioélectriques, les champs électromagnétiques et la télévision numérique de Terre.

L'UIT a aidé la Mauritanie et Djibouti à mettre en place leurs systèmes C&I et à envisager la conclusion d'un accord régional de reconnaissance mutuelle. En outre, les capacités ont été renforcées dans des domaines liés à l'homologation et aux fréquences électromagnétiques, dans le cadre de formations sur la conformité et l'interopérabilité dispensées dans la région des États arabes.

Un programme mondial de formation dans le domaine de la conformité et de l'interopérabilité (CITP) est en cours d'élaboration. Le CITP, qui servira de référence pour le transfert de connaissances sur la conformité et l'interopérabilité, repose sur la mise en œuvre réussie du Programme de formation sur la gestion du spectre (SMTP).

Les modules du CITP sont notamment les suivants: cadre de conformité et d'interopérabilité; création d'accords de reconnaissance mutuelle pour l'entrée sur le marché; et orientations à l'intention des jeunes développeurs dans le domaine de l'IoT qui souhaitent pénétrer les marchés nationaux et mondiaux en proposant leurs produits.

Un livre blanc sur les activités menées récemment par l'UIT en matière de conformité et d'interopérabilité et sur l'environnement futur de la conformité et de l'interopérabilité a commencé à être élaboré en 2020, en coordination avec les Commissions d'études concernées de l'UIT-R, de l'UIT-T et de l'UIT-D, et devrait être établi sous sa forme définitive en 2021.

Gestion du spectre: Résolution 9 (Rév.Buenos Aires, 2017) de la CMDT

On trouvera dans le tableau ci-dessous un résumé des activités menées par l'UIT en vue de mettre en œuvre la Résolution 9 relative à la gestion du spectre. Le [Document INF/3](https://www.itu.int/md/D18-TDAG28-INF-0003/en) contient de plus amples informations à cet égard. Ce tableau donne un aperçu par thème de l'assistance fournie et du nombre d'activités menées à bien. Le [Document INF/3](https://www.itu.int/md/D18-TDAG28-INF-0003/en) contient un résumé de l'assistance fournie aux États Membres sur des questions de gestion du spectre, par région.

| Thème | Nombre d'activités |
| --- | --- |
| – Aide à la sensibilisation des décideurs nationaux à l'importance d'une bonne gestion du spectre pour le développement économique et social du pays | 26 |
| – Formation et diffusion de la documentation disponible à l'UIT | 19 |
| – Aide à la mise au point de méthodes d'élaboration des tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences et de redéploiement du spectre | 13 |
| – Aide à la mise en place de systèmes automatisés de gestion et de contrôle des fréquences | 7 |
| – Aspects économiques et financiers de la gestion du spectre | 10 |
| – Aide à la préparation des conférences mondiales des radiocommunications (CMR) et au suivi ainsi qu'à la mise en œuvre de leurs décisions | 16 |
| – Aide à la participation aux travaux des commissions d'études compétentes de l'UIT-R et de leurs groupes de travail | 8 |
| – Passage à la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre | 1 |
| – Assistance pour déterminer les moyens les plus efficaces d'utiliser le dividende numérique | 9 |
| – Nouvelles technologies et approches en matière d'utilisation du spectre | 22 |
| – Méthodes novatrices en matière d'octroi de licences pour l'utilisation du spectre | 12 |
| – Fourniture d'une assistance en cas de brouillages causés par des dispositifs qui ne sont pas exploités conformément aux attributions de fréquences nationales | 5 |
| – Fourniture d'une assistance en vue de trouver des solutions aux problèmes des brouillages saisonniers causés par la propagation anormale des ondes radioélectriques | 1 |
| – Amélioration et formation relatives au SMS4DC (système de gestion du spectre pour les pays en développement) | 11 |
|  Total | 160 |

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESInitiative AFR RI 5: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation en Afrique– Le premier [Forum mondial pour les réfugiés](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/News.aspx?ItemID=205) a eu lieu en décembre 2019 à Genève. L'UIT, le HCR et la GSMA ont parrainé une session visant à examiner les enjeux que suppose la fourniture d'une connectivité pour les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés qui les accueillent. Cette manifestation a marqué le point culminant d'une collaboration étroite au service des futurs programmes et projets nationaux visant à offrir une connectivité efficace aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent en Afrique.Initiative RI 3 de la région Asie-Pacifique: Promouvoir le développement des infrastructures pour améliorer la connectivité numérique– L'UIT continue d'actualiser [**sa cartographie interactive en ligne des réseaux de transmission de Terre**](https://www.itu.int/itu-d/tnd-map-public/fr/) pour la région Asie-Pacifique, contenant les données relatives à plus d'un million de kilomètres de réseau. L'étude intitulée "[Optimiser la disponibilité de la connectivité internationale dans le Pacifique"](https://www.itu.int/pub/D-PREF-BB.GDI_AP-2018) (2018), élaborée en partenariat avec l'Association des télécommunications des îles du Pacifique (PITA) et avec l'appui du Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications de l'Australie (DITRDC), ainsi que l'évaluation et la cartographie de la connectivité des réseaux TIC (au Pakistan et en Afghanistan) ont permis de fournir des données de qualité aux fins de l'actualisation des cartes.– À mesure que les réseaux IMT-2020 (5G) sont déployés en Asie-Pacifique, le renforcement des capacités est un domaine d'activité essentiel du Bureau régional pour l'Asie-Pacifique. Plus de 530 participants ont bénéficié d'une formation dans le domaine de la 5G dans le cadre des Centres d'excellence de l'UIT en Asie-Pacifique.– La gestion du spectre demeure l'un des domaines dans lesquels l'UIT reçoit le plus de demandes de la part des Membres. Le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique poursuit ses efforts visant à répondre aux demandes des Membres dans ce domaine important, notamment au moyen d'activités spécifiques relatives au système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC) (Lao (R.d.p.), Afghanistan, Mongolie, Samoa et tous les membres du Pacifique) afin d'automatiser la gestion du spectre dans les pays. Suite à l'assistance fournie par l'UIT, le Gouvernement des Tonga a adopté le tableau NTFA et le Gouvernement du Samoa a adopté la politique sur les points IXP.– Compte tenu des problèmes de taille auxquels sont confrontés les administrations et les régulateurs en ce qui concerne les questions qui se font jour dans le domaine des TIC, le Bureau régional de l'UIT pour la région Asie-Pacifique a mené à bien des études sur les assignations de fréquence radioélectriques identifiées pour les IMT dans la région Asie‑Pacifique, le codéploiement de l'infrastructure TIC et de l'infrastructure énergétique, et l'évaluation des incidences du projet de connectivité par satellite dans le Pacifique. Le Bureau régional a en outre conclu un partenariat avec ADB sur la connectivité numérique et les constellations satellitaires LEO, en vue de recenser les possibilités pour la région Asie-Pacifique.– L'assistance fournie par l'UIT a débouché sur la formulation d'un nouveau projet régional, financé par l'Australie, dans le cadre de l'initiative Connect2Recover et d'un autre projet sur la résilience de l'infrastructure, financé par le Gouvernement japonais, en vue d'accélérer les efforts de rétablissement après la pandémie de COVID-19.Initiative AMS RI 2: gestion du spectre et passage à la radiodiffusion numérique– Un séminaire régional de formation à la gestion du spectre pour les Caraïbes a été organisé, afin d'améliorer le niveau et la vitesse de la connectivité des TIC dans les pays de la région.– En 2019, une assistance technique spécialisée a été fournie au Ministère des sciences, de l'énergie et des technologies et à l'Autorité de gestion du spectre de la Jamaïque, en vue de concevoir un cadre national relatif à l'octroi de licences pour l'utilisation du spectre dans le pays, afin d'améliorer la connectivité des TIC. – En 2020, l'UIT a mis en œuvre un projet visant à déterminer la valeur économique des bandes de fréquences des 700 MHz et des 2,5 GHz en Équateur.– Le Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie (IPEC), organisé chaque année de 2018 à 2021, s'est tenu en ligne en 2020 et 2021. Il a essentiellement porté sur l'assistance à fournir aux pays en ce qui concerne les questions réglementaires et financières.– Une assistance dans le domaine de la gestion du spectre a été fournie au Guyana, par l'intermédiaire de l'Unité nationale de gestion des fréquences (NFMU).– Un séminaire sur la gestion du spectre pour les îles des Caraïbes a eu lieu en décembre 2019.– L'UIT a mis en œuvre un projet en collaboration avec le Ministère des technologies de l'information et de la communication (MinTIC) de la Colombie, afin d'élaborer plusieurs études, analyses et propositions concernant: i) le diagnostic et l'actualisation des Plans techniques nationaux pour la radiodiffusion sonore (PTNRS); ii) la définition d'une stratégie technologique pour la radiodiffusion en MA et MF; iii) les nouvelles technologies de radiodiffusion; iv) le projet de manuel de bonnes pratiques pour l'assemblage des stations radioélectriques; v) les spécifications techniques pour un outil de gestion et de commande des plans PTNRS fondé sur le web et les concessionnaires de radiodiffusion; et vi) les résultats des activités de formation et d'échange dans le secteur.– L'UIT a mis en œuvre un projet aux côtés du Ministère des TIC de la Colombie, en vue d'élaborer un diagnostic et un examen concernant l'assignation du spectre dans le cadre d'un processus de sélection objectif.– L'UIT a mis en œuvre un projet aux côtés du Ministère des TIC de la Colombie, afin de définir, sur le plan stratégique, la mise en œuvre des bonnes pratiques internationales relatives à l'attribution du spectre aux services de télécommunications mobiles internationales (IMT). L'UIT a également mis en œuvre un projet visant à fournir des conseils et un appui au Ministère de TIC pour l'élaboration d'activités à caractère général favorisant une meilleure utilisation des TIC, en vue de la transformation numérique.– Un projet est en cours afin de fournir une assistance technique pour valider, planifier et mettre en œuvre l'octroi de permis pour l'utilisation du spectre pour les IMT et appliquer des bonnes pratiques en vue d'améliorer le taux de pénétration de l'Internet en Colombie (2021).– L'UIT et l'Agence nationale du spectre de la Colombie (ANE) ont signé un accord de coopération, afin d'unir leurs efforts pour promouvoir la recherche, la connaissance et la diffusion d'informations sur le spectre des fréquences radioélectriques et collaborer sur l'identification, l'analyse et la mise en œuvre des tendances et des bonnes pratiques en matière de gestion, de planification, d'administration, de surveillance et de contrôle du spectre des fréquences radioélectriques.– En 2021, l'UIT et l'ANE ont signé un projet visant à mener des études économiques et techniques pour permettre à l'ANE de formuler des recommandations à l'intention du Ministère des TIC de la Colombie concernant la définition et l'adoption d'une politique nationale sur les services de radiodiffusion sonore numérique.– La cinquième "Conférence annuelle sur la gestion du spectre en Amérique latine" et un "Atelier sur le spectre et les réseaux communautaires" ont été organisés dans le cadre du Forum mondial, en septembre 2018. Cette manifestation a réuni 167 participants inscrits, issus de 16 pays (dont 12 pays d'Amérique latine).– En septembre 2018, une formation de l'UIT et de l'ITSO sur les communications par satellite a été organisée à Quito (Équateur). Quarante‑quatre délégués du Brésil, de l'Équateur et du Paraguay ont participé à cette manifestation. Les 44 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– En avril 2019, une deuxième version de la formation UIT/ITSO sur les communications par satellite a été fournie à Asuncion (Paraguay). Quarante‑huit délégués de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay ont participé à cette manifestation. Les 48 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– Du 2 au 29 novembre 2020, une troisième version de la formation UIT/ITSO sur les communications par satellite a été fournie en ligne (en raison des restrictions concernant les voyages liées à la pandémie mondiale). La manifestation a réuni 48 délégués de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, des États-Unis, de l'Uruguay et du Venezuela. Quarante-deux (42) des 48 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– L'UIT a dispensé une formation gratuite en espagnol sur les modules de base du Programme de formation sur la gestion du spectre. En 2019 et 2020, plus de 340 professionnels de la région, principalement issus des pouvoirs publics, ont obtenu une certification. Les demandes concernant ce programme en langue espagnole demeurent nombreuses, et l'UIT continuera de proposer un plus grand nombre de modules de base en 2021.– Du 22 au 26 avril 2019, l'UIT a organisé une formation régionale sur les communications par satellite à Asuncion (Paraguay). Quarante-neuf personnes ont suivi la formation, et quarante-huit d'entre elles ont effectué et réussi l'examen.– Des études relatives aux incidences de la 5G sur les secteurs de production du Chili et du Pérou ont été présentées aux pouvoirs publics respectifs de ces pays en 2020.Initiative CEI RI 5: Promouvoir des solutions novatrices et des partenariats dans le domaine de la mise en œuvre des technologies de l'Internet des objets et de leur interaction dans les réseaux de télécommunication, y compris les réseaux 4G, les réseaux IMT-2020 et les réseaux de prochaine génération, en faveur du développement durable– L'UIT a mis sur pied à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie) un Centre international de recherche, de développement et de test des nouveaux équipements et services et des nouvelles technologies (phase 1 du projet mis en œuvre conjointement avec Rostelecom) et s'emploie à connecter d'autres pays de la région et à créer un laboratoire virtuel distribué de tests de conformité et d'interopérabilité (phase 2 du projet).– Une série de cours de formation et de manifestations spécifiques ont été organisés au niveau régional, afin de répondre à la forte demande exprimée par les membres (concernant la gestion du spectre, la technologie VoLTE, la 5G, les réseaux futurs). Toutes ces manifestations ont été organisées en coopération avec l'UIT-T et l'UIT-R. L'atelier régional sur le lancement et l'expérience opérationnelle des réseaux 5G (IMT‑2020) organisé en 2021 était notamment axé sur l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques.– En 2019, la troisième conférence annuelle sur la gestion du spectre dans la région de la CEI et les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'un atelier de l'UIT sur la manière d'assurer des communications exemptes de brouillages compte tenu de l'état actuel de la technologie, ont été organisés à Minsk (Bélarus). En décembre 2020 et en septembre 2021, les séminaires régionaux sur la gestion du spectre ont été organisés de façon virtuelle.– En juin 2021, l'UIT a fourni une assistance ciblée à l'Arménie dans le cadre de l'initiative mondiale Connect2Recover et dispensé aux opérateurs de télécommunication une série de formations sur l'utilisation des différents outils de l'UIT (cartographie de l'infrastructure large bande, connectivité sur le dernier kilomètre). L'UIT procède actuellement à une évaluation de la résilience de l'infrastructure. Des formations analogues sur l'utilisation des outils liés au large bande et à l'infrastructure ainsi que des études connexes seront organisées au Kirghizistan en octobre 2021. Région des États arabes: Internet des objets, villes intelligentes et mégadonnées– Une série de forums annuels consacrés à l'Internet des objets et aux villes intelligentes ont été organisés pour favoriser le développement durable et la transformation numérique dans la région des États arabes. Ces forums étaient axés sur les technologies mobiles de cinquième génération (5G) et la manière dont elles transformeront le paysage en vue du déploiement à grande échelle de l'Internet des objets, de l'intelligence artificielle, des mégadonnées et des villes intelligentes, en particulier dans la région des États arabes.– Une semaine sur le thème des technologies émergentes a été organisée en 2019 et 2020 (l'édition de 2020 s'adressait à la région des États arabes et à la région Afrique). Les activités menées dans le cadre de cette manifestation visaient à promouvoir le déploiement de l'Internet des objets, de l'intelligence artificielle et des mégadonnées pour édifier des villes et des sociétés intelligentes dans la région des États arabes, dans le but de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable, à la transformation numérique et à la concrétisation du Nouveau Programme pour les villes dans la région des États arabes. En outre, un défi a été organisé en 2020 sur le thème de l'intelligence artificielle au service du développement et quatre lauréats d'exception de la région des États arabes et de la région Afrique ont été sélectionnés.– Un centre régional d'expertise de l'UIT sur le protocole iPv6 et l'Internet des objets sera inauguré en novembre 2021, en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications du Soudan (TPRA) et avec son appui. L'objectif principal de ce centre est d'aider les États Membres à assurer une transition progressive et gérée correctement entre le Protocole Internet version 4 (IPv4) et le Protocole Internet version 6 (IPv6) pour l'infrastructure de l'Internet des objets, l'IPv6 pour les réseaux 5G, l'IPv6 pour l'industrie 4.0, le déploiement de services et d'applications et la sensibilisation par le biais de sessions théoriques et pratiques.Initiative EUR RI 1: Infrastructure large bande, radiodiffusion et gestion du spectre– Une série d'ateliers et de séminaires ont été organisés, afin d'examiner des questions telles que l'avenir de la télévision, la cartographie de l'infrastructure et des services large bande de Terre, l'économie numérique et les radiocommunications. Les Forums régionaux sur la réglementation, organisés chaque année, et les tables rondes régionales des régulateurs dans le cadre du GSR ont offert d'autres tribunes permettant aux régulateurs européens d'examiner les tendances qui se font jour.– Une série de documents d'information et d'études ont été élaborés en ce qui concerne la 5G, la connectivité, les champs électromagnétiques, la cartographie de l'infrastructure large bande et l'investissement.– Des évaluations régionales sur la mise en œuvre de la 5G dans les pays non-membres de l'Union européenne et sur les champs électromagnétiques ont été réalisées.– La conférence sur le Techritoire de la 5G pour les États baltes s'est tenue à Riga (Lettonie) avec l'appui de l'UIT, et continue de servir de plate-forme de coopération sous-régionale.– Une assistance technique a été fournie à l'Albanie et à Moldova dans le domaine du spectre radioélectrique. En outre, une politique relative au large bande a été élaborée au profit de l'Albanie. Le Monténégro bénéficie d'une assistance en ce qui concerne le protocole IPv6, l'objectif étant d'examiner l'état de préparation en vue du passage au protocole IPv6 et d'œuvrer en faveur de la création d'un laboratoire IPv6.– Une initiative spéciale pour la mobilisation régionale reposant sur l'officialisation de la coopération entre l'UIT et les autorités nationales a été lancée, afin d'améliorer l'ensemble de données utilisées dans les cartes interactives des réseaux de transmission de l'UIT.– Un projet régional sur l'appui aux systèmes de cartographie des possibilités d'investissement dans l'infrastructure large bande en Europe du Sud-Est a été mis au point. Une série de réunions ont été organisées afin de tirer parti des capacités des pays. Des documents d'information sur les systèmes de cartographie ont été élaborés. Ils prendront la forme de lignes directrices, qui sont en cours d'élaboration et devraient être publiées au quatrième trimestre de 2021. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESTrois produits annuels (documents) des Commissions d'études de l'UIT-D ont été élaborés et publiés, à savoir:[**Tendances observées dans le domaine de la radiodiffusion: nouvelles technologies, nouveaux services et nouvelles applications**](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/OngoingWork.aspx) (Question 2/1, document publié en juillet 2019): Ce document donne des informations sur les dernières tendances dans le domaine de la radiodiffusion, notamment les scénarios concernant les nouveaux services fondés sur les technologies les plus récentes. Il met en évidence les travaux menés à bien au sein de l'UIT-T et présente les incidences économiques et réglementaires pour les utilisateurs finals, les parties prenantes et les organismes de régulation.[Réflexions sur la structure des coûts du passage au numérique, y compris en ce qui concerne de nouveaux services et de nouvelles applications](https://www.itu.int/oth/D0723000001/en) (Question 2/1, document publié en mai 2020): Ce document donne un aperçu de l'évolution des services de radiodiffusion et des incidences financières importantes du passage au numérique. Il fournit des précisions sur les éléments de coût à prendre en compte lors de la planification et de la mise en œuvre des mesures à prendre pour que le passage à la radiodiffusion numérique et l'arrêt de l'analogique soient un succès.Ces deux documents sont présentés de manière plus détaillée dans le [rapport final sur la Question 2/1](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/27/08/38/Strategies---policies---regulations-and-methods-of-migration-and-adoption-of-digital-broadcasting).[**Solutions en matière de développement du large bande et de connectivité au large bande pour les zones rurales et isolées**](https://www.itu.int/oth/D0723000002/en) (Question 5/1, document publié en mai 2020): Ce document aborde les principaux problèmes que pose la connectivité dans les zones rurales isolées, à savoir une infrastructure d'appui insuffisante, un relief accidenté, l'illettrisme, le coût élevé de l'installation d'infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les problèmes de politique générale. Il recommande aux régulateurs, aux décideurs et aux opérateurs des solutions permettant de remédier à ces problèmes. Deux ateliers ont été organisés à l'occasion des réunions du Groupe du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D tenues en septembre 2019. [L'atelier sur la connectivité rurale](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-1-sept19.aspx) a mis en avant les principaux problèmes, par exemple sur le plan des coûts, qui se posent pour ce qui est de connecter les populations des zones rurales. Il a été noté que ce ne sont ni le spectre, ni la couverture qui font obstacle aux efforts visant à connecter ceux qui ne le sont pas encore. [L'atelier sur la mise en œuvre de projets en matière de large bande](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q1-1-sept19.aspx) a permis de présenter des exemples de réussite et de signaler les difficultés rencontrées dans le cadre de projets de ce type dans toutes les régions géographiques. Les conclusions de ces ateliers ont permis d'étoffer le [rapport final sur la Question 5/1](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/22/13/20/Telecommunications-ICTs--for-rural-and-remote-area). Un atelier sur le thème "Conformité et interopérabilité des TIC: défis pour les pays en développement" a été organisé à l'occasion de la réunion sur la Question 4/2 (Assistance aux pays en développement concernant la mise en œuvre des programmes de conformité et d'interopérabilité et lutte contre la contrefaçon d'équipements TIC et le vol de dispositifs mobiles) confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D. Cette manifestation a permis d'examiner et de proposer des solutions concernant les produits TIC en tant que catalyseurs des ODD, les moyens de collaboration innovants et les nouvelles technologies (en particulier l'IoT). Les informations échangées lors de l'atelier ainsi que les enseignements tirés alimenteront le Rapport final sur la Question 4/2. Le programme et les exposés de l'atelier sont disponibles à cette adresse.Dans le cadre de la Question 4/2, quatre illustrations sur la conformité et l'interopérabilité dans l'environnement des TIC ont été élaborées: 1) Pourquoi la conformité et l'interopérabilité? 2) Cadres de C&I; 3) Des sociétés ultra-connectées grâce aux dispositifs TIC; 4) Lutter contre la contrefaçon de dispositifs TIC. Ils sont téléchargeables [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Technology/Pages/ConformanceandInteroperability.aspx).Un [tutoriel sur l'intelligence artificielle et les technologies émergentes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/tutorial_AI_oct19.aspx) organisé à l'UIT parallèlement aux réunions des Groupes du Rapporteur des Commissions d'études de l'UIT-D en 2019, a permis aux États Membres, aux Membres de Secteur et au personnel de l'UIT d'en savoir plus sur l'intelligence artificielle et les possibilités et les défis dans ce domaine. Des formateurs et des intervenants issus d'établissements universitaires, du secteur privé et d'organismes publics ont fait connaître leurs vues, et les discussions ont mis en évidence certaines questions en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, l'éthique et la responsabilisation. **Un webinaire a été organisé en juillet 2020 sur le** [thème des services de radiodiffusion pour lutter contre le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q2-1-july03.aspx). Il portait essentiellement sur la manière dont les radiodiffuseurs contribuent à la lutte contre la crise sanitaire mondiale liée au COVID-19, en favorisant une prise de conscience de la société et en fournissant des informations ainsi qu'en répondant aux nouveaux besoins de communication. Les intervenants ont présenté des études de cas sur le rôle des radiodiffuseurs dans l'atténuation de la crise, ainsi que sur les nouveaux services et les nouvelles applications qui peuvent être mis à profit pour aider les populations, notamment l'apprentissage en ligne et les interventions en cas d'urgence.Le Guide des solutions pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été présenté à la quatrième réunion plénière de la Commission d'études 1 de l'UIT-D organisée le 26 mars 2021. Le Corapporteur pour la Question 1/1 était l'une des personnes ayant contribué à son élaboration.Le 23 avril 2021, un atelier de l'UIT sur l'avenir de la télévision dans la région Asie-Pacifique a permis de diffuser les conclusions issues des rapports finals des Commissions d'études de l'UIT‑D, notamment en ce qui concerne la [Question 2/1](https://www.itu.int/fr/myitu/publications/2021/07/27/08/38/strategies%20-%20policies%20-%20regulations%20and%20methods%20of%20migration%20and%20adoption%20of%20digital%20broadcasting/). |

# 9 Politique et réglementation: Appuyer les cadres politiques et réglementaires collaboratifs au service du développement du marché numérique

Colloque mondial des régulateurs

La 19ème édition du [Colloque mondial des régulateurs (GSR-19),](http://www.itu.int/gsr19) qui s'est tenue à Port-Vila (Vanuatu) du 9 au 12 juillet 2019, a réuni plus de 325 participants, notamment des ministres, des directeurs d'Autorités de régulation et des dirigeants d'entreprises de 64 pays. Le thème du GSR-19 était "*Connectivité inclusive – L'avenir de la régulation*". Le GSR-19 a adopté des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques sur le thème "Accélérer la mise en place de la connectivité numérique pour tous". Ces lignes directrices préconisent l'élargissement des réseaux sur le dernier kilomètre, pour permettre à tout un chacun de participer à l'économie numérique et de tirer parti de la transformation numérique.

[La 20ème édition du GSR](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/GSR/2020/Pages/default.aspx) a eu lieu de façon entièrement virtuelle en septembre 2020. Lors de cette 20ème édition, des régulateurs des TIC du monde entier ont célébré 20 années d'évolution des cadres réglementaires. À l'occasion du 20ème anniversaire du GSR, les participants ont essentiellement fourni des orientations pratiques sur les mesures qui peuvent être prises pour parvenir à une connectivité efficace au service de la transformation numérique. Le GSR-20 a adopté un ensemble de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques ayant pour thème "[Le modèle de référence en matière de réglementation du numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2020/Documents/GSR-20_Best-Practice-Guidelines_Final_E.pdf)". GSR-20 a attiré plus de 2 448 participants, et la page web de la manifestation a été consultée plus de 90 695 fois. En outre, des discussions sous forme de tables rondes des régulateurs régionaux, des manifestations parallèles et une formation ont été organisées en ligne durant l'été 2020, dans le cadre de la série de manifestations associées au GSR, en collaboration avec des membres, des experts, des associations régionales de régulateurs et d'autres partenaires.

Le [Programme GSR-21](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/GSR/2021/Pages/default.aspx) (GSR+) s'est tenu en mode virtuel sous la forme d'une série de manifestations régionales et virtuelles interconnectées organisées dans toutes les régions entre avril et juin 2021, afin d'examiner les perspectives, les difficultés et les solutions innovantes dans le domaine de la réglementation au niveau régional en vue des sessions mondiales principales, qui se tiendront du 21 au 25 juin 2021 et auront pour thème: "*La réglementation au service de la transformation numérique: promouvoir une connectivité, un accès et une utilisation ouverts à tous*". Les sessions principales (GSR-21), qui se sont tenues en ligne du 21 au 25 juin, ont réuni 637 participants dont 439 délégués provenant de 115 États Membres, parmi lesquels figuraient des représentants de ministères, des responsables d'autorités de réglementation et des dirigeants du secteur privé. Les conclusions de l'édition de 2021 du GSR ont été intégrées aux autres travaux en vue de la CMDT-21, avec lesquels une harmonisation sera recherchée, et le traditionnel Débat des hautes personnalités sera une étape dans le cadre de la manifestation En route pour Addis. Les lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR-21 sont inspirées de la sagesse collective acquise lors des éditions de ces vingt dernières années afin de dégager les modèles permettant un renforcement de la réglementation, de manière à déployer une infrastructure numérique ouverte, résiliente et universelle pour faire face aux bouleversements sociaux et économiques qui se produisent dans le monde entier.

Les incidences positives du large bande et de la réglementation des TIC

Une série de rapports ont permis de quantifier les incidences économiques positives du large bande, de la transformation numérique et de l'interaction de la réglementation des TIC aux [niveaux régional et mondial](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDR-2018). Les principaux résultats de la modélisation économétrique par région indiquent qu'une augmentation de 10% du taux de pénétration du large bande mobile entraînerait une augmentation de 2,46% du PIB par habitant dans la [région Afrique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AFR-2019), contre 1,73% dans la [région Amériques](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AM), 1,82% dans la [région des États arabes](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_ARS-2019), 0,51% dans la [région Asie-Pacifique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AP-2019), 1,25% dans la [région de la CEI](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_CIS-2020) et 2,1% dans la région Europe. [*L'édition de 2020 du rapport intitulé "Incidences du large bande, de la généralisation du numérique et de la réglementation des TIC sur l'économie mondiale"*](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Economic-Contribution.aspx) expose six mesures concrètes ambitieuses qui optimiseront les incidences sur le plan économique des décisions stratégiques en matière d'investissement dans les TIC, et contient des recommandations concrètes visant à renforcer les répercussions sur l'économie.

L'édition de 2021 du rapport "[Incidences des politiques, de la réglementation et des institutions sur l'efficacité dans le secteur des TIC](http://handle.itu.int/11.1002/pub/817bc896-en)" s'appuie sur une modélisation économétrique pour déterminer avec précision les incidences des cadres réglementaire et institutionnel sur le fonctionnement du secteur des TIC et sa contribution aux économies nationales. La modélisation a permis de recueillir des informations nouvelles appuyées par des données faisant autorité sur l'évolution de la régulation des TIC depuis 2007, l'Outil de suivi réglementaire des TIC et un ensemble mondial de données économiques sur les marchés des TIC.

L'édition de 2021 du rapport de l'UIT "[Financer l'accès universel aux technologies et aux services numériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2021/Documents/Publications/GSR21_Financing%20Universal%20Access%20To%20Digital%20Technologies%20And%20Services.pdf)*"* fournit des orientations sur les cadres politiques et réglementaires nécessaires pour inciter le secteur privé à contribuer davantage au financement de la connectivité universelle, pour faciliter l'accès à celle-ci et son adoption, et présente les modèles économiques possibles pour déployer des projets et des initiatives du côté de l'offre et de la demande à l'ère du numérique.

L'UIT a largement contribué à l'élaboration du rapport du Groupe de travail de la Commission "Le large bande au service du développement durable" sur le projet "Moonshot" d'infrastructure numérique pour l'Afrique, intitulé "*[Connecting Africa Through Broadband A strategy for doubling connectivity by 2021 and reaching universal access by 2030](https://broadbandcommission.org/Documents/working-groups/DigitalMoonshotforAfrica_Report.pdf)*" (*Connecter l'Afrique grâce au large bande: Une stratégie pour doubler le taux de connectivité d'ici à 2021 et parvenir à un accès universel à l'horizon 2030*). Ce rapport vise à quantifier le coût de la réduction de l'écart dans le domaine du large bande en Afrique et fournit une feuille de route et un plan d'action en vue de parvenir à une connectivité large bande universelle dans la région d'ici à 2030.

Le rapport de l'UIT "[Connecting Humanity – Assessing investment needs of connecting humanity to the Internet by 2030"](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/pages/publications.aspx?lang=en&media=electronic&parent=D-GEN-INVEST.CON-2020) (*Connecter l'humanité – Évaluer les investissements nécessaires pour connecter toutes les personnes à l'Internet d'ici à 2030*) permet d'estimer les investissements nécessaires pour garantir une connectivité large bande universelle et abordable pour l'humanité tout entière avant la fin de la décennie. Cette étude a été menée avec le concours de l'Arabie saoudite, dans le cadre du rôle que joue l'UIT en tant que partenaire pour le partage des connaissances du Groupe spécial sur l'économie numérique de la présidence du G20.

#REG4COVID – Plate-forme mondiale pour la résilience des réseaux

Face à la crise mondiale liée au Covid-19, l'UIT a créé la plate-forme mondiale pour la résilience des réseaux [(#REG4COVID](https://reg4covid.itu.int/)), afin de donner des informations sur les initiatives que les régulateurs et les opérateurs du monde entier ont prises pour faire en sorte que les communautés restent connectées, dans des domaines aussi essentiels que la disponibilité et l'accessibilité, y compris financière, du large bande, la protection des consommateurs, la gestion du trafic et les télécommunications d'urgence. L'UIT a d'abord examiné les mesures d'intervention immédiates et se penche désormais sur la phase de rétablissement afin de répondre aux questions suivantes: Quelle est la prochaine étape? Les mesures sont-elles durables? Comment les cadres réglementaires ont-ils évolué? Quelles sont les tendances politiques et réglementaires à long terme qui ont été mises en place par les différents groupes de parties prenantes et au profit de ces groupes? Quelles sont les solutions qui fonctionnent? Lesquelles ne fonctionnent pas?

Une série de manifestations virtuelles de haut niveau sur la coopération numérique ont été organisées au titre de l'initiative #REG4COVID, parmi lesquelles le [webinaire #1: Connectivité – Évaluation de la situation](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/Speeches.aspx?ItemID=253) et le [webinaire #2: Connectivité: Bonnes pratiques: ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/Speeches.aspx?ItemID=255). Tout en axant les efforts sur les besoins immédiats durant la crise liée au COVID-19, le [Plan d'action conjoint pour le développement numérique de l'UIT, de la GSMA, de la Banque mondiale et du Forum économique mondial](https://www.itu.int/fr/Pages/covid-19.aspx) ainsi que les manifestations connexes de haut niveau se sont concentrés sur les mesures immédiates permettent de favoriser la résilience des réseaux et de garantir l'accès aux services numériques et leur accessibilité financière.

La plate-forme #REG4COVID présente également des travaux de recherche et des analyses sur des questions d'actualité, par exemple [l'analyse REG4COVID](https://sway.office.com/4AcrlY9R4BMemONI), la publication "First overview of key initiatives in response to COVID-19" (*Premier aperçu des principales initiatives prises pour faire face au COVID-19*); [l'édition de 2020 du rapport "Pandemic in the Internet Age: communications industry responses](https://reg4covid.itu.int/wp-content/uploads/2020/06/ITU_COVID-19_and_Telecom-ICT.pdf)" (*Pandémie à l'ère de l'Internet: les réponses du secteur des communications*); un rapport publié en 2021, intitulé "[Pandemic in the internet age: From second wave to new normal, recovery, adaptation and resilience](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/05/11/08/52/Pandemic-in-the-Internet-age)" (*Pandémie à l'ère de l'Internet: de la deuxième vague à la nouvelle normalité en passant par le rétablissement, l'adaptation et la résilience*); des documents de travail sur [la connectivité sur le dernier kilomètre dans le contexte du COVID-19](https://reg4covid.wpengine.com/wp-content/uploads/2020/11/FINAL_Last-Mile-Connectivity_Covid.pdf), sur [les conséquences économiques du COVID-19 sur l'infrastructure numérique – Rapport d'une table ronde d'économistes](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.COV_ECO_IMPACT-2020) et sur [le secteur des télécommunications au lendemain du COVID-19 (rapport de la septième Table ronde d'économistes de l'UIT)](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/05/11/08/10/The-telecommunication-industry-in-the-post-COVID-19-world). Dans le cadre de l'initiative REG4COVID, une déclaration conjointe intitulée "[Renforcer la connectivité numérique dans le contexte du COVID-19" a en outre été adoptée par les participants au Forum mondial sur la gouvernance, dans le cadre du Dialogue sur les partenariats en matière de connectivité, à l'occasion du 75ème anniversaire de l'ONU](https://reg4covid.itu.int/wp-content/uploads/2020/09/UN75_Partnership_Statement_PD_final.pdf).

Outil d'évaluation de la réglementation des TIC de l'UIT

L'out[il de suivi réglementaire des TIC](https://www.itu.int/net4/itu-d/irt/#/tracker-by-country/regulatory-tracker/2019) de l'UIT a été publié afin d'appuyer les décisions stratégiques essentielles. Il comprend 50 indicateurs qui s'articulent autour de quatre axes: organisme de réglementation, mandat réglementaire, régime réglementaire et cadres de la concurrence; les données sont disponibles pour la période comprise entre 2007 et 2019.

L'édition de 2020 du Rapport "[Perspectives d'évolution de la réglementation des TIC dans le monde](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/giro20.aspx)" contient des recherches ciblées uniques en leur genre, des données factuelles ainsi que des conseils pratiques visant à aider les régulateurs à instaurer une réglementation collaborative de cinquième génération.

En 2020 et 2021, une large consultation auprès des États Membres de l'UIT, des spécialistes de la réglementation et d'autres parties prenantes a permis à l'UIT de recueillir des idées et de les intégrer dans un processus de réflexion conceptuelle et dans un [examen par des spécialistes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2021/Documents/Publications/G5Benchmark_ReviewBoardReport_21062021.pdf) visant à améliorer le cadre des critères de référence pour la réglementation de cinquième génération (G5 Benchmark) en le complétant par les principaux éléments d'un modèle réglementaire de nouvelle génération, et de réaliser une série d'études de cas de pays sur les cadres réglementaires et institutionnels et la gouvernance collaborative dans divers pays issus de différentes régions. Les [études de cas](https://gen5.digital/publications/) sont axées sur la promotion d'une meilleure compréhension du rôle et de l'impact de la collaboration et de la gouvernance collaborative, ainsi que sur l'utilisation de nouveaux outils pour réglementer les marchés des TIC.

Le [G5 Accelerator](https://gen5.digital/g5-benchmark/) (accélérateur de la réglementation de cinquième génération) regroupe des outils et des ressources utiles offrant un appui pratique progressif aux pays qui ont déjà entrepris ou envisagent d'opérer leur transformation numérique. Un ensemble d'indicateurs complémentaires, dont l'[Outil de suivi réglementaire des TIC](https://app.gen5.digital/tracker/metrics?_ga=2.112709892.163813749.1631883040-233529912.1625821663&_gl=1*1hkdbqv*_ga*MjMzNTI5OTEyLjE2MjU4MjE2NjM.*_ga_27GW57NRWK*MTYzMTg4MzAzOS4xOC4xLjE2MzE4ODMwODIuMA..), outil factuel visant à aider les décideurs et les régulateurs à passer de la première à la quatrième génération de réglementations, et les critères de référence pour la réglementation de cinquième génération ([G5 Benchmark](https://gen5.digital/g5-benchmark/)), sont à la disposition des décideurs et des parties prenantes pour leur permettre de mieux comprendre les interactions entre les politiques réglementaires, les marchés et la croissance économique sur les marchés des TIC et du numérique. Ces outils permettent aux pays de s'orienter vers la transformation numérique et d'élaborer des feuilles de route personnalisées, afin d'accélérer les progrès et d'accroître l'efficacité

Le laboratoire [ICT Policy Impact Lab](https://app.gen5.digital/lab?_gl=1*jyvqug*_ga*MjMzNTI5OTEyLjE2MjU4MjE2NjM.*_ga_27GW57NRWK*MTYzMTg4MzAzOS4xOC4wLjE2MzE4ODMwMzkuMA..&_ga=2.116715526.163813749.1631883040-233529912.1625821663) détermine les incidences des politiques réglementaires et des cadres institutionnels sur le fonctionnement du secteur des TIC et sa contribution aux économies nationales. Il présente également des données sur les incidences des réformes sur l'investissement. Ce laboratoire de simulation s'appuie sur des données empiriques fournies par 145 pays entre 2008 et 2019 et a été créé pour aider les régulateurs et les décideurs du secteur des TIC à donner un nouveau souffle aux marchés du numérique et à relancer l'économie de leurs pays.

Formation sur la réglementation

Plusieurs sessions de formation ont été organisées à l'intention des régulateurs au sujet des politiques, de la réglementation et de l'évolution du marché dans le domaine du numérique, et des approches réglementaires collaboratives au service de la transformation numérique.

Dans le cadre de l'Académie de l'UIT, la GSMA a organisé à l'occasion du GSR-19 une session de formation à l'intention des décideurs et des régulateurs, pour leur donner un avant-goût des politiques relatives à la concurrence dans le secteur des TIC et de la téléphonie mobile. La session a consisté en une introduction d'une demi-journée sur le sujet, fondée sur le contenu d'un cours de formation de deux jours donnant lieu à une accréditation de l'UKTA (United Kingdom Telecoms Academy), concernant les politiques relatives à la concurrence à l'ère du numérique, cours qui a été proposé en ligne aux décideurs et aux régulateurs dans le cadre de l'Académie de l'UIT en 2019.

L'UIT, l'USTTI et le Groupe de la Banque mondiale (WBG) ont œuvré en collaboration pour organiser une formation aux bonnes pratiques réglementaires à Nairobi (Kenya), à l'intention de responsables d'Eswatini, d'Éthiopie, du Kenya, de la Somalie, du Soudan du Sud et de la

Sierra Leone. Ce programme d'une durée de trois jours, organisé avec l'appui important fourni par l'Autorité des communications du Kenya et l'Union africaine des télécommunications (UAT), portait sur le rôle de régulateur indépendant des communications, les cadres pour l'octroi de licences et les bonnes pratiques réglementaires propres à stimuler l'investissement.

En prévision de la célébration de la 20ème édition du GSR (en 2021), l'USTTI (United States Telecommunications Training Institute) et l'UIT ont collaboré afin de donner un aperçu "en coulisses" des travaux effectués dans la perspective du déploiement et de l'utilisation des technologies émergentes. Des experts ont fourni aux régulateurs des informations sur les fondements technologiques des technologies émergentes et sur la planification du spectre qui est actuellement effectuée pour rendre possibles ces nouveaux services. Cette manifestation conjointe organisée conjointement par l'UIT et de l'USTTI (United States Telecommunications Training Institute, Institut de formation aux télécommunications des États-Unis d'Amérique) dans le cadre du GSR-21 a permis d'offrir aux responsables de la réglementation des informations et des réflexions sur la manière dont les nouvelles technologies peuvent contribuer à accélérer le processus de transformation numérique et dont ces technologies et innovations intelligentes sont parvenues jusqu'à présent à renforcer la résilience numérique. Cette session de formation a donné aux experts l'occasion de débattre plus en profondeur de la façon dont ces nouvelles technologies interagissent avec les grandes tendances politiques et réglementaires.

L'UIT met au point des supports de formation à l'intention des régulateurs, aux côtés de la Banque mondiale dans le cadre du Manuel et de la [plate-forme](https://digitalregulation.org/) sur la réglementation du numérique. Ces supports de formation comportent une série de modules de cyberapprentissage adaptés au rythme de chacun sur la gouvernance en matière de réglementation, la gestion du spectre, l'accès ouvert à tous, la concurrence et l'économie, ainsi que les questions liées aux consommateurs. Ils seront mis à disposition au quatrième trimestre de 2021. Le CITC (Arabie saoudite) a mis au point un programme de formation en ligne sur la réglementation du numérique qui sera mis en œuvre en deux étapes. La première étape, portant sur la gouvernance en matière de réglementation et la réglementation collaborative, a eu lieu les 29 et 30 mars 2021. La deuxième sera mise en œuvre en décembre 2021.

Protection des consommateurs

L'édition de 2019 du Forum sur les consommateurs et le numérique pour l'Afrique, qui portait sur la protection des données, le respect de la vie privée des consommateurs, la confiance et la sécurité, a eu lieu en Eswatini et a donné lieu à l'adoption d'une série de recommandations et de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques à l'intention des décideurs et des régulateurs de la région Afrique. Le Forum a été précédé d'un atelier sur les approches collaboratives de la protection des consommateurs aux fins de l'inclusion financière numérique, avec la participation de divers acteurs représentant notamment les secteurs de la finance et des assurances, des autorités locales et des établissements universitaires.

Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière(FIGI)

Une assistance a été fournie à la Chine, à l'Égypte et au Mexique sur les moyens à mettre en œuvre pour tirer parti des TIC au service de l'inclusion financière numérique, dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière. Ce programme triennal est placé sous la direction de l'UIT, du Groupe de la Banque mondiale et du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI), avec l'appui de la Fondation Bill & Melinda Gates. Les activités ont essentiellement consisté à analyser les lacunes en Égypte au regard de la nécessité de promouvoir une infrastructure TIC sécurisée et résiliente, à cartographier l'infrastructure au Mexique, à définir des projets pilotes visant à tirer parti des TIC afin de promouvoir les services financiers numériques pour mettre fin à la pauvreté en Chine, et à définir et mettre en place des mécanismes de réglementation collaborative, afin de poser les bases d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques au Mexique et de dispenser une formation aux compétences financières numériques de base à l'intention des personnes démunies au Mexique.

L'UIT a organisé à l'intention du Mexique un atelier sur la réglementation collaborative en février 2020 et un stage intensif national sur la sécurité dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI) ainsi qu'un atelier sur la qualité de service Mexique en novembre 2020. Un autre atelier de renforcement des capacités axé sur la sensibilisation et la formation aux compétences numériques pour favoriser l'inclusion financière numérique a eu lieu en septembre 2021. En outre, des documents seront élaborés pour mettre les TIC au service de l'inclusion financière numérique dans les zones rurales (ces documents devraient être publiés d'ici à décembre 2021).

La coopération intersectorielle a été renforcée dans le cadre des services publics numériques, de l'agriculture numérique (voir l'initiative ASP RI 2) et des initiatives financières numériques. L'UIT met actuellement en œuvre un projet de services financiers numériques ([FIGI](https://www.itu.int/en/ITU-T/extcoop/figisymposium/Pages/default.aspx)) en Chine, qui est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates en coopération avec l'Académie chinoise des technologies de l'information et de la communication (CAICT) et en coordination avec la Banque mondiale.

Recommandations du Groupe de travail Union européenne/Union africaine sur l'économie numérique

En sa qualité de membre actif du [Groupe de travail Union européenne/Union africaine sur l'économie numérique (DETF UE-UA)](https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/new-africa-europe-digital-economy-partnership-report-eu-au-digital-economy-task-force), l'UIT a contribué à l'élaboration d'une vision commune, d'un ensemble de principes arrêtés d'un commun accord et d'une liste de recommandations et de mesures stratégiques dans un rapport visant à éliminer les principaux obstacles auxquels est confrontée l'Afrique dans ses efforts visant à développer l'économie et la société numériques. Les principaux domaines consistent notamment: à accélérer la réalisation de l'accès universel au large bande dans des conditions abordables; à garantir des compétences essentielles pour tous, afin de permettre aux citoyens de s'épanouir à l'ère du numérique; à améliorer le climat des affaires et à faciliter l'accès au financement et aux services de soutien aux entreprises pour stimuler l'esprit d'entreprise à l'ère du numérique; et à accélérer l'adoption des services électroniques et le développement de l'économie numérique pour attendre les Objectifs de développement durable. Ces recommandations et conclusions ont également été transmises à la Commission de l'Union africaine pour l'élaboration de la Stratégie de l'Union africaine en matière de transformation numérique.

Réglementation économique et détermination des coûts

Dans le cadre de la Question 4/1 confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D, une nouvelle série de [Lignes directrices sur la modélisation des coûts](https://www.itu.int/md/D18-SG01.RGQ-C-0324/) à l'intention des associations nationales de régulateurs a été approuvée, afin de fournir des précisions qui seront utiles pour la mise en œuvre de la réglementation des coûts et des prix. Les [Dialogues économiques régionaux (RED](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Events.aspx)) de l'UIT ont été organisés dans les régions Europe, Amériques, Afrique et de la CEI. Ils avaient pour thème les conséquences économiques et les stratégies de reprise pour reconstruire un monde meilleur et assurer la connectivité et la continuité des activités pendant et après la crise liée au COVID-19, les

accords d'interconnexion et les arrangements entre entités homologues de prochaine génération sur le marché du numérique, ainsi que les modèles économiques et les stratégies de tarification pour les nouveaux services (OTT, IoT et données). Les recommandations et les résultats ont été communiqués aux Commissions d'études de l'UIT.

En ce qui concerne le renforcement des capacités, une formation à l'intention de multiples parties prenantes sur les progrès accomplis dans les domaines des stratégies réglementaires en matière de détermination des coûts et de tarification des services numériques pour les États arabes et les pays des Caraïbes, ainsi que sur l'analyse de la concurrence dans le contexte des applications numériques pour la région Asie-Pacifique, a été organisée pendant la période 2019-2020. Une assistance directe sur l'analyse du marché, les politiques tarifaires et la modélisation des coûts a été fournie à Sao Tomé-et-Principe, à la Palestine et aux Comores. Des formations spéciales ont été dispensées dans chaque pays, afin de veiller à ce que le personnel des autorités nationales de régulation possède les compétences essentielles requises.

Manuel et plate-forme sur la réglementation du numérique

La Banque mondiale et l'Union internationale des télécommunications ont élaboré conjointement le [Manuel sur la réglementation du numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/DigiReg20.aspx) et créé une nouvelle [plate-forme en ligne sur la réglementation du numérique](https://digitalregulation.org/), afin de mettre à jour et de réviser en permanence le Manuel et le kit pratique sur la réglementation des TIC. Ce Manuel donne une vue d'ensemble de la situation actuelle en 2020, tandis que la plate-forme est dynamique et sera mise à jour en permanence au cours des prochaines années, pour tenir compte de l'évolution rapide de l'univers du numérique, en fournissant des orientations plus détaillées et en présentant des études de cas sur les bonnes pratiques en matière de réglementation de l'économie numérique. Au nombre des domaines thématiques figurent la gouvernance et l'indépendance sur le plan de la réglementation, la concurrence et l'économie, l'accès pour tous, la protection des consommateurs, la protection des données et la confiance, la gestion du spectre, les technologies émergentes, la réglementation technique et les communications d'urgence.

Assistance directe

Une assistance ciblée à l'intention des pays lusophones a été fournie à Sao Tomé-et-Principe dans le domaine de la qualité de service des réseaux et le numérotage. La République démocratique du Congo a bénéficié d'une assistance directe concernant l'obligation de service universel au niveau national, et un atelier sur le numérotage a été organisé à Kinshasa. Une assistance directe pour la transition vers la télévision numérique de Terre a également été accordée à la République centrafricaine, à la Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe, et leurs feuilles de route ont été mises à jour. Une assistance directe a également été fournie au Libéria et à la Gambie en 2019, grâce à l'organisation de deux ateliers sur l'évaluation de l'état de préparation à la cybersécurité et la gestion du spectre dans ces deux pays. Un appui a été apporté à Antigua-et-Barbuda aux fins de l'examen du projet de loi nationale sur les télécommunications et pour identifier les règlements prioritaires correspondants conformes à la loi. Des recommandations concernant le régime réglementaire et des règlements venant compléter le projet de loi ont été présentés pour examen. Une assistance a été fournie à Trinité-et-Tobago pour la poursuite de l'élaboration d'un plan national sur les TIC (Fast Forward II) dans le cadre d'un atelier. Cette assistance a pris la forme de conseils techniques à l'intention du gouvernement, afin de veiller à la mise en place de structures organisationnelles, fonctionnelles et de gouvernance conformes aux orientations nationales et aux objectifs définis pour le secteur des TIC. En novembre 2019, des exposés ont été présentés dans le cadre de l'examen et de la réforme de la loi sur la protection des données et les transactions électroniques de Trinité-et-Tobago. Ces exposés portaient principalement sur les bonnes pratiques internationales et la feuille de route relative à la protection des données et aux transactions électroniques, l'accent étant mis sur les problèmes et les possibilités associés à la mise à jour et à l'amélioration des législations locales adoptées en 2011.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESInitiative AMS RI 3: Déploiement de l'infrastructure large bande, en particulier dans les zones rurales et délaissées, et renforcement de l'accès large bande à des services et applications– L'UIT a aidé Antigua-et-Barbuda à élaborer le projet de loi nationale sur les télécommunications en 2018. Des recommandations concernant le régime réglementaire et des règlements venant compléter le projet de loi ont aussi été présentés pour examen.– L'UIT, conjointement avec le Département des télécommunications du Ministère de l'innovation, des sciences et des technologies intelligentes de la Barbade, a organisé du 9 au 13 novembre 2020. Un atelier sur les progrès accomplis dans les domaines des stratégies réglementaires en matière de détermination des coûts et de tarification des services numériques, à l'intention des pays des Caraïbes – L'UIT élabore actuellement deux projets d'envergure, en collaboration avec l'organisme de régulation du Brésil, ANATEL, afin que le Brésil dispose d'un cadre réglementaire favorable à sa transformation numérique et de lui apporter une aide méthodologique pour mener des études visant à structurer l'ANATEL en tant qu'organisme de régulation du secteur. En outre, l'UIT examine actuellement cinq fonctions en vue du renforcement des capacités des fonctionnaires d'ANATEL.• Le premier projet signé entre l'UIT et ANATEL, qui dispose d'un budget de 7 millions USD, a pour objectif d'aider l'organisme à examiner le cadre réglementaire applicable aux télécommunications. Ce projet comporte plusieurs recommandations, à savoir: i) moderniser et actualiser la Loi générale sur les télécommunications du Brésil; ii) modifier la portée des contrats de concession avec les fournisseurs de services de télécommunication afin d'accroître les investissements en faveur de l'infrastructure et d'étendre les réseaux d'accès large bande; iii) mettre au point un Plan stratégique pour la transformation numérique; iv) instaurer la confiance et améliorer la relation entre le régulateur et les consommateurs des services de télécommunication; v) faire du régulateur national une référence pour l'utilisation de données et d'analyses aux fins de la prise de décisions; et vi) fournir des cours de formation afin d'améliorer les résultats et la gestion des effectifs nécessaires pour donner effet aux responsabilités et au mandat du régulateur.• Le second projet a pour objectif d'aider l'organisme de régulation du Brésil, ANATEL, à revoir son plan stratégique.– Une étude de cas sur l'évolution des TIC du point de vue économique et compte tenu de l'environnement politique et réglementaire a été élaborée à l'intention de l'Équateur.– Le Dialogue économique régional de l'UIT sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été organisé par le Bureau régional de l'UIT pour les Amériques et la Division de l'environnement réglementaire et commercial du BDT, en étroite collaboration avec l'Institut fédéral des télécommunications (IFT) du Mexique. Au total, 176 délégués de 14 pays ont participé au Dialogue, qui a eu lieu en septembre 2018. Le Dialogue économique régional a réuni des représentants d'associations de régulateurs, d'associations régionales de consommateurs et d'associations du secteur privé, telles que l'Agence des télécommunications des Caraïbes orientales (ECTEL), la Commission technique régionale des télécommunications pour l'Amérique centrale (COMTELCA), le Bureau du procureur fédéral pour les consommateurs au Mexique (PROFECO), la GSMA et l'Association interaméricaine des entreprises de télécommunication (ASIET).– Un échange de connaissances spécialisées entre experts sur les politiques économiques et les méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC (Question 4/1 confiée à la Commission d'études 1 de l'UIT-D) a eu lieu le 6 septembre 2018 à Mexico, dans la foulée du Dialogue économique régional sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– L'édition de 2020 du Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie de 2020 a été organisée en ligne, en octobre 2020. Cette manifestation a été organisée par le BDT en étroite collaboration avec l'organisme superviseur de l'investissement privé dans les télécommunications (OSIPTEL) du Pérou. Dans ce contexte, un webinaire sur le COVID-19 concernant les difficultés et les perspectives dans le domaine des télécommunications/TIC dans la région Amériques, un dialogue économique régional et une réunion sur la Question 4/1 de l'UIT-D ont été organisés. Au total, 240 participants de 39 pays, dont 24 pays issus de la région Amériques, étaient inscrits à la manifestation.– L'édition de 2021 du Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie dans la région Amériques a eu lieu en ligne les 10 et 11 mai 2021. Cette manifestation, organisée par le BDT en étroite collaboration avec le Conseil supérieur des télécommunications du Guatemala, comportait une table ronde régionale des régulateurs pour la région Amériques, organisée dans le cadre du GSR, le Dialogue économique régional et une réunion du Groupe du Rapporteur de l'UIT-D pour la Question 4/1. L'édition de 2021 du Colloque IPEC a réuni plus de 260 participants de 24 États Membres de la région Amériques et de 36 États Membres issus d'autres régions.– Le Forum sur la conformité et l'interopérabilité dans le domaine de l'innovation au profit des jeunes et un atelier sur la création d'accords de reconnaissance mutuelle à l'intention des pays des Caraïbes ont été organisés à Port d'Espagne (Trinité-et-Tobago), en juin 2018.– La région Amériques s'est engagée à concevoir et à mettre au point un Programme de formation en matière de conformité et d'interopérabilité, en étroite coordination avec la Division du développement des capacités et des compétences numériques et la Division de la gestion du spectre et des réseaux de télécommunication. Ce programme sera dispensé en ligne dans le cadre de l'Académie de l'UIT, en étroite coordination avec la Division du développement des capacités et des compétences numériques, en tirant parti des enseignements tirés du Programme de formation à la gestion du spectre. En septembre 2021, ce programme comprenait 10 modules. Sur ces 10 modules, 5 ont été mis au point, 3 ont fait l'objet d'un examen par les pairs et 2 sont en cours.– En 2021, l'UIT a proposé le module intitulé "Formation sur l'état de préparation des start-ups concernant le déploiement de l'Internet des objets: essais de conformité préalable" pour remplacer la formation présentielle. Plus de 40 participants ont obtenu une certification.– De mai à novembre 2018, l'UIT, en coordination avec l'ASETA et les pays bénéficiaires (pays andins: Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie) a mené à bien une étude intitulée "Interconnexion et réduction des prix des services de télécommunication et du coût de l'accès à l'Internet".– D'avril à août 2018, l'UIT a fourni un appui au Suriname pour définir un modèle de point d'échange Internet (IXP) national.– En collaboration avec la FAO et la CTU, l'UIT a organisé un Atelier régional sur l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes en juillet 2018 à Georgetown (Guyana). À l'issue de ce Forum, l'UIT, la FAO et Compete Caribbean sont convenus de collaborer dans le cadre d'un projet visant à élaborer une stratégie régionale en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes et des stratégies nationales en matière de cyberagriculture pour quatre (4) pays.– Dans le cadre de l'initiative liée à la santé sur mobile et à la cybersanté au sein de la région Amériques, l'UIT et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) sont convenues d'appliquer le [Guide pratique sur les stratégies nationales en matière de cybersanté](https://www.itu.int/fr/publications/Pages/default.aspx) au Guyana. Le projet complet de stratégie a été finalisé et transmis en tant que contribution de l'UIT, l'OPS et le Guyana poursuivant cette initiative.– Le BDT a mené des activités de renforcement des capacités et des compétences en Bolivie et au Paraguay, deux pays en développement sans littoral, en diffusant des lignes directrices et des bonnes pratiques en matière de connectivité au moyen de deux études de cas menées à bien en 2018, l'une effectuée en [Bolivie](https://www.itu.int/pub/D-LDC-LLDC_AM.01/fr) et l'autre au [Paraguay](https://www.itu.int/pub/D-LDC-LLDC_AM.02/fr): "Pays en développement sans littoral de la région Amériques: Difficultés et perspectives en matière de connectivité".– La manifestation annuelle sur les politiques générales et l'économie dans les Amériques, à savoir le Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie, a eu lieu à Saint‑Domingue (République dominicaine), du 26 au 30 août 2019. Cette manifestation était organisée en deux parties: un atelier sur la 5G et les nouvelles technologies d'une durée de deux jours, suivi d'un Dialogue économique régional de l'UIT sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– Un échange de connaissances spécialisées entre experts sur les politiques économiques et les méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC (Question 4/1 confiée à la Commission d'études 1 de l'UIT-D) a eu lieu le 31 août 2019 en République dominicaine, dans la foulée du Dialogue économique régional sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– L'UIT-D met en œuvre un projet d'une durée de 3 ans visant à tirer parti des capacités offertes par les TIC pour renforcer les services financiers numériques et l'inclusion financière numérique en Chine, en Égypte et au Mexique. Dans ce contexte, l'UIT-D a mené une campagne de sensibilisation sur l'environnement propice à l'inclusion financière au Mexique, dans le cadre de l'élaboration d'un projet d'évaluation de pays sur l'inclusion financière numérique.– L'UIT a mis en œuvre deux projets financés par des fonds d'affectation spéciale: une Réforme de la loi générale sur les télécommunications de la République dominicaine et un Appui institutionnel fourni à l'Institut dominicain des télécommunications (INDOTEL). Dans le cadre de ces projets, une assistance technique a été fournie à l'Institut dominicain des télécommunications en vue de l'élaboration de politiques et de normes visant à relever les défis liés aux nouvelles technologies et aux changements qui s'opèrent dans le secteur des TIC.– Aux côtés de la FAO, l'UIT a organisé la manifestation sur la "semaine de l'innovation dans le domaine des TIC" à Montevideo (Uruguay) en août 2019, à l'aimable invitation d'Antel. Cent-trente-six personnes ont participé à cette manifestation. Les participants étaient originaires d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, d'El Salvador, de France, du Guyana, du Honduras, d'Italie, du Japon, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Pérou et d'Uruguay.– En 2020, l'UIT a continué d'actualiser les cartes interactives des réseaux de transmission, en particulier celles du Guatemala, du Honduras et du Suriname.– En août 2019, suite à une demande, l'UIT a fourni une assistance collaborative à Saint-Kitts-et-Nevis pour l'élaboration d'un plan national relatif au large bande assorti d'une composante stratégique sur le large bande, afin de tirer pleinement parti de l'économie numérique au XXIe siècle.– Pendant 6 mois à compter de juillet 2019, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a élaboré et mis en œuvre le programme sur les politiques numériques (EPD) en vue de sensibiliser encore les responsables gouvernementaux à l'utilisation des TIC dans les Caraïbes. Le programme s'adressait à des hauts fonctionnaires et aux autres fonctionnaires s'occupant de la fourniture de services publics.– En novembre 2019, l'UIT a présenté des exposés aux acteurs des secteurs public et privé, dans la perspective de la réforme de la loi sur la protection des données et les transactions électroniques de Trinité-et-Tobago.– En 2020, l'UIT a fourni une assistance technique à Trinité-et-Tobago pour élaborer les documents suivants:• Projet de cadre national sur l'identité électronique.• Projet de feuille de route nationale sur l'identité électronique.• Projet de politique nationale sur l'identité électronique.Initiative ARB RI 3:– Plus de 90 partenaires ont été invités à contribuer à la Semaine annuelle de l'inclusion numérique, organisée en partenariat avec l'UNESCO en 2018, 2019 et 2020 (l'édition de 2021 est en cours). Dans le cadre de cette manifestation, des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation ont été menées et des défis ont été organisés sur différents thèmes liés à l'accessibilité des TIC pour les personnes handicapées, à l'inclusion financière numérique, à la parité hommes-femmes et à la jeunesse.– Un cours de formation des formateurs en présentiel, sur le thème "Contenus numériques accessibles et résolution de problèmes pour les parties prenantes fournissant des services financiers numériques", a été dispensé à l'intention de décideurs en 2018 au Caire (Égypte).– Des activités de sensibilisation ont été menées sur des questions liées à la cybersécurité des services financiers, dans le cadre d'un atelier régional organisé en 2018 au Caire (Égypte) et d'un atelier national organisé en 2019 en Iraq.– L'UIT a contribué à la mise en place d'un environnement propice à l'inclusion financière numérique en Égypte, dans le cadre de la mise en œuvre, à l'échelle nationale, de l'initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière. À cette fin, elle a organisé le Colloque sur l'initiative mondiale FIGI en Égypte, publié un rapport d'évaluation sur la mise en place d'un environnement propice à l'inclusion financière numérique en Égypte du point de vue du secteur des TIC et assuré le renforcement des capacités sur la sécurité des services financiers numériques à l'occasion d'un atelier intensif sur la sécurité, en collaboration avec le TSB en 2020.– L'UIT a contribué à doter les enfants de connaissances en matière d'inclusion financière numérique, dans le cadre d'un projet régional intitulé "Malee", lancé en partenariat avec Meem Ain (Arabie saoudite).– En 2018, l'UIT a publié un rapport d'évaluation visant à mieux faire connaître les lacunes existantes et les recommandations nécessaires pour mettre en place un environnement propice à l'inclusion financière numérique au Soudan.Initiative ASP RI 4: Créer un environnement politique et réglementaire favorable à l'innovation– L'UIT a fourni une assistance à l'Anase dans le cadre de deux projets sur i) l'obligation de service universel de prochaine génération (USO 2.0) et ii) la protection en ligne des enfants, lesquels ont été approuvés par les hauts responsables et les ministres des télécommunications de l'ANASE.– L'UIT et la NBTC (Thaïlande) ont coopéré en vue de renforcer les compétences de 50 chercheurs en Thaïlande dans le domaine de la chaîne de blocs. L'UIT a également mis en place une collaboration entre l'Université des Nations Unies et l'Académie de l'UIT.– L'UIT fournit une assistance technique dans deux domaines: les feuilles de route relatives aux spectres et les nouveaux cadres pour l'octroi de licence dans les pays. L'UIT prévoit également d'organiser un atelier sur la protection des consommateurs, en accordant une attention particulière à la protection des données dans les pays du Pacifique.– L'UIT a mené à bien plusieurs études sur les politiques relatives au codéploiement des câbles à fibres optiques et de l'infrastructure énergétique, mais aussi sur les modèles économiques innovants dans le secteur des télécommunications. Ces études ont été présentées à la manifestation GSR+ pour l'Asie-Pacifique, qui s'est déroulée en juin 2021 en prévision du Colloque mondial des régulateurs.Initiative CEI RI 4: Développement et la réglementation de l'infrastructure de l'infocommunication pour rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs et résilients– À la suite d'une demande des membres, l'UIT a publié une étude relative à la réglementation du large bande dans les pays de la CEI et les pays voisins.– Le degré d'utilisation de différents outils et plates-formes et le niveau de la demande dans les pays de la CEI font actuellement l'objet d'une évaluation de base.– Une assistance directe est actuellement fournie par des experts au Kirghizistan sur la réglementation technique de la qualité de service, et à l'Arménie sur la réglementation collaborative.Initiative EUR RI 1: Infrastructure large bande, radiodiffusion et gestion du spectre– Deux pays ont bénéficié d'une assistance technique: un plan national relatif au développement du large bande pour la période 2020-2025 a été établi à l'intention de l'Albanie et un document d'orientation spécial sur le développement de l'infrastructure des TIC et les investissements d'infrastructure a été élaboré à l'intention de la Macédoine du Nord.– Les Forums régionaux sur la réglementation, organisés chaque année, le dialogue économique régional et les tables rondes régionales des régulateurs dans le cadre du GSR ont offert d'autres tribunes permettant aux régulateurs européens d'examiner les tendances qui se font jour.– L'analyse économétrique pour l'Europe sur les incidences économiques du large bande, de la généralisation du numérique et de la réglementation des TIC a été mise au point et menée à bien.– Deux études de cas sur la réglementation collaborative ont été menées à l'intention de Moldova et de la Roumanie, en étroite collaboration avec les principales parties prenantes de ces pays. – La Bosnie-Herzégovine bénéficie actuellement d'une assistance technique concernant la réglementation relative à la cartographie du large bande et la mise en place d'un environnement propice. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESDes États Membres, des Membres de Secteur et des experts de l'UIT ont procédé à des échanges de vues sur la *réglementation et les* *incidences économiques des OTT* lors des réunions des Groupes du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D. Des discussions ont été menées dans le cadre de la [Question 3/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ03.1&stg=1) (*Technologies émergentes, y compris l'informatique en nuage, les services sur mobile et les OTT: enjeux et perspectives, incidences sur le plan de l'économie et des politiques générales pour les pays en développement*) et de la [Question 4/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ04.1&stg=1) (*Politiques économiques et méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC*). Les exposés et documents de travail sont disponibles sur le [site web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/joint-session-Q3-1-Q4-1_oct19.aspx) de l'atelier. En conséquence, un rapport annuel conjoint intitulé "[Incidences économiques des OTT pour les marchés nationaux des télécommunications/TIC](https://www.itu.int/oth/D0723000003/en)" (publié en juin 2020) a été élaboré. Ce document traduit l'importance croissante des applications over-the-top (OTT), ainsi que leur présence et leur influence toujours plus grandes à l'ère du numérique. Il a pour ambition d'aider les parties prenantes du secteur des TIC à résoudre des questions complexes, par exemple l'incidence des OTT sur la demande, les recettes et les coûts des opérateurs de réseaux mobiles, la manière dont les parties prenantes du secteur des TIC peuvent nouer des partenariats entre les opérateurs MNO et les prestataires OTT, afin d'exploiter au maximum leur potentiel, et la façon de moderniser la réglementation des TIC, afin qu'elle soit en phase avec le marché en constante évolution des OTT.Un [dialogue web sur l'informatique en nuage pour lutter contre le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/webinar-Q3-1-may20.aspx) a été organisé en 2020 dans le cadre des travaux sur la Question 3/1. Il était axé sur les moyens de tirer parti de l'informatique en nuage dans le contexte actuel de la crise liée au COVID-19 pour assurer la continuité des activités, contribuer à la réalisation des buts sociaux et ouvrir des perspectives d'innovation équitables. Les intervenants ont mis en avant des cas d'utilisation de l'informatique en nuage conçus par des organismes publics et des acteurs du secteur privé pour faire face aux problèmes de connectivité et aux différents besoins en la matière qui sont apparus pendant la crise. Dans le cadre d'une discussion ouverte, tous les participants ont examiné les défis, les possibilités et les enseignements tirés. Les conclusions figurent dans le [rapport final sur la Question 3/1](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/22/12/07/Emerging-technologies).Deux webinaires ont été organisés au titre de la Question 4/1. L'un avait pour thème [les conséquences économiques du COVID-19 sur les infrastructures nationales de télécommunication/TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/webinar-Q4-1-june29.aspx) (juin 2020) et l'autre portait sur les [répercussions de l'inégalité d'accès aux infrastructures TIC sur la diffusion géographique du COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q4-1-july29.aspx) (juillet 2020). Les participants ont discuté de [la manière dont une politique des TIC plus inclusive et les infrastructures pourraient permettre d'endiguer l'épidémie de COVID-19](https://www.itu.int/en/myitu/News/2020/10/05/11/54/How-more-inclusive-ICT-policy-and-infrastructure-influence-could-stem-the-spread-of-COVID-19). Les conclusions figurent dans le [rapport final sur la Question 4/1](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/06/09/42/Economic-policies-and-methods-of-determining-the-costs-of-services) et dans les [lignes directrices sur la modélisation des coûts](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/06/10/00/Guidelines-on-Cost-Modelling).Un webinaire sur le thème [Communications commerciales non sollicitées/appels malveillants: les consommateurs sont-ils plus vulnérables dans le contexte du COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q6-1-july02.aspx)? a été organisé en juillet 2020 dans le cadre de la [Question 6/1 (](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ06.1&stg=1)*Information, protection et droits du consommateur: lois, réglementation, fondements économiques, réseaux de consommateurs*). Les résultats de ce webinaire ont été intégrés dans le rapport annuel intitulé "Communications commerciales non sollicitées – aperçu des enjeux et des stratégies", publié le 3 février 2021. Ce rapport donne un aperçu des enjeux liés aux appels et aux messages malveillants et frauduleux ainsi que des stratégies adoptées par différents pays pour résoudre ce problème. Les conclusions figurent dans le rapport final sur la Question 6/1.Les travaux de la Commission d'études 1 de l'UIT-D ([Question 1/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ01.1&stg=1), Question 3/1, Question 4/1) ont été utilisés pour continuer de contribuer à d'autres activités liées à l'UIT, notamment les Dialogues économiques régionaux, les manifestations GSR+ et le Manuel et la plate-forme sur la réglementation du numérique. |

# 10 Statistiques: aider les pays à adopter des politiques relatives aux TIC fondées sur des données factuelles pour édifier des sociétés numériques inclusives

Série de publications "Mesurer le développement du numérique"

[L'édition de 2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/misr2018.aspx) du rapport "Mesurer la société de l'information" (MISR) fait le point sur l'état de développement du numérique et présente des analyses approfondies sur les compétences en matière de TIC, les recettes et les investissements dans le secteur des télécommunications et l'accessibilité des TIC. Il s'agissait de la 10ème et dernière édition de cette série de publications. En 2019, la série a été remplacée par la publication "Mesurer le développement du numérique" (MDD), une série de publications statistiques et analytiques. La première publication de la série MDD a été "[Faits et chiffres 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx)". Cette publication fournit une évaluation en temps opportun de l'état de développement du numérique dans le monde et dans toutes les régions, grâce à un ensemble d'indicateurs fondamentaux des TIC assortis d'estimations pour l'année en cours. [L'édition de 2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx) a été publiée le 30 novembre 2020. L'édition de 2020 du rapport intitulé "[Tendances concernant les prix des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/default.aspx)", deuxième publication annuelle de la série MDD, a été publiée en juin 2021. Cette publication donne un aperçu unique sur l'accessibilité financière des services TIC, en analysant et comparant les données relatives aux services vocaux par téléphonie mobile, des données mobiles et du large bande fixe pour 196 pays. Le rapport a été précédé, en mars 2021, par la [publication conjointe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/prices2020/ITU_A4AI_Price_Briefing_2020.pdf) d'un document d'information avec l'Alliance for Affordable Internet (A4AI), avec laquelle l'UIT travaille en partenariat pour recueillir des données sur les prix, et par le lancement d'une application [permettant de parcourir et de visualiser](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Dashboards/Pages/IPB.aspx) les ensembles de données diversifiés de l'UIT sur les prix des TIC.

En septembre 2021, en partenariat avec le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UNOHRLLS), l'UIT a publié le rapport intitulé "*[Connectivity in the Least Developed Countries: Status report 2021](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/connectivity-in-the-least-developed-countries-status-report-2021/)*" (*La connectivité dans les pays les moins avancés – État des lieux en 2021*). Ce rapport est une évaluation du niveau actuel de connectivité numérique dans les 46 pays considérés par les Nations Unies comme étant les pays les moins avancés (PMA) et fournit des solutions pratiques pour améliorer l'accès au numérique, ainsi que des recommandations politiques concrètes pour progresser vers une connectivité universelle et efficace.

Le [nouveau tableau de bord du développement du numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Dashboards/Pages/Digital-Development.aspx), lancé en juin 2021, offre un aperçu convivial du développement du numérique dans 196 pays. Il s'appuie sur 37 indicateurs liés à l'infrastructure et à l'accès, à l'utilisation de l'Internet, aux catalyseurs et aux obstacles. Il présente les tendances sur 10 ans ainsi que des comparaisons avec d'autres pays de la même région. Une version "allégée" est disponible pour les mobiles et les dispositifs à faible résolution, et les profils des pays de deux pages peuvent être téléchargés au format PDF. Les données sous-jacentes peuvent également être téléchargées au format Excel.

L'UIT continue de publier deux fois par an sa base de données sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTID), dont la dernière édition a paru en [juillet 2021](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/wtid.aspx).

Entre janvier et avril 2021, à l'occasion des six réunions préparatoires régionales (RPM), le BDT a publié la [série de rapports sur les tendances dans le domaine du numérique](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/Pages/RPM/Digital-Trends-Reports-2021.aspx). Cette nouvelle série de publications de l'UIT donne une vue d'ensemble des tendances et des évolutions régionales dans le domaine des infrastructures TIC, de l'accès aux TIC et de leur utilisation dans chacune des régions de l'UIT. Les rapports font ressortir l'évolution de l'adoption des TIC et, pendant la pandémie de COVID-19, dressent un état des lieux de l'évolution de la réglementation et font le point sur les progrès accomplis et les problèmes qui subsistent dans le domaine des initiatives régionales de l'UIT pour chacune des régions. Les rapports mettent en lumière les progrès accomplis et permettent d'identifier les priorités en matière de développement des TIC dans chaque région.

Depuis 2018, le Secrétariat a fait plusieurs tentatives pour reprendre la publication d'un indice mesurant le niveau de développement des TIC, l'Indice de développement des TIC (IDI) ayant cessé d'être publié en 2017. En mars 2020, le Secrétariat a proposé d'élaborer un [nouvel indice](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/TDAG/Documents/2020%20TDAG/TDAG-20%20Web%20Dialogue%20Index%20Framework.pdf) qui établirait un lien entre le développement numérique et les ODD. En septembre 2020, le Secrétariat a soumis une [autre proposition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/events/egti2020/IDI2020_BackgroundDocument_F.pdf) d'indice fondée sur l'indice IDI initial. Dans les deux cas, les États Membres ne sont pas parvenus à un consensus.

Depuis 2018, les efforts déployés pour publier l'indice de développement des TIC (IDI) conformément à la Résolution 131 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires ou pour élaborer un indice entièrement nouveau n'ont pas abouti, étant donné que le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) et le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH) ne sont parvenus à aucun consensus. Lors d'une consultation virtuelle tenue en juin 2021, le Conseil de l'UIT est convenu de reporter les discussions ainsi que toute décision concernant l'avenir de l'indice IDI à la prochaine Conférence de plénipotentiaires. Par conséquent, aucun indice ne sera publié jusqu'à nouvel avis.

Renforcement des capacités en matière de statistiques

En 2019, un atelier sur les statistiques relatives aux TIC a été organisé à Tachkent (Ouzbékistan) à l'intention de responsables de bureaux nationaux de la statistique et de coordonnateurs chargés des statistiques relatives aux TIC au sein des ministères des communications et des régulateurs dans des pays de la région des États arabes et de la CEI. Un atelier analogue a été organisé pour la région Afrique. Cet atelier avait pour objet de renforcer la capacité des pays de ces régions à produire des statistiques et des indicateurs nationaux sur les télécommunications et les TIC, conformément aux normes internationales, l'accent étant mis sur les principales statistiques figurant dans la base de données sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTI) de l'UIT.

Un atelier sous-régional sur les indicateurs de TIC, consacré à la collecte de données et de statistiques sur les TIC et à l'amélioration de la disponibilité, de la qualité et de la communication des données, s'est tenu à Trinité-et-Tobago en avril 2019. Cet atelier de deux jours, qui comportait 12 sessions, a permis de donner une vue d'ensemble des travaux sur la mesure des TIC menés à l'échelle mondiale par la Division des données et statistiques sur les TIC, y compris le Manuel et le Guide de l'UIT, l'Indice de développement des TIC (IDI) et le Panier des prix des TIC (IPB).

Depuis 2018, les capacités des administrations en matière de collecte de données, d'élaboration et d'analyse d'indicateurs sur les TIC comparables sur le plan international ont été améliorées grâce à plusieurs activités, parmi lesquelles figuraient un atelier régional sur les statistiques relatives aux TIC pour la région de la CEI à Almaty (Kazakhstan), pour la région Asie-Pacifique à Manille (Philippines), pour la région Afrique à Lilongwe (Malawi) et pour la région des États arabes à Manama (Bahreïn). Des ateliers sous-régionaux sur les statistiques relatives aux TIC pour les pays de la région Asie-Pacifique ont eu lieu à Nadi (Fidji) et un atelier régional sur les statistiques relatives aux TIC pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a eu lieu au Botswana.

L'édition de 2020 du [Guide de l'UIT pour la collecte des données administratives sur les télécommunications/TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/handbook.aspx) a été publiée en juin 2020. Ce Guide contient plus de 90 indicateurs reconnus internationalement qui permettent de suivre l'évolution des TIC dans le monde, l'accent étant mis sur les indicateurs du secteur des services de télécommunication, qui sont recueillis principalement par les régulateurs nationaux. Publiée en même temps, l'édition de 2020 du [Manuel de l'UIT sur la mesure de l'accès des ménages et des particuliers aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'utilisation de ces technologies](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/manual.aspx) traite essentiellement des indicateurs concernant la demande, qui sont recueillis principalement par les bureaux nationaux de la statistique. Ce Manuel constitue un outil pratique destiné à guider les pays dans leur production de données sur les TIC et sert d'ouvrage de référence pour l'élaboration, la conception et la réalisation d'enquêtes sur les TIC auprès des ménages.

Afin d'atteindre un public plus large et de réduire la dépendance par rapport aux ateliers en présentiel dans le cadre du renforcement des capacités, l'UIT a lancé sa première formation en ligne sur les statistiques relatives aux TIC en juin 2021. La formation "[Measuring digital development: Telecommunication/ICT indicators](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/measuring-digital-development-telecommunicationict-indicators)" (Mesurer le développement numérique: Indicateurs des télécommunications/TIC), disponible gratuitement sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT, est la première d'une série de trois cours en lignes qui seront dispensés en 2021.

Groupes d'experts

Le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI), créé en mai 2009, a pour mandat de réviser la liste des indicateurs de l'UIT concernant l'offre (c'est-à-dire les données recueillies auprès de opérateurs), ainsi que de débattre des questions de méthode en suspens et de nouveaux indicateurs. Le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH), créé en mai 2012, est chargé d'examiner les indicateurs statistiques permettant de mesurer l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers. La participation aux travaux de ces deux groupes d'experts est ouverte à tous les membres de l'UIT, ainsi qu'aux experts du secteur des TIC et aux statisticiens ayant une bonne pratique de la collecte de données relatives à ces indicateurs.

Les Groupes EGTI et EGH se réunissent une fois par an, en septembre ou en octobre. Lors de leurs réunions, les groupes d'experts passent en revue les travaux des groupes de travail thématiques pour l'année en cours et proposent les thèmes qui seront étudiés pendant l'année civile suivante (cliquez ici pour plus d'informations sur les éditions de [2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2018/default.aspx), de [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2019/default.aspx), de [2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2020/default.aspx) et de [2021](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2021/default.aspx)).

Partenariats

L'UIT contribue activement à promouvoir le programme relatif aux statistiques dans le cadre du système des Nations-Unies. Dernièrement, l**'**UIT a joué un rôle central dans la mise en œuvre de la [Feuille de route pour la coopération numérique](https://www.un.org/fr/content/digital-cooperation-roadmap/) du Secrétaire général de l**'**ONU. Entre janvier et août 2021, l**'**UIT a dirigé les activités du sous-groupe de travail sur l'Action clé 1A de la Table ronde sur la connectivité mondiale, l'une des huit tables rondes organisées au titre de la Feuille de route. Le groupe était chargé 1) d**'**élaborer des critères de référence pour une connectivité efficace et universelle, afin de déterminer la situation actuelle des pays sur le plan de la disponibilité et de la qualité de la connectivité numérique, et 2) de définir des cibles en matière de connectivité à l**'**horizon 2030 de façon à indiquer l**'**objectif que devront atteindre les pays à cette date. Un projet de document final du sous-groupe de travail sur l'Action clé 1A de la Table ronde sur la connectivité mondiale organisée au titre de la Feuille de route pour la coopération numérique du Secrétaire général de l'ONU a été transmis pour observations aux membres de la Table ronde sur la connectivité mondiale en août 2021.

L'UIT continue de jouer un rôle actif au sein du [Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/intlcoop/partnership/default.aspx) et figure, aux côtés de la CNUCED et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), parmi les trois membres de la Commission de direction de ce Partenariat. En 2019, le Partenariat a continué de participer activement au suivi des Objectifs de développement durable (ODD) par l'intermédiaire de son Groupe d'action sur les TIC au service des ODD, dirigé conjointement par l'UIT et le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU. Lors de l'édition de 2019 du Forum du SMSI, le Partenariat a organisé une session, intitulée "Mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD au moyen des indicateurs TIC", afin d'examiner les progrès accomplis par le Groupe d'action et la liste thématique des indicateurs TIC permettant de mesurer la disponibilité et l'utilisation des TIC dans des secteurs pertinents au regard des ODD qui ne sont pas pris en compte dans le cadre mondial pour les indicateurs relatifs aux ODD. La liste comporte 26 indicateurs TIC portant sur 27 cibles associées à 11 ODD, indicateurs qui ont été examinés et approuvés dans le cadre d'un processus de consultation mobilisant des gouvernements et des organisations internationales. La liste définitive a été soumise pour approbation à la 51ème session de la Commission des statistiques des Nations Unies (UNSC), qui a eu lieu en mars 2020.

En outre, l'UIT préside l'Équipe spéciale du [Comité d'experts sur les mégadonnées et la science des données](https://unstats.un.org/bigdata/) chargée des questions liées aux données mobiles et est membre du [Comité de coordination des activités de statistique](https://unstats.un.org/unsd/ccsa/) de la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies (UNSD).

Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde

Le [16ème Colloque](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Statistics/Pages/events/wtis2018/default.aspx) sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTIS), qui a eu lieu en décembre 2018, portait principalement sur les incidences des télécommunications/TIC et des nouvelles technologies sur le développement social et économique. La [17ème édition](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Statistics/Pages/events/wtis2020/default.aspx) du Colloque, qui devait avoir lieu en avril 2020, a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19 et s'est tenue du 1er au 3 décembre 2020, sur le thème "Vers une société numérique inclusive". Elle a réuni plus de 400 experts et professionnels.

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESSuivant les orientations des États Membres et des Membres de Secteur de l'UIT, des mesures concrètes ont été prises en ce qui concerne la coordination des activités liées aux statistiques entre les Commissions d'études de l'UIT-D et le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) ainsi que le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH). Des spécialistes et des membres des équipes de direction participent aux réunions des autres groupes et rendent compte des questions présentant un intérêt commun. En outre, des notes de liaison ont été échangées entre les groupes. Ces activités de collaboration visent à contribuer à la mise en œuvre de la Résolution 131 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT et de la Résolution 8 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT et à échanger des renseignements. |

# 11 Initiatives stratégiques: initiatives Giga, Connect2Recover et I-CoDI

Outre les résultats décrits ci-dessus pour chaque priorité thématique, diverses initiatives stratégiques importantes recoupant plusieurs priorités thématiques, à savoir les initiatives Giga, Connect2Recover et I-CoDI, ont été prises pendant la période 2018-2020. Ces initiatives, de par leur caractère mondial, peuvent être adaptées à plusieurs pays et plusieurs régions.

Initiative Giga

Le projet Giga, lancé conjointement par l'UIT et l'UNICEF lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2019, vise à connecter toutes les écoles à l'Internet et à permettre à tous les jeunes d'accéder à l'information, de bénéficier de nouvelles possibilités et d'avoir la liberté de choix. À l'échelle mondiale, quelque 3,7 milliards de personnes, dont 360 millions de jeunes, n'utilisent pas l'Internet. Faute d'accès à l'Internet, les enfants et les jeunes ne peuvent exploiter la

profusion d'informations disponibles en ligne, ce qui limite les ressources à leur disposition pour apprendre, progresser et réaliser tout leur potentiel. La réduction de la fracture numérique passe par une coopération au niveau mondial, par des initiatives et par des innovations dans les domaines de la finance et des technologies.

L'initiative Giga repose sur quatre piliers consistant: à **cartographier** la connectivité de toutes les écoles et à l'utiliser pour indiquer où se situent les déficits de connectivité et tirer parti des nouvelles technologies pour cartographier en temps réel l'emplacement des écoles et leur niveau de connectivité; à collaborer avec les pouvoirs publics et à formuler des avis à leur intention sur la mise en place de modèles de **financement** et de fourniture durables, abordables et adaptés au pays; à déterminer les meilleures solutions techniques à disposition pour connecter les écoles et doter les pays d'une infrastructure fiable, sûre, sécurisée et adaptée, afin de satisfaire les besoins futurs liés au développement du numérique; à nouer des partenariats avec les pouvoirs publics, le programme "Reimagine Education" (Repenser l'éducation) et l'initiative "Generation Unlimited" (Génération sans limites) de l'UNICEF, l'Alliance pour les biens publics numériques et l'équipe de l'UIT chargée des compétences numériques, afin de permettre à tous les jeunes d'avoir accès à l'information, de bénéficier des possibilités offertes par l'Internet et d'avoir la liberté de choix. Au troisième trimestre de 2021, près d'1 million d'écoles de 40 pays ont été cartographiées. L'initiative Giga concerne 19 pays d'Afrique, d'Asie centrale, des Caraïbes orientales et d'Amérique centrale. Plus de 3 000 écoles pilotes ont déjà été connectées grâce aux partenaires de l'initiative Giga au Kazakhstan, au Kenya et au Rwanda, entre autres, et des projets pilotes analogues sont en cours au Kirghizistan, en Sierra Leone et en Ouzbékistan. Parmi les partenaires, on peut citer Ericsson, le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO), Dubai Cares, Softbank, la Fondation Musk, le Groupe Boston Consulting (BCG), Nic.br et Actual.

Pour le reste de l'année 2021, des efforts sont déployés afin d'étendre l'initiative Giga à d'autres pays et régions et de la renforcer dans les pays et régions où elle est déjà mise en œuvre, d'étudier de nouveaux mécanismes de financement (notamment les obligations au titre de l'initiative Giga) et de concevoir de nouvelles solutions de connectivité. Des informations complémentaires sur l'initiative Giga sont disponibles sur le site <https://gigaconnect.org/>.

Initiative Connect2Recover

En septembre 2020, l'UIT a lancé l'initiative Connect2Recover, avec le soutien du Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon et du Centre d'aide humanitaire et de secours du Roi Salman du Royaume d'Arabie saoudite. Cette initiative vise à aider les pays moins bien connectés, notamment mais pas exclusivement ceux de la région Afrique, à renforcer l'infrastructure et les écosystèmes numériques, à mettre à disposition des moyens d'utiliser les technologies numériques, par exemple le télétravail, le commerce électronique, l'apprentissage à distance et la télémédecine, dans le contexte du COVID-19.

L'initiative Connect2Recover comprend trois grands axes. Elle consistera dans un premier temps à élaborer une méthodologie permettant de repérer les lacunes dans l'utilisation des réseaux et des technologies numériques au niveau national et de mettre en évidence les obstacles qui s'y opposent, afin de faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et de les atténuer, de veiller à ce que les pays soient mieux préparés à des situations d'urgence analogues à l'avenir et de permettre le rétablissement des activités ainsi que la préparation à la "nouvelle normalité". En deuxième lieu, l'initiative Connect2Recover aidera les pays à évaluer leurs besoins, les lacunes qu'ils ont pu constater et les obstacles auxquels ils se heurtent, et à concevoir des stratégies destinées à garantir que l'infrastructure et les écosystèmes numériques soutiennent comme il se doit la reprise des activités et le retour à la "nouvelle normalité". Enfin, l'initiative Connect2Recover aura pour but de concevoir et de mettre en œuvre des projets pilotes visant à tester des solutions techniques concrètes allant dans le sens des stratégies et politiques nationales des pays et d'appuyer la réalisation d'études approfondies dans certains domaines de la politique relative au numérique, en fonction des priorités définies par les pays sélectionnés, tels que les services financiers numériques, le cyberenseignement, la cybersanté, l'administration publique en ligne ou le télétravail.

La première phase de l'initiative Connect2Recover consiste à élaborer une méthodologie globale, afin de repérer les lacunes et les obstacles dans l'utilisation des réseaux et des technologies numériques. Cette méthodologie globale est en cours d'achèvement, et sera déployée au quatrième trimestre de 2021.

La deuxième phase de l'initiative Connect2Recover consiste à créer une infrastructure numérique résiliente. Dans le cadre de cette phrase, suite à l'encombrement résultant de la pandémie ou d'autres situations d'urgence, une évaluation de la résilience de l'Internet est en cours en Arménie et au Kazakhstan. Au lendemain du tremblement de terre qui a frappé Haïti, la résilience de l'Internet a immédiatement été évaluée et une évaluation des conséquences de la catastrophe a été sollicitée, afin de garantir la résilience de l'infrastructure numérique dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative Connect2Recover.

La troisième phase de l'initiative Connect2Recover consiste à élaborer des stratégies nationales et à créer un environnement favorable. Une étude est menée dans le cadre de cette phase pour déterminer s'il est possible d'établir un organisme de régulation régional unique des télécommunications pour la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dans la région Amériques. Dans la région des États arabes, il a été demandé, au titre de l'initiative Connect2Recover, de mettre à jour la carte des réseaux de transmission large bande de la région grâce à une collecte de données intensive et à une cartographie efficace.

Dans le cadre de la quatrième phase de l'initiative Connect2Recover, qui est principalement axée sur l'éducation, deux projets pilotes ont été mis en œuvre afin de fournir des infrastructures et une connectivité aux écoles et aux communautés. Le premier projet pilote a permis de connecter 10 écoles sur 63 à l'Internet au Rwanda. Le fournisseur chargé de mettre en œuvre le projet pilote a été sélectionné à l'issue d'une procédure d'appel d'offres. Les travaux de déploiement ont commencé et la connectivité devrait être assurée avant fin septembre 2021. Le second projet pilote a permis de fournir une connectivité à un centre communautaire et à une école et d'améliorer la maîtrise des outils numériques à Haïti.

Afin d'accélérer l'inclusion numérique pendant la période de relèvement post-COVID-19 dans le monde et d'encourager la participation des établissements universitaires, un [concours de recherche international](https://www.itu.int/en/ITU-D/Pages/connect2recover/research-competition/default.aspx#register) a été lancé dans le cadre de l'initiative Connect2Recover, afin d'identifier les propositions de recherche prometteuses permettant de mener des travaux de recherche de référence en vue de développer l'infrastructure numérique pour améliorer l'éducation, les soins de santé et la création d'emplois.

Afin de répondre à l'appel lancé pour réduire la fracture numérique, notamment au profit des pays les moins avancés (PMA), des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays en développement sans littoral (PDSL), et pour mieux reconstruire le monde à l'aide du large bande et ainsi accroître la résilience, un [webinaire](https://www.itu.int/en/ITU-D/Pages/events/connect2recover/building-back-better-with-broadband/default.aspx) a été organisé dans le cadre de l'initiative Connect2Recover en mai 2021. L'objectif de ce webinaire était de renforcer les infrastructures et les écosystèmes numériques des pays bénéficiaires. Pour mettre en évidence le rôle des nouvelles technologies dans le cadre de la semaine consacrée au technologies émergentes (9 juillet 2021), les responsables des initiatives Connect2Recover et Giga ont organisé conjointement une [session](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/Programme.aspx) visant à démontrer la manière dont les technologies émergentes et des écosystèmes nationaux d'infrastructure numérique fiables peuvent aider les pays à rester opérationnels et résilients en cas de crise mondiale majeure et, en particulier, à contribuer à la réalisation de l'ODD 4 (une éducation de qualité).

Centre international d'innovation numérique (I-CoDI) de l'UIT

Au titre de l'Objectif 4 du Programme Connect 2030, l'UIT est chargée de favoriser la mise en place de conditions propices à l'innovation dans le secteur des TIC, et ainsi que l'a reconnu la CMDT-17, l'instauration d'une culture de l'innovation au sein du BDT a été considérée comme une priorité par les États Membres. Cette priorité est également mise en évidence dans l'Objectif 3 défini par la CMDT-17 "Environnement favorable", selon lequel les États Membres ont chargé le BDT de renforcer la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé. Les États Membres ont également fait de l'innovation une priorité au niveau régional, et la CMDT-17 a adopté des initiatives régionales en faveur de l'innovation pour les régions Afrique, Amériques, États arabes, Europe et de la CEI.

La phase de conception du Centre international d'innovation numérique (I-CoDI), réalisée grâce au soutien de l'Autorité de réglementation des télécommunications (TRA) des Émirats arabes unis, a été achevée en décembre 2020. Dans un souci de "favoriser l'innovation pour connecter le monde" et de mettre en œuvre une approche mobilisant l'ensemble de l'UIT, le Centre aura pour objectif:

• d'aider les États Membres à intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC dans leurs programmes nationaux de développement;

• de renforcer la capacité de l'UIT/BDT à intégrer l'innovation dans leurs activités quotidiennes.

La phase pilote du centre I-CoDI a été amorçée en janvier 2021, dans le but de valider une nouvelle fois les hypothèses formulées lors de la phase de conception. Au sein de l'UIT, un stage‑défi sur les incidences internes, associant les trois Bureaux de l'UIT et le secrétariat général, a été organisé pour étudier des moyens novateurs permettant à l'UIT de déployer de manière plus efficace ses programmes de renforcement des capacités. Des ateliers sur la conception du centre I‑CoDI ont également été organisés dans la région des États arabes et dans la région Amériques pour contribuer à établir la hiérarchisation des initiatives régionales dans le cadre des réunions préparatoires régionales en vue de la CMDT. Les travaux se poursuivent pour examiner la manière dont le centre I-CoDI peut appuyer davantage les programmes d'innovation à l'intention des États Membres dans les régions de l'UIT.

Autres partenariats

En 2021, l'UIT et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont renforcé davantage le partenariat mondial en faveur d'une connectivité efficace pour les réfugiés, qui vise à améliorer la coopération numérique pour aider les personnes déplacées de force, les apatrides et les communautés qui les accueillent en mettant en œuvre des projets et des initiatives efficaces. En septembre 2021, les équipes de l'UIT et du HCR des Nations Unies se sont réunies pour débattre et examiner et élaborer la feuille de route du partenariat dabs quatre domaines dans lesquels des possibilités communes ont été identifiées de manière précise: activités et programmes communs; recherche, promotion et communication; données au service de l'apprentissage et renforcement des capacités; et coordination et partenariats.

|  |
| --- |
| Assistance aux PMA, aux PEID et aux PDSLLes travaux du BDT, centrés sur des axes de travail cohérents et ciblés, concernent les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays en développement sans littoral (PDSL) et tiennent compte des défis et des besoins particuliers de ces groupes de pays. Une assistance a été fournie dans toutes les régions de l'UIT pour l'ensemble des priorités thématiques, notamment dans les domaines spécifiques de la réglementation et des politiques, des télécommunications d'urgence et des interventions en cas de catastrophes, de l'inclusion numérique, de la cybersécurité, des infrastructures TIC et de la gestion du spectre, ainsi que dans le domaine intersectoriel du renforcement des capacités. Entre 2018 et septembre 2021, l'UIT a apporté un appui à la plupart des PMA, des PDSL et des PEID, pour faire en sorte qu'ils puissent tirer parti des avantages qu'offrent les TIC.Outre l'assistance fournie par l'UIT à certains pays dont il a été question dans le présent rapport, les exemples ci-après témoignent de l'appui que l'UIT a apporté aux PMA, aux PDSL et aux PEID au cours des quatre dernières années:Dans la région Afrique, l'UIT a:– mis en place des équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et créé des centres nationaux des opérations de sécurité au Botswana, au Zimbabwe et au Malawi pour appuyer les efforts déployés par ces pays dans le domaine de la cybersécurité;– favorisé la création d'une autorité de régulation des TIC au Soudan du Sud et dispensé une formation au premier groupe de fonctionnaires de cette entité;– renforcé les capacités des participants du Lesotho, du Soudan du Sud et du Malawi sur l'élaboration des statistiques nationales relatives aux TIC et sur la conception d'outils et d'instruments d'enquête auprès des ménages;– renforcé les capacités des participants du Botswana, du Burkina Faso, du Soudan du Sud, d'Eswatini, de l'Éthiopie, du Lesotho, du Mali, du Malawi, du Niger, du Rwanda, de la Zambie et du Zimbabwe sur la conformité et l'interopérabilité des réseaux TIC et la connectivité des équipements et des dispositifs;– fourni une assistance technique à l'Ouganda pour établir la version finale du document sur la stratégie du pays en matière de numérique;– aidé le Soudan du Sud, l'Éthiopie, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda à échanger des données d'expérience et de bonnes pratiques sur la mise au point de cyberapplications et les enseignements tirés, en vue de déterminer les étapes à franchir entre la phase de conception, et la mise sur le marché;– contribué au lancement réussi d'un projet pilote visant à créer deux villages intelligents ainsi qu'à l'élaboration du Guide sur l'édification de villages intelligents au Niger;– aidé l'Éthiopie l'Érythrée, au titre de l'initiative pour la Corne de l'Afrique, à échanger des renseignements sur les initiatives existantes dans le domaine du numérique et à définir les approches à adopter pour mettre en place une plate-forme regroupant les services numériques de tous les pouvoirs publics (initiative Govstack).Dans la région Amériques, l'UIT a:– fourni une assistance à Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Guyana et Saint-Kitts-et-Nevis sur l'utilisation des TIC dans les situations d'urgence et de catastrophe, ainsi qu'une assistance sur le plan des télécommunications d'urgence suite au passage de l'ouragan de catégorie 5 Maria en Dominique;– déployé des équipements de télécommunication d'urgence en Haïti pour appuyer les opérations de secours menées suite au tremblement de terre dévastateur survenu en août 2021;– renforcé le cadre réglementaire sur les DEEE en République dominicaine;– organisé la manifestation "Amériques accessibles – Les TIC pour tous" à Cuba en 2021;– aidé le Suriname à définir un modèle de point d'échange Internet (IXP) national;– mené des activités de renforcement des capacités en Bolivie et au Paraguay sur les lignes directrices et les bonnes pratiques en matière de connectivité.Dans la région des États arabes, l'UIT a:– fourni, dans le cadre de ses travaux sur l'innovation, des méthodes et des outils à des dirigeants de pépinières et à d'autres acteurs de l'écosystème à Djibouti et en Mauritanie afin d'appuyer la croissance et l'entrepreneuriat;– fourni une assistance directe sur l'analyse du marché, les politiques tarifaires et la modélisation des coûts à la Palestine et aux Comores. Des formations spéciales ont été dispensées dans chaque pays, afin de veiller à ce que le personnel des autorités nationales de régulation possède les compétences essentielles requises.Dans la région Asie-Pacifique, l'UIT a:– aidé la Papouasie-Nouvelle-Guinée à mettre en œuvre des applications mobiles et à mener deux études de cas sur la chaîne de blocs et les mégadonnées sur son territoire;– appuyé, en partenariat avec la FAO, l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture en Mongolie;– fourni une assistance spécialisée sur l'évaluation des équipes CIRT au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu et renforcé les capacités de ces pays.Dans la région de la CEI, l'UIT a:– aidé le Kirghizistan à créer une équipe CIRT;– réalisé un cyberexercice de l'UIT en Azerbaïdjan;– procédé à une évaluation des compétences numériques dans le secteur des télécommunications de l'Arménie, afin d'apprécier le niveau de compétence actuel des employés de ce secteur ainsi que leurs besoins en matière de renforcement des compétences numériques;– mis en place un cours en ligne à l'intention des enseignants des écoles rurales de la République du Kirghizistan, afin de favoriser l'inclusion numérique et la création d'écosystèmes de l'innovation numérique.Dans la région Europe, l'UIT a fourni une assistance technique à Moldova pour lui permettre d'examiner sa politique relative au spectre.Un certain nombre de rapports spécifiques ont été élaborés afin de faire face aux problèmes rencontrés par les PMA, les PDSL et les PEID et de répondre à leurs besoins. En septembre 2021, en partenariat avec le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UNOHRLLS), l'UIT a publié le rapport intitulé "Connectivity in the Least Developed Countries: Status report 2021" (*La connectivité dans les pays les moins avancés – État des lieux en 2021*). Ce rapport souligne que 75 pour cent des habitants des PMA n'utilisent toujours pas l'Internet. Il met également en exergue d'importantes disparités entre les PMA. Les écarts persistants en matière d'utilisation montrent que la couverture et l'accessibilité financière ne sont pas les seuls obstacles à l'utilisation de l'Internet dans les PMA. Le manque de connaissances sur ce qu'est l'Internet et le déficit de compétences numériques continuent de poser des problèmes En outre, l'UIT a publié une étude sur les [*incidences économiques du large bande dans les PMA, les PDSL et les PEID*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/Economic-impact-of-broadband-in-LDCs%2C-LLDCs-and-SIDS.aspx#:~:text=Mobile%20broadband%20appears%20to%20exert,cent%20increase%20for%20fixed%20broadband.), effectuée dans le cadre d'une coopération avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS). Cette étude confirme que le large bande fixe et mobile a des incidences positives dans les pays les plus vulnérables.Un autre rapport, intitulé: *L*[*es TIC et les petits États insulaires en développement: examen à mi-parcours de la voie suivie par le Samoa*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/Publications/SIDS/ICTs.aspx), montre que les PEID ont réalisé des progrès en ce qui concerne l'objectif d'universalité des réseaux TIC et de l'accès abordable à ces réseaux depuis la conférence tenue au Samoa. Toutefois, les progrès sont inégaux et il existe un écart considérable entre les PEID obtenant les meilleurs résultats et les autres pays. Une autre étude, intitulée: [*Les TIC, les PMA et les ODD: assurer un accès universel et financièrement abordable à l'Internet dans les pays les moins avancés*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/ICTs-for-SDGs-in-LDCs-Report.aspx), met en évidence les possibilités qu'offrent les TIC pour résoudre les problèmes du développement dans les pays les plus vulnérables du monde. Elle livre une analyse de l'évolution des TIC dans les PMA et suit les progrès accomplis dans la réalisation de la Cible 9c des Objectifs de développement durable (ODD) visant à "accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et à faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020". Cette analyse repose sur un nouveau cadre à trois dimensions, qui permet de classer les PMA en trois catégories en fonction de leurs résultats d'ensemble dans les domaines de l'accès, de l'accessibilité financière et des compétences. Ce cadre aidera les pays à identifier les domaines nécessitant une intervention rapide et sur lesquels axer les politiques et les ressources financières et humaines limitées. |

# 12 Travaux des commissions d'études

Au total, 800 documents ont été reçus de la part des membres de l'UIT-D pendant la période d'études 2018-2021. Ces documents très utiles ont été analysés dans le cadre des 14 Questions confiées aux commissions d'études, et ont donné lieu à [14 rapports finals](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/Publications.aspx) (un par Question) et aux lignes directrices sur la modélisation des coûts. Les rapports ont été approuvés lors des réunions des commissions d'études, qui se sont tenues du 15 au 26 mars 2021. Ces réunions avaient pour but d'achever l'examen des Questions futures pour la période d'études 2022-2025. Les conclusions des réunions des Commissions d'études ont été communiquées au GCDT (Documents TDAG-21/8 et TDAG-21/9). La nouvelle série de Questions mises à l'étude sera approuvée lors de la CMDT-21. Afin de compléter les rapports finals (disponibles gratuitement pour le public dans toutes les langues officielles de l'ONU), [14 mini-clips vidéo](https://www.youtube.com/playlist?list=PLpoIPNlF8P2PTdyZ2pMP18ylsq6Kr-kfb) ont été diffusés et peuvent être utilisés gratuitement par tous.

[Huit produits annuels](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/OngoingWork.aspx) ont été approuvés lors des réunions annuelles des Commissions d'études de l'UIT-D. Ces produits ont été examinés de manière plus approfondie lors d'entretiens avec les auteurs et ont été mis en avant sur les blogs des *Nouvelles de l'UIT*.

Ateliers/tutoriels/webinaires liés aux Commissions d'études de l'UIT-D

Une liste des manifestations organisées au cours de la période d'études 2018-2021 et mentionnées dans le présent rapport au titre de leurs priorités thématiques respectives est disponible sur la [page web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/events_workshops.aspx) suivante. Les résultats de ces manifestations ont non seulement servi de base à l'élaboration de nouveaux produits annuels et de projets de lignes directrices, mais ont aussi contribué à l'élaboration des rapports finals sur les Questions confiées aux commissions d'études.

Travaux en vue de la CMDT-21

Dans le cadre du processus préparatoire, les Commissions d'études de l'UIT-D ont entamé des discussions sur les thèmes de la CMDT-21, à savoir le Règlement intérieur du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (Résolution 1 de la CMDT), les Questions à confier aux Commissions d'études (Résolution 2 de la CMDT), la rationalisation des Résolutions de la CMDT et Déclaration de la CMDT. Des vues préliminaires sur ces thèmes sont exposées dans la note de liaison envoyée au Groupe de travail du GCDT sur les Résolutions, la Déclaration et les priorités thématiques de la CMDT (GT-GCDT-RDTP) (Document [TDAG-WG-RDTP/8](https://www.itu.int/md/D18-TDAG27.RDTP-C-0008)). Les discussions sur ces quatre thèmes ont été menées à bien au niveau des Commissions d'études de l'UIT-D, dans le cadre d'une réunion conjointe organisée spécialement pour regrouper les discussions sur les futures Questions à l'étude et sur la Résolution 2 relative aux méthodes de travail des commissions d'études. Les éléments pour lesquels un consensus n'a pas encore été obtenu seront traités au niveau du GCDT.

Les candidatures aux fonctions de Président ou de Vice-Président des Commissions d'études de l'UIT-D seront traitées conformément à la Résolution 61 (Rév.Dubaï, 2014) de la CMDT, au plus tard deux semaines avant l'ouverture de la CMDT-21. Les membres de l'UIT-D sont invités à mener des consultations aux niveaux national et régional, en vue de parvenir à un consensus sur les candidats à présenter. Une Lettre circulaire sera envoyée après la CMDT-21, afin de lancer un appel à candidatures pour les fonctions de Rapporteur et de Vice-Rapporteur.

Rapports finals sur les Questions

Les 14 rapports finals ainsi que des lignes directrices sur la modélisation des coûts (Question 4/1) ont été élaborés et approuvés lors de la quatrième (et dernière) réunion annuelle des commissions d'études[[1]](#footnote-1), tenue en mars 2021. Les rapports approuvés sont mis à la disposition des membres et sont actuellement formatés dans les publications de l'UIT afin d'être mis à la disposition de tous, dans les langues officielles de l'ONU. Les conclusions et les lignes directrices figurant dans ces rapports sont déjà utilisables par le BDT et l'UIT dans le cadre des manifestations, formations, projets et initiatives dans les pays.

Collaboration avec les travaux menés au niveau régional et les priorités thématiques

Plusieurs membres de l'équipe de direction des Commissions d'études de l'UIT-D ont participé en tant qu'experts faisant fonction d'interlocuteurs (intervenants) pour les manifestations de l'UIT-D (dialogues économiques régionaux, Europe accessible et Forums régionaux pour le développement, par exemple), de formateurs pour les projets de l'UIT (par exemple l'initiative PRIDA), de participants à un examen collégial pour les kits pratiques de l'UIT-D (par exemple le Kit pratique sur la réglementation du numérique) et d'auteurs de publications de l'UIT-D (Guide pour les solutions sur le dernier kilomètre, par exemple). La collaboration avec les équipes chargées des priorités thématiques pour l'élaboration de lignes directrices et l'organisation de webinaires/ateliers se poursuit. L'harmonisation avec les priorités thématiques et les activités régionales se trouve à un stade bien avancé, tant en interne, par la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats, qu'avec les membres, par l'intermédiaire du Groupe de travail du GCDT sur les Résolutions, la Déclaration et les priorités thématiques de la CMDT.

Collaboration avec les autres Secteurs

Une collaboration active se poursuit sous la forme d'une participation aux sessions et aux manifestations des Commissions d'études, afin d'échanger des informations et d'obtenir des contributions spécifiques entre les Commissions d'études. Un tableau de correspondance intersectorielle, qui répertorie les domaines d'étude communs entre les Commissions d'études de l'UIT-D et de l'UIT-T d'une part, et entre les Commissions d'études de l'UIT-R et de l'UIT-T d'autre part, est tenu à jour et actualisé par le secrétariat du [Groupe de coordination intersectorielle (ISCG)](https://www.itu.int/en/general-secretariat/Pages/ISCG/default.aspx) sur les questions d'intérêt mutuel, en collaboration avec les secrétariats des Commissions d'études des trois Secteurs de l'UIT. On trouvera de plus amples informations sur les travaux menés par les Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D dans les Documents [TDAG-21/8](https://www.itu.int/md/D18-TDAG25.2-C-0012/en) et [TDAG‑21/9](https://www.itu.int/md/D18-TDAG25.2-C-0013/en).

# 13 Forums régionaux sur le développement

Les Forums régionaux sur le développement (RDF) offrent une occasion unique d'établir un dialogue entre les bureaux régionaux et les décideurs des États Membres et des Membres de Secteur de l'UIT, les organisations régionales ou internationales et d'autres parties prenantes dans chacune des six régions de l'UIT-D. Ces manifestations permettent de faire le point de la situation de chaque région en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires en général, et des initiatives régionales en particulier. Les RDF offrent l'occasion d'examiner les progrès réalisés, les travaux en cours et les plans de mise en œuvre, ainsi que la coopération et les partenariats qui contribueront à la mise en œuvre des initiatives régionales. Ils favorisent un processus participatif et inclusif pour atteindre les objectifs de développement convenus et permettent d'apporter les ajustements nécessaires aux approches retenues pour atteindre ces objectifs. Pour plus d'informations sur ces Forums, consultez le [site web des RDF](https://www.itu.int/en/ITU-D/Pages/regional-development-forums.aspx).

# 14 Partenariats au service de la transformation numérique

Il ressort du présent rapport que le monde numérique d'aujourd'hui nécessite une collaboration étroite reposant sur la coopération, le partage des ressources et des mécanismes où tous les acteurs – pouvoirs publics, secteur privé et utilisateurs – sont gagnants. Il est essentiel d'adopter une approche plus globale faisant intervenir toutes les entités publiques, dans laquelle la technologie est considérée comme un service de base fondamental qui est utile à tous.

Le BDT intensifie ses efforts en vue de nouer des partenariats stratégiques profitables à toutes les parties, qui ouvrent la voie à la collaboration en vue d'obtenir des résultats concrets et de qualité et de produire des effets plus marqués. Le BDT continue d'entretenir des relations avec les partenaires existants, d'identifier de nouveaux partenaires et de nouer un dialogue avec eux, tout en fidélisant les Membres du Secteur de l'UIT-D et en s'efforçant d'en attirer de nouveaux, afin d'obtenir des ressources pour financer des projets de grande envergure, y compris des initiatives régionales, de façon à appuyer la mise en œuvre efficace du Plan d'action de Buenos Aires aux niveaux mondial, régional et national. Ainsi, en 2021 (au 30 septembre 2021), 46 nouveaux accords de partenariat représentant un engagement total de 11,6 millions USD ont été signés. À titre de comparaison, 43 nouveaux accords de partenariat d'un montant de 15,2 millions USD ont été signés en 2020 et 30 nouveaux accords de partenariat d'un montant de 15,2 millions USD ont été signés en 2019. Des informations sur ces partenariats sont disponibles sur la page web de l'UIT-D "[Adhérer à l'UIT-D](https://www.itu.int/en/ITU-D/MembersPartners/Pages/default.aspx)".

Durant le reste de l'année 2021, le BDT continuera de mettre en œuvre le Plan d'action de Buenos Aires dans le cadre de ses priorités thématiques, afin de produire des effets durables et d'avancer sur la voie de la transformation numérique pour tous. Dans le cadre d'une action collective, le BDT peut continuer à transformer le monde numérique et animer les débats en vue d'une transformation numérique inclusive.

# 15 Collaboration avec l'ONU

En 2020, et à ce jour en 2021, l'UIT a renforcé dans une large mesure sa participation au réseau des Coordonnateurs résidents des Nations Unies dans le cadre du Bureau des Nations Unies pour la coordination des activités de développement (UNDCO), ces activités étant coordonnées par le BDT dans le cadre de la présence régionale. L'UIT a conçu une approche par étape vis-à-vis de la collaboration avec le Coordonnateurs résidents au niveau mondial, en collaboration avec l'UNDCO. Dans le cadre de cette approche, l'UIT a élaboré des initiatives axées sur chaque région, lesquelles ont été approuvées par l'UNDCO; approuvé un engagement conjoint (entre l'UIT et l'UNDCO) pour le renforcement de la coopération et diffusé cet engagement auprès de tous les coordonnateurs résidents; et approuvé une liste de pays dans lesquels l'UIT mènera une action ciblée. Une campagne de sensibilisation concernant le mandat et les activités de l'UIT est actuellement menée au sein du système des coordonnateurs résidents au moyen de webinaires organisés dans chaque région, et l'UIT a déjà donné effet à ses engagements dans le cadre de l'analyse commune des pays et des cadres de pays dans bon nombre de pays ciblés.

L'UIT participe de plus en plus aux diverses évaluations au niveau des Nations Unies, notamment l'examen quadriennal. Fait plus important encore, le BDT fait de cette approche un critère pour l'amélioration des activités de la présence régionale, au moyen d'un suivi et d'une évaluation internes.

Un Groupe de travail interne coordonne ces travaux pour veiller à ce que tous les axes de travail et les contributions soient traités convenablement. Les travaux sont coordonnés par le chargé de liaison du BDT au Bureau de l'UIT à New York, qui assure une coordination et une collaboration solides entre le BDT et les organisations du système des Nations Unis. Cette approche a renforcé et continuera d'améliorer la capacité de l'UIT de participer pleinement aux travaux du système des Nations Unies pour le développement au niveau mondial, ainsi que nos efforts constants pour établir un lien entre le réseau de bureaux régionaux et le système des Nations Unies.

Parmi les travaux et les activités de collaboration menés au sein du système des Nations Unies, on peut citer:

**Collaboration avec l'Émissaire spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les technologies:** En juin 2020, le Secrétaire général de l'ONU a publié le nouveau Plan d'action pour la coopération numérique ([A/74/821](https://undocs.org/A/74/821)), qui contient un ensemble de mesures recommandées que la communauté internationale devrait mettre en œuvre pour faire en sorte que toutes les populations soient connectées, respectées et protégées à l'ère du numérique. Ce plan d'action s'appuie sur les recommandations formulées par le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique[[2]](#footnote-2) et sur les contributions reçues dans le cadre de huit tables rondes organisées par le Bureau du Secrétaire général des Nations Unies, de la part d'États Membres, du secteur privé, de la société civile et des communautés techniques et d'autres groupes de parties prenantes. Ce plan d'action s'appuie sur les recommandations formulées par le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique.

L'UIT collabore avec le bureau du Secrétaire général de l'ONU, en particulier avec le Bureau de l'Émissaire pour les technologies, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action pour la coopération numérique. L'UIT dirige deux tables rondes, l'une sur la connectivité mondiale, en collaboration avec l'UNICEF, et l'autre sur le renforcement des capacités, aux côtés du PNUD. L'UIT participe à d'autres tables rondes, notamment sur les biens publics numériques, l'inclusion numérique, l'intelligence artificielle, la confiance et la sécurité dans le domaine du numérique, et l'architecture de la coopération numérique.

En tant que cochampion, l'UIT a organisé une série de manifestations virtuelles et lancé des initiatives en partenariat avec les organismes et institutions compétents des Nations Unies, en vue de tirer parti des capacités offertes par les technologies numériques tout en atténuant leurs effets négatifs potentiels. On peut notamment citer une série de webinaires sur la coopération numérique pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà, une campagne dans les médias à l'intention des jeunes intitulée "Connecter, respecter, protéger" et la réunion de haut niveau sur la coopération numérique, organisée durant l'Assemblée générale en septembre 2020.

En 2021, l'UIT continue de collaborer étroitement avec les participants aux tables rondes, notamment, mais non exclusivement, avec les Gouvernements du Kazakhstan, du Niger, du Rwanda, des Pays-Bas, des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Mexique, du Canada et de Singapour, ainsi qu'avec l'Union européenne et la Commission européenne; des membres du secteur privé (Microsoft, Vodafone, Viasat); d'autres membres (GSMA, ISOC, Forum économique mondial, Web Foundation); et d'autres organismes du système des Nations Unies (UNICEF, PNUD, ONU-Habitat, UN-OHRLLS, CNUCED, HCR, UNITAR, Banque mondiale, pour ne citer qu'eux), de manière à mettre davantage l'accent sur les principales mesures qui visent à donner effet à la Feuille de route, dans le but de garantir une connectivité universelle, efficace et abordable et de fournir un appui cohérent et coordonné dans le domaine du renforcement des compétences et des capacités numériques.

Parmi les autres activités de coopération déployées au niveau mondial, on peut citer:

– La [Commission "Le large bande au service du développement durable"](https://www.broadbandcommission.org/), établie en 2010 et dirigée par l'UIT et l'UNESCO, compte parmi ses membres six autres entités du système des Nations Unies et vise à renforcer l'importance accordée au large bande par la

 communauté internationale et d'accroître l'accès au large bande dans chaque pays en tant qu'élément central en vue d'accélérer les progrès en faveur des objectifs de développement nationaux et internationaux.

– Initiative conjointe de l'UIT et de l'ONUDI sur l'innovation au service de la transformation, en particulier en ce qui concerne l'ODD 9: l'UIT participe à l'initiative pour la troisième décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA III) dirigée par l'ONUDI en partenariat avec l'UIT et d'autres organisations et partenaires du système des Nations Unies, dans le cadre de laquelle a été élaborée une feuille de route conjointe et une manifestation de haut niveau (25 septembre 2019, New-York). L'UIT participe également à l'initiative Mohammed bin Rashid Initiative (MBR) pour la prospérité mondiale.

– Semaine de l'apprentissage mobile, organisée par l'UNESCO en partenariat avec l'UIT et avec l'appui d'autres partenaires.

– UIT/Banque mondiale: Déclaration conjointe en vue d'améliorer la coopération aux fins de la promotion du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et domaines de collaboration concrets, tels que les services financiers numériques (initiative FIGI, par exemple), les manuels sur la réglementation, l'initiative de veille réglementaire, l'édition de 2020 du Manuel sur la réglementation du numérique, la plate-forme en ligne sur la réglementation du numérique et le kit pratique sur la réglementation dans le domaine des TIC.

– Le BDT a réussi à renforcer la collaboration avec les autres institutions des Nations Unies, qui a abouti à des activités conjointes de mobilisation des ressources et de partenariat. L'un des résultats de cette collaboration a été la conclusion d'un partenariat avec la FAO, l'OIT, le FNUDC et le PNUD, qui a débouché sur la conclusion d'un accord avec la Commission européenne afin de financer le projet "Appui à l'entrepreneuriat, à l'investissement et au commerce en zone rurale en Papouasie-Nouvelle-Guinée".

– En collaboration avec d'autres organismes du système des Nations Unies, l'UIT est membre du comité de direction du Partenariat pour la mesure des TIC au service du développement, une initiative internationale multi-parties prenantes lancée en 2004 afin d'améliorer la disponibilité et la qualité des données et des indicateurs sur les TIC, en particulier dans les pays en développement.

Coopération régionale avec l'ONU

Dans les Amériques, l'UIT travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations du système des Nations Unies afin de fournir un appui au Honduras et au Paraguay. Pour faire face à la crise liée au COVID-19, l'équipe de pays des Nations Unies au Honduras a travaillé en coopération avec l'UIT dans le domaine de la transformation numérique afin de mieux reconstruire le monde, et a fait de la transformation numérique une priorité stratégique en se basant sur le [Plan d'action pour la coopération numérique](https://www.un.org/en/content/digital-cooperation-roadmap/) (et sur les connaissances regroupées par l'UIT, par exemple dans le [Tableau de correspondances](https://www.itu.int/net4/wsis/sdg/) SMSI-ODD). Depuis 2020, l'UIT contribue à l'élaboration du nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, et le Bilan commun de pays a été achevé en janvier 2021. En août 2021, l'Équipe de pays des Nations Unies a signé avec le Honduras le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2022-2026, dont la transformation numérique fait partie intégrante.

En El Salvador, en collaboration avec le bureau local de l'UNICEF, l'UIT contribue à l'élaboration du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Ce nouveau cadre, qui accorde une place de choix à la transformation numérique, a été signé en septembre 2021. Au Paraguay, l'UIT collabore avec l'équipe de pays des Nations Unies et le coordonnateur résident de l'ONU pour intégrer efficacement les TIC dans le Plan-cadre pour 2020-2024, en particulier afin de fournir une connectivité efficace et de réduire la fracture numérique dans la région de Chaco.

L'UIT a également été invitée à intégrer le comité de [Generación Única](https://www.unicef.org/argentina/generacion-unica) par l'UNICEF en Argentine, ainsi que les projets du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des personnes handicapées (PPDPH) mis en œuvre par l'équipe de pays des Nations Unies au Guatemala.

Dans la région Asie-Pacifique, l'UIT collabore étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies et les organisations du système des Nations Unies. En Thaïlande, sous la direction du coordonnateur résidant des Nations Unies en Thaïlande et en collaboration avec l'UNICEF et l'UNESCO, l'UIT a mené une étude pour cartographier les écoles non connectées, afin de tenir compte des conséquences négatives du COVID-19. Le rapport a été un point de départ important pour permettre au Ministère de l'éducation de commencer à connecter les écoles qui ne l'étaient pas encore. Dans la région du Pacifique, l'UIT a collaboré étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies et les organisations du système des Nations Unies pour lancer deux projets sur les îles intelligentes, au titre du Fonds pour les ODD de l'ONU. Au niveau régional, l'UIT a coprésidé avec l'UNICEF le groupe de travail de l'ONU chargé des questions liées à la numérisation dans le secteur de l'éducation. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'UIT a contribué à la mise en œuvre d'un projet de l'Union européenne sur la cyberagriculture, en collaboration avec la GAO, le PNUE et le FENU, entre autres.

En Europe, l'UIT a élaboré et codirige deux mécanismes de coordination, à savoir le Groupe pour la transformation numérique en Europe et en Asie centrale et le Groupe spécial des Nations Unies sur le passage au numérique au service du développement durable à Bruxelles. De plus, une série d'activités de collaboration stratégique avec des organismes du système des Nations Unies ont été renforcées, notamment avec la FAO, l'UNICEF, ONU-Femmes et le PNUD. Le Bureau régional de l'UIT pour l'Europe a également collaboré avec toutes les équipes de pays des Nations Unies dans la région Europe et collabore étroitement avec 8 équipes de pays (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Monténégro, Moldova, Macédoine du Nord, Serbie et Ukraine). Ces activités contribuent au bilan commun de pays et au Plan-cadre de coopération des Nations unies pour le développement, et visant à renforcer la mise en œuvre des projets et initiatives liées à la transformation numérique.

Dans la région de la CEI, l'UIT fait partie des équipes de pays des Nations Unies pour le Bélarus et pour le Kazakhstan et a récemment rejoint l'équipe de pays pour l'Ouzbékistan. L'UIT maintient des contacts réguliers avec d'autres équipes de pays des Nations Unies dans les pays de la région afin d'accroître la sensibilisation concernant les activités de l'UIT aux niveaux mondial et régional et d'étudier les possibilités de partenariat. Au Bélarus, l'UIT a participé à l'élaboration du bilan commun de pays et du Plan-cadre de coopération pour 2021-2025, participé au Plan-cadre pour 2021-2025 du Kazakhstan et s'est officiellement associé aux efforts relatifs au Plan-cadre du Kazakhstan. Une communication de travail positive a été établie avec l'équipe de pays pour le Turkménistan. En Russie, l'UIT collabore avec le centre d'information de l'ONU et contribue au Bulletin d'information de l'ONU. En 2020, la collaboration s'est poursuivie avec l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation. Le Bureau régional pour la CEI est membre du Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, codirigé par l'UIT et la CEE.

Les activités de mise en œuvre du [Bureau de l'UIT pour l'Afrique](https://www.itu.int/itu-d/sites/africa/) s'inscrivent dans le cadre de la coordination régionale et de l'établissement de rapports au niveau des Nations Unies. Le Bureau régional de l'UIT a contribué aux réunions périodiques des mécanismes de coordination régionaux des Nations Unies ainsi qu'aux forums régionaux des Nations Unies sur le développement durable, et a mis en avant les activités menées au titre des initiatives régionales pour l'Afrique. Le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a poursuivi ses efforts pour rejoindre le système des Nations Unies pour le développement, en vue d'une participation de l'UIT en tant qu'organisme non-résident aux travaux de nombreuses équipes de pays des Nations Unies, outre sa participation présentielle aux travaux des équipes de pays des Nations Unies pour l'Éthiopie, le Sénégal, le Cameroun et le Zimbabwe. Les travaux réalisés en collaboration avec la représentation régionale du Bureau de la coordination pour le développement (BCAD) et au titre des sept coalitions thématiques et d'intérêt (OIBC) se sont intensifiés et ont pris de l'ampleur. L'UIT codirige avec l'OMS, ONU‑HABITAT et l'UNESCO la coalition OIBC4 qui vise à tirer parti des nouvelles technologies et à favoriser les transitions numériques en vue d'une croissance et d'un développement inclusifs. Cette coalition est susceptible d'offrir un cadre exemplaire, au sein du continent, pour aider les équipes de pays des Nations Unies à comprendre la manière dont les technologies numériques peuvent être exploitées dans l'établissement des programmes et appuyer les efforts des pays dans le sens de la transformation numérique.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Voir les rapports finals des réunions: [1/32](https://www.itu.int/md/D18-SG01-R-0032/en), [1/33](https://www.itu.int/md/D18-SG01-R-0033/en) et [2/32](https://www.itu.int/md/D18-SG02-R-0032/en). [↑](#footnote-ref-1)
2. [Groupe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur la coopération numérique](https://www.un.org/fr/sg-digital-cooperation-panel). [↑](#footnote-ref-2)